

MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Bulletin officiel

TEXTES EMIS EN JANVIER ET FEVRIER 2004

Directeur de la publication : Martine Marigeaud
Directrice adjointe : Isabelle Maréchal
Rédacteur en chef : Catherine Meyer-Lereculeur
Secrétariat de rédaction : Sylvie Bourcier, Claude Gardeur
Ernestine Gomis, Véronique Van Temsche

Imprimerie du ministère de la culture
et de la communication

Ministère de la culture et de la communication
Direction de l'administration générale
Sous-direction des affaires juridiques
Centre de documentation juridique et administrative
3, rue de Valois, 75001 Paris. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 18,29 €

ISSN : 1295-8670

SOMMAIRE

Mesures de publication et de signalisation

Cabinet du ministre

- Page 7 Circulaire n° 2004/003 du 17 février 2004 relative aux parcs et jardins.
- Page 10 Circulaire n° 2004/004 du 25 février 2004 relative à l'aide de l'Etat aux collectivités territoriales et à leurs groupements en faveur de leurs bâtiments d'archives.

Direction de l'architecture et du patrimoine

- Page 16 Arrêté du 12 décembre 2003 mettant fin aux fonctions du directeur du musée des monuments français.
- Page 16 Arrêté du 9 janvier 2004 portant modification de l'arrêté du 12 septembre 2000 modifié fixant les circonscriptions des inspecteurs généraux, architectes en chef des monuments historiques.
- Page 16 Circulaire n° 2004/001 du 19 janvier 2004 relative à l'attribution de bourses de DEA pour l'année universitaire 2003-2004.
- Page 18 Arrêté du 21 janvier 2004 portant modification de l'arrêté du 20 janvier 1999 fixant la répartition territoriale des techniciens-conseils agréés pour les orgues protégées en application de la loi du 31 décembre 1913.
- Page 19 Arrêté du 13 février 2004 modifiant l'arrêté du 2 juillet 2001 relatif à la désignation des responsables de la mission de préfiguration de la Cité de l'architecture et du patrimoine.
- Page 19 Circulaire n° 2004/005 du 26 février 2004 sur le Prix grand public de l'architecture 2004.

Direction des musées de France

- Page 25 Décision du 9 janvier 2004 portant création et organisation des commissions d'appel d'offres pour les marchés publics relevant de la direction des parcs et des bâtiments et passés par l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles.
- Page 26 Décision du 12 février 2004 portant création et organisation des commissions d'appel d'offres pour les marchés publics passés par l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles et relevant du département des affaires financières.

- Page 27 Circulaire n° 2004/002 du 16 février 2004 relative aux personnels des musées de France : qualifications requises de certains professionnels responsables d'activités scientifiques ou responsables des actions d'accueil des publics, de diffusion, d'animation et de médiation culturelles dans les musées de France ; préparation de la fin des mises à disposition par l'Etat de conservateurs du patrimoine auprès de collectivités territoriales.

Réunion des musées nationaux

- Page 36 Décision du 13 janvier 2004 relative aux cycles inter-musées conclus entre les musées nationaux des Antiquités nationales et du Moyen Age.

Centre des monuments nationaux

- Page 36 Décision n° 1303-04 DED du 5 janvier 2004 portant délégation de signature.
- Page 38 Décision n° 1303-04-DC du 5 janvier 2004 portant délégation de signature.
- Page 38 Décision n° 1303-04-DAF du 5 janvier 2004 portant délégation de signature.
- Page 40 Décision n° 1303-04-SI du 5 janvier 2004 portant délégation de signature.
- Page 41 Décision n° 1303-04-Dircom du 5 janvier 2004 portant délégation de signature.
- Page 41 Décision n° 1303-04-IG du 5 janvier 2004 portant délégation de signature.
- Page 42 Décision n° 1303-04-DRH du 5 janvier 2004 portant délégation de signature.
- Page 43 Décision n° 1303-04-PACA1 du 5 janvier 2004 portant délégation de signature.
- Page 45 Décision n° 1303-04-HK1 du 5 janvier 2004 portant délégation de signature.
- Page 45 Décision n° 1303-04-DAF2 du 6 janvier 2004 portant délégation de signature.

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

- Page 47 Décision n° 42-N du 22 janvier 2004 portant avenant n° 9 à la délégation de signature.
- Page 47 Décision n° DRH 83 du 10 février 2004 portant nomination par intérim du directeur de la production.

Musée du Louvre

- Page 48 Décision du 9 janvier 2004 portant délégation de signature.
- Page 53 Décision du 11 février 2004 du président-directeur de l'Etablissement public du musée du Louvre relative au traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour finalité la gestion des compétences.
- Page 53 Décision du 26 février 2004 du président-directeur de l'Etablissement public du musée du Louvre prise en application de l'arrêté du 23 janvier 2004 portant composition et fonctionnement de la commission des acquisitions de l'Etablissement public du musée du Louvre.

Documents signalés

- Page 54 Direction des archives de France

Mesures d'information

- Page 55 **Relevé de textes parus au Journal officiel**

- Page 63 **Réponses aux questions écrites**
(Assemblée nationale et Sénat)

Divers

- Page 69 Modèle de reçu à produire pour la justification des dons effectués au profit d'œuvres ou d'organismes visés à l'article 200-1 du code général des impôts (arrêté du 1^{er} décembre 2003, JO n° 283 du 7 décembre 2003 p. 20907).
- Page 70 Règlement intérieur du 9 décembre 2003 du Conseil national des parcs et jardins (vu le décret n° 2003-447 du 19 mai 2003).
- Page 70 Règlement intérieur du Haut conseil des musées de France approuvé le 16 décembre 2003.
- Page 73 Annexe de l'arrêté du 4 février 2004 portant transfert de propriété de biens appartenant à l'Etat (JO n° 66 du 18 mars 2004, p. 5275)
- Page 98 Dérogations au délai vidéo.
- Page 103 Bulletin d'abonnement.

Mesures de publication et de signalisation

CABINET DU MINISTRE

Circulaire n° 2004/003 du 17 février 2004 relative aux parcs et jardins.

Le ministre de la culture et de la communication,
à

Madame et messieurs les préfets de régions (directions régionales des affaires culturelles)

Références : Loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques modifiée ;

Décret n° 2003- 447 du 19 mai 2003 portant création du Conseil national des parcs et jardins ;

Circulaire du 8 août 2004 relative à la consommation des crédits ;

Le 24 avril 2003, j'ai annoncé une relance de la politique en faveur des parcs et des jardins à l'occasion de la première édition de la manifestation «Rendez-vous aux jardins». J'ai souhaité engager plusieurs mesures nouvelles.

1. Protéger davantage les parcs et jardins

Un effort très significatif a été accompli depuis dix ans en matière de protection réglementaire des parcs et jardins. La plupart des directions régionales des affaires culturelles se sont mobilisées pour rattraper le retard dans ce domaine et faire prendre en compte ce patrimoine spécifique au sein des commissions régionales du patrimoine historique, artistique et ethnologique (COREPHAE) puis des commissions régionales du patrimoine et des sites (CRPS), voire ont organisé des commissions thématiques consacrées aux jardins. Il est impératif de poursuivre cette action et même de l'accentuer : aujourd'hui, sur les 40 000 monuments protégés, on compte seulement 1600 parcs et jardins, soit 4 % du total (dont 1/3 classés et 2/3 inscrits), dont plus de la moitié (900) ont été protégés depuis 1990.

1.1 - Il est incontestable que beaucoup de jardins restent encore à protéger au moins au niveau de l'inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques. Un certain nombre de dossiers de protection de parcs ou de jardins sont en instance dans vos services. Je souhaite que vous établissiez dans les meilleurs délais un état des lieux.

Celui-ci pourra être confronté aux données des «pré-inventaires de jardins remarquables», dont la numérisation à l'échelon central est en voie d'achèvement, dans le cadre d'un protocole d'accord avec le ministère de l'écologie et du développement durable, afin d'organiser le plus rapidement possible des CRPS thématiques «jardins», et cela dès le deuxième trimestre 2004.

1.2 - J'ai souhaité la création d'un label «Jardin remarquable», et j'ai demandé au Conseil national des parcs et jardins, mis en place en mai 2003 et présidé par Jean-Pierre Bady, conseiller maître à la Cour des comptes, de me faire des propositions sur les conditions de sa mise en œuvre. Vous trouverez en annexe à la présente circulaire les critères de sélection et les modalités de mise en place de ce label. Il vous appartient d'effectuer cette sélection en mettant en place dès que possible un groupe de travail *ad hoc* et en proposant, d'ici le 1^{er} mai 2004, délai de rigueur, une première liste de jardins labellissables.

1.3 - Pour les jardins protégés au titre des monuments historiques et comportant un édifice en élévation, ce qui déclenche en conséquence une covisibilité et un périmètre d'abords, ainsi que pour les jardins non protégés mais attenants à un édifice protégé en tant que tel au titre des monuments historiques, vous pourrez proposer l'établissement de périmètres de protection modifiés plus adaptés aux échelles et aux caractéristiques de leur environnement, voire, si vous le jugez utile, la création de zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP).

1.4 - Pour les jardins remarquables n'entrant pas dans le champ du 1.3, vous pourrez proposer la création de ZPPAUP afin d'assurer la protection adaptée de leur environnement urbain ou paysager.

1.5 - Je vous demande également de recenser les parcs et jardins particulièrement intéressants de votre région, protégés ou non au titre des monuments historiques, qui sont dans un état de grave déshérence menaçant leur intégrité et qui, selon vous, méritent une intervention des pouvoirs publics, dont la nature sera à déterminer au cas par cas. Vous transmettez la liste de ces jardins, d'ici le 1^{er} juillet 2004, à la direction de l'architecture et du patrimoine en vue de leur examen par le Conseil national des parcs et jardins.

2. Restaurer les parcs et jardins historiques

La restauration progressive de l'ensemble de notre patrimoine de jardins est une nécessité. Les actions engagées par le passé doivent être poursuivies ; l'effort à consentir sur ce patrimoine fragile sera donc maintenu. Ainsi que je l'ai annoncé, une soixantaine de parcs et jardins historiques doivent faire l'objet de travaux de restauration dès 2004. Les opérations engagées sur des crédits de catégorie 1 seront poursuivies selon les mêmes modalités budgétaires ; les nouvelles opérations seront financées sur vos crédits déconcentrés. J'attache une importance particulière à ce que votre programmation tienne compte de ce volet spécifique de notre patrimoine et vous demande de me tenir informé des opérations menées dans votre région. Vous voudrez bien mettre en exergue, chaque année, dans le bilan que vous adressez au directeur de l'architecture et du patrimoine, les opérations relatives aux parcs et jardins en complétant, dès cette année, d'ici le mois d'avril, celui de 2003, et en lui ajoutant le programme envisagé pour 2004.

3. Encourager la création

J'ai décidé d'engager dès 2003 un programme de création de 10 jardins contemporains dans des sites appartenant au ministère de la culture et de la communication. Il a débuté avec Nohant en région Centre et Oiron en Poitou-Charentes, pour lesquels la démarche est en cours. Dès le début de cette année, les sites de Carcassonne et de la Motte Tilly doivent pouvoir, à leur tour, bénéficier d'une démarche similaire, suivie au niveau central conjointement par la direction de l'architecture et du patrimoine et la délégation aux arts plastiques. Je souhaiterais que cette action engage les propriétaires privés ou publics à avoir recours plus souvent à des concepteurs créatifs, afin que s'exprime, un peu partout sur notre territoire, l'art des jardins du XXI^{ème} siècle. Vous pourrez être les vecteurs de ce renouveau en encourageant les propriétaires à faire appel, lorsque le site s'y prête, à de tels concepteurs, dans le respect des réglementations existantes.

4. Former des personnels et des professionnels compétents

La politique en faveur des parcs et jardins ne sera véritablement efficace que si les personnels, les gestionnaires publics et privés, ainsi que les maîtres d'œuvre sont formés aux spécificités de ce patrimoine vivant. La direction de l'architecture et du patrimoine, qui met en place des formations sur ce sujet chaque année, au niveau central comme, avec votre collaboration, au niveau déconcentré, renforcera son

action en ce sens. D'ores et déjà, un certain nombre de stages sont programmés soit dans le cadre de la formation permanente de l'Institut national du patrimoine, soit avec le bureau de la politique des personnels et de la formation de la direction de l'architecture et du patrimoine. Je vous engage à y faire participer les personnes qui interviennent sur les jardins, en particulier les jardiniers, les architectes en chef des monuments historiques et les architectes des bâtiments de France, et par ailleurs à faire part de vos besoins spécifiques.

5. Valoriser et faire connaître

Inaugurée en 2003, la campagne de promotion «Rendez-vous aux jardins» a rencontré un vif succès. En 2004, elle aura lieu les 4, 5 et 6 juin, selon les mêmes modalités (vendredi : journée des scolaires ; samedi : ouverture jusqu'au crépuscule et dimanche, accent mis sur l'accueil des visiteurs, avec des animations durant tout le week-end). Cette campagne constituera désormais un rendez-vous annuel qu'une large part de nos concitoyens aura plaisir à retrouver, au même titre que les «Journées du patrimoine». Une circulaire spécifique sur ce sujet vous a, d'ores et déjà, été adressée parallèlement.

Je compte sur votre forte implication dans ce domaine qui concerne à la fois le patrimoine et la création, auquel j'attache une importance particulière.

Le ministre de la culture et de la communication,
Jean-Jacques Aillagon

Annexe

Critères et mise en place du label Jardin remarquable

L'attribution du label «Jardin remarquable» s'effectue en 2004 selon les critères et la procédure définis ci-après.

A. Création d'un groupe de travail sur les jardins remarquables

Dans chaque région, le préfet crée un groupe de travail chargé d'examiner les dossiers de jardins proposés au label.

Ce groupe de travail sur les jardins remarquables comprend :

- le DRAC ou son représentant, président,
- le correspondant jardin de la DRAC,
- le DIREN ou son représentant,
- un architecte des bâtiments de France,
- le président du Conseil régional ou son représentant,

- deux représentants de l'Association régionale des parcs et jardins,
- deux personnes compétentes en matière de jardins (une proposée par le DRAC et l'autre par l'Association régionale).

B. Fonctionnement du groupe de travail et modalités d'attribution du label

Dossier de candidature

Les propriétaires ou responsables de parcs et jardins adressent un dossier de candidature à la DRAC. Le dossier comporte :

- le plan de situation et le plan du jardin,
- la liste des éléments remarquables,
- la liste des végétaux remarquables,
- un historique,
- au moins 5 photos,
- l'engagement écrit d'ouvrir à la visite, durant 5 ans, selon les conditions fixées par l'arrêté du 1^{er} mars 1996 relatif à l'agrément fiscal (au moins 40 jours par an entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre ou 50 jours par an dont 25 jours fériés ou dimanches entre le 1^{er} avril et le 30 septembre),
- un engagement écrit de participer au moins à une opération nationale (Rendez-vous aux jardins ou Journées du patrimoine).

Fonctionnement du groupe de travail

Le groupe de travail, réuni par le DRAC, ne peut valablement siéger que si 5 de ses membres sont présents.

Le propriétaire ou le responsable du jardin peut être entendu par le groupe de travail.

Les propositions sont formulées à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Le DRAC désigne un rapporteur chargé de présenter les dossiers. Le rapporteur peut être choisi parmi les membres du groupe de travail ou à l'extérieur.

Critères de sélection

Le groupe de travail sur les jardins remarquables examine les dossiers et procède à leur notation. Le label est attribué aux jardins ayant obtenu une note au moins égale à 60 sur 100 calculée à partir de 6 critères et selon le barème suivant :

- composition (organisation des espaces) 25
- intégration dans le site et qualité des abords 15
- éléments remarquables (eau, fabriques, architectures végétales...) 15

- intérêt botanique (documenté) 15
- intérêt historique (documenté) 15
- entretien et plan de gestion 15

Par «documenté» il faut entendre que le visiteur puisse avoir accès à l'information soit par une fiche de visite ou un panneau d'information détaillés soit par des étiquettes sur le terrain, soit par les deux.

Dans le cas d'un jardin de conception récente (de moins de 30 ans), le critère d'intérêt historique n'est pas pris en compte. En conséquence, le jardin ne sera noté que sur 85.

Le label est refusé dans le cas où la note relative au critère « entretien et plan de gestion » est inférieure à 8.

Pour les jardins de grande notoriété, ouverts au public, pour lesquels le label «Jardin remarquable» est sollicité, le groupe de travail propose l'attribution du label au Conseil national des parcs et jardins sur simple demande du propriétaire ou du responsable accompagné de l'engagement écrit prévu au point D.

Décision

Pour l'année de lancement, le groupe de travail envoie fin avril 2004 une première liste de jardins remarquables au Conseil national des parcs et jardins (CNPJ), selon les régions de 20 à 50 jardins, pour proposition d'attribution du label par le ministre. Le bureau du CNPJ s'assure au préalable de l'équivalence des notations régionales.

Pour les années suivantes, le label sera attribué par décision du préfet de région.

Le label «Jardin remarquable» est accordé pour une durée de 5 ans, avec révision possible sur proposition du groupe de travail en cas de changement de propriétaire ou de carence notoire dans les conditions d'entretien ou d'ouverture.

Le DRAC informera des travaux du groupe de travail la délégation permanente de la Commission régionale du patrimoine et des sites (CRPS) et les commissions départementales des sites perspectives et paysages (CDSPP).

Par ailleurs, le président du CNPJ présentera à la Commission supérieure des monuments historiques (CSMH - 6^{ème} section) la liste des jardins labellisés.

C. Avantages du label

Le label procure les avantages suivants :

- une mention dans les documents diffusés par le ministère de la culture et de la communication ;

- la possibilité d'obtenir une signalisation routière ;
- la possibilité d'une prise en compte dans la définition des plans locaux d'urbanisme (PLU) ;
- la possibilité d'obtenir l'agrément fiscal prévu par les articles 41 H de l'annexe III du code général des impôts ;
- l'appui du Conseil national des parcs et jardins, du Comité des parcs et jardins de France et de l'association régionale pour demander des aides européennes, nationales ou régionales ou un mécénat orienté vers les parcs et jardins.

D. Engagements des propriétaires et responsables

Les propriétaires ou responsables de jardins remarquables doivent s'engager par écrit à :

- assurer un entretien régulier de leur jardin ;
- ouvrir selon les conditions précisées au B 1) ;
- participer au moins à une opération nationale (Rendez-vous aux jardins ou Journées du Patrimoine) ;
- mettre à la disposition du public des documents d'information (plan historique, composition et indications botaniques) ;
- apposer dans un lieu visible du public une plaque reprenant le logo du label «Jardin remarquable» créé à cette fin.

Circulaire n° 2004/004 du 25 février 2004 relative à l'aide de l'Etat aux collectivités territoriales et à leurs groupements en faveur de leurs bâtiments d'archives.

Le ministre de la culture et de la communication,
A l'attention de

Madame et messieurs les préfets de région (directions régionales des affaires culturelles)

Mesdames et messieurs les préfets de départements (directions des services départementaux d'archives)

Messieurs les préfets de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon

La note d'information de la direction des archives de France n° 2 de 1996 sur la procédure à suivre en matière de construction ou d'extension de bâtiments d'archives et la note du 3 juin 1999 intitulée «subventions aux collectivités locales : crédits d'investissement» qui précisait les critères pour la détermination des dépenses subventionnables, sont aujourd'hui dépassées en raison de l'évolution du cadre réglementaire (décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 modifié relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement) et compte tenu de l'ambition renouvelée de la direction des archives de France à l'égard du développement du réseau des services d'archives.

La présente instruction annule donc et remplace les deux notes précitées et fixe les principes et les procédures à suivre pour l'attribution par les préfets de région, après instruction par les services du ministère de la culture et de la communication, de l'aide de l'Etat aux collectivités territoriales et à leurs groupements en faveur de leurs bâtiments d'archives.

1. Le contexte institutionnel

a) le contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives des collectivités territoriales

Ce contrôle s'exerce en application du code général des collectivités territoriales (articles L. 1421-5 et 6, art. R. 1421-1 à 8). Il est exercé par le directeur des archives de France, sous l'autorité du ministre chargé de la culture et de la communication, ou par ses représentants. L'article R. 1421-2 précise que le contrôle de l'Etat est exercé par le directeur des archives de France et les inspecteurs généraux des archives «sur l'ensemble des archives des collectivités territoriales» ; par les directeurs des services départementaux d'archives des départements chef-lieu de région sur les archives régionales ; par les directeurs des services départementaux d'archives «sur les archives des établissements départementaux et sur les archives communales dans la limite du département».

En vertu du code général des collectivités territoriales, les collectivités territoriales doivent conserver leurs archives «dans un bâtiment public» ; la consultation par le public doit s'exercer «exclusivement dans ce bâtiment» (article R. 1421-4). L'article R. 1421-6 prescrit que «les collectivités territoriales informent le préfet de tout projet de construction, d'extension ou d'aménagement de bâtiments à usage d'archives ainsi que des projets de travaux dans ces bâtiments. Le préfet dispose d'un délai de deux mois pour faire connaître son avis à la collectivité territoriale concernée. Les travaux ne peuvent commencer avant la transmission de cet avis. Toute attribution de subvention en application de l'article L. 1421-5 est subordonnée au visa technique de la direction des archives de France».

b) les rôles respectifs de la direction des archives de France et des directions régionales des affaires culturelles

Dans la pratique, toute collectivité territoriale qui souhaite entreprendre des travaux de construction, d'extension ou d'aménagement de bâtiments à usage d'archives doit donc solliciter, selon le cas, l'avis du préfet ou le visa technique de la direction des archives de France. Le visa technique de l'Etat est obligatoire en cas de demande de subvention. Il est donné par le directeur des archives de France, par délégation du

ministre chargé de la culture et de la communication, après instruction menée par le département de l'innovation technologique et de la normalisation, avec le concours des inspecteurs généraux des archives de France.

Sur le plan financier, les subventions de l'Etat sont gérées par les directions régionales des affaires culturelles qui, en application du décret n° 86-538 du 14 mars 1986, animent, sous l'autorité du préfet, l'action de l'Etat en matière culturelle. Les crédits permettant de subventionner des équipements culturels figurent au chapitre 66-91. Chaque année, la direction de l'administration générale du ministère de la culture et de la communication notifie aux directions régionales des affaires culturelles un montant global d'autorisations de programme sur la proposition des directions techniques. Une fois ces crédits délégués, le DRAC en propose la répartition au préfet de région qui effectue la répartition par projet après avis de la conférence administrative régionale (CAR) et du contrôleur financier déconcentré (le trésorier payeur général) qui examine les propositions en fonction des crédits de paiement disponibles.

c) les rôles respectifs du directeur du service départemental d'archives et du conseiller chargé des archives à la DRAC

Le directeur du service départemental d'archives, chargé, par délégation du préfet de département, du contrôle de l'Etat sur les archives publiques, a en l'occurrence un double rôle : contrôle scientifique et technique du projet au sens du code général des collectivités territoriales tel que décrit ci-dessus d'une part, action de conseil, d'information et de développement du réseau des archives d'autre part. En effet, au delà de son strict rôle réglementaire, le directeur du service départemental d'archives a pour mission essentielle de conseiller l'ensemble des acteurs locaux, de synthétiser l'information sur les projets des collectivités de son département, voire, autant que possible, de mettre en place une politique départementale concertée de développement du réseau des archives. Il s'agit de mettre en œuvre une stratégie territoriale qui ait pour but de doter, dans les meilleures conditions de qualité, d'efficacité et d'économie, l'ensemble des services publics et des collectivités du département de services d'archives qui soient en mesure de jouer, au plus près possible des populations, leur rôle administratif, scientifique et culturel.

Il va de soi que les directeurs des services départementaux d'archives, qui sont chargés du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives publiques dans leur département, sont placés,

à l'égard des travaux qui affectent le bâtiment des Archives départementales, comme un service utilisateur qui doit absolument être associé à toutes les phases de la conception et des travaux. Le contrôle de l'Etat sur ces travaux est exercé sur le plan juridique par le préfet de département et, sur le plan technique, par les services compétents de la direction des archives de France (Inspection générale des archives et département de l'innovation technologique et de la normalisation).

Le conseiller chargé des archives, sous les ordres du directeur régional des affaires culturelles, a pour rôle essentiel de faire prendre en compte les questions d'archives dans la politique culturelle d'ensemble de l'Etat au niveau régional, de coordonner, de susciter les projets et d'instruire les demandes budgétaires, de conseiller l'ensemble des interlocuteurs sur le montage des dossiers (en faisant appel, pour démultiplication, aux directeurs des services départementaux d'archives), de servir d'intermédiaire entre les collectivités locales et l'administration centrale.

Les DRAC doivent donc pouvoir compter autant sur l'expertise scientifique et technique des directeurs des services départementaux d'archives et sur leur rôle de tête de réseau que sur leur mission de développement au niveau départemental.

2. Les projets subventionnables

a) Les services bénéficiaires

Les subventions peuvent concerner les services d'archives des collectivités territoriales ou de leur groupement ayant à leur tête un personnel qualifié, rémunéré (c'est-à-dire non bénévole), permanent (c'est-à-dire titulaire de la fonction publique ou contractuel de longue durée) et consacrant au domaine des archives une part suffisante (selon la taille du service) de son temps de travail.

Le projet subventionné doit contribuer à offrir au service une palette de moyens lui permettant de réaliser l'ensemble des fonctions d'un service d'archives : collecte et sélection, conservation, traitement intellectuel et matériel, communication et mise en valeur. Il est évidemment nécessaire que le projet prenne en compte les besoins prévisibles de locaux à longue échéance, notamment en matière d'accueil des versements sur tous supports et d'accroissement du nombre des usagers. Une prévision sur un délai de 30 ans paraît raisonnable.

Le projet architectural devra toujours être accompagné d'une note exposant les objectifs administratifs, scientifiques et culturels de la collectivité et décrivant les moyens mis en œuvre (personnel, budgets, moyens

informatiques, etc.) pour au moins les trois premières années du nouvel équipement.

Ainsi, sont éligibles aux concours de l'Etat :

- 1) les Archives départementales ;
- 2) les Archives régionales lorsque le service est dirigé par un professionnel de catégorie A consacrant l'intégralité de son temps de travail au service d'archives ;
- 3) les Archives des communes ou de leurs groupements de plus de 20 000 habitants, lorsque le service est dirigé par un professionnel de catégorie A consacrant l'intégralité de son temps de travail au service d'archives.

Afin d'éclairer les choix des maîtres d'ouvrage, l'on peut noter qu'il est raisonnable d'envisager qu'un service d'archives d'une ville de 20 000 habitants comporte des magasins d'une capacité de 2 000 m linéaires (cette capacité incluant les besoins à échéance de 30 ans) et une surface utile d'espaces ouverts au public, de traitement interne et de bureaux d'environ 200 m². Ces indications ne sauraient interdire *a priori* l'examen attentif et au cas par cas de projets qui proposeraient des dimensions inférieures, afin d'engager un dialogue constructif avec les maîtres d'ouvrage visant à les améliorer ;

- 4) les Archives des communes et de leur groupement de moins de 20 000 habitants pourront être également subventionnées après examen attentif du projet, dans la mesure où elles respecteront les conditions générales exposées dans les deux premiers paragraphes du présent chapitre, la surface minimum subventionnable étant fixée à 200 m² de surface utile (magasins compris).

b) Les éléments subventionnables du projet

Le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 modifié relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement (art. 2) autorise le financement «des différentes phases d'une opération, telles que les études, les acquisitions immobilières, les travaux de construction ou d'aménagement, les grosses réparations, l'équipement en matériel à l'exclusion du simple renouvellement. La dépense subventionnable peut inclure des dépenses connexes qui concourent directement à la réalisation du projet».

L'usage de la direction des archives de France est cependant de limiter son aide aux phases du projet qui correspondent à des dépenses spécifiques aux archives, une fois la localisation et le programme du projet définitivement assurés. Il est donc habituel de subventionner :

- la construction de bâtiments neufs ;
- l'extension et/ou le réaménagement de bâtiments anciens ;

- le premier équipement spécifique installé au moment de la construction, de l'extension ou du réaménagement : rayonnages, mobilier de salle de lecture ou de salle d'exposition, matériels d'ateliers, matériels informatiques (hors bureautique).

Ces dépenses incluent les honoraires de la maîtrise d'œuvre, l'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux (OPC), les travaux de gros et de second œuvre, les imprévus, et les assurances de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre et des entreprises.

En revanche, sont habituellement exclues de la base subventionnable les dépenses d'acquisition immobilière, ainsi que les dépenses liées aux contraintes d'urbanisme, aux risques du sol (stabilité, archéologie, etc.), aux espaces verts, aux voiries, aux parkings et au ravalement.

Les études de programmation architecturale ou d'organisation, les études techniques (traitement de l'air, rayonnages, par exemple), les études portant sur les systèmes informatiques, etc., peuvent être réintégrées dans le coût subventionnable du projet, tel qu'il est fixé lors de l'avant-projet définitif, après accord de la direction des archives de France, lorsqu'elles présentent des aspects particulièrement novateurs et expérimentaux.

Les espaces et aménagements ne relevant pas des missions des services d'archives, intégrés dans le bâtiment, sont, bien entendu, exclus du périmètre subventionnable.

c) Le taux des subventions

La direction des archives de France accorde habituellement une subvention d'un montant compris entre 10 et 30 % (hors taxe) de la base subventionnable approuvée, sous réserve que le montant total des aides publiques directes n'excède pas 80 % du montant prévisionnel de la dépense subventionnable. La subvention n'est pas révisable, sauf modification du programme approuvée par la direction des archives de France.

3. La procédure

L'on distinguera :

a) la procédure technique de définition et de conception du projet, validée par l'obtention du visa de la direction des archives de France, puis de contrôle du suivi de la réalisation des travaux. Les différentes phases de ce processus, les documents produits et leur circuit sont décrits dans les tableaux ci-après en page 7 et suivante.

L'on ne saurait trop insister sur la nécessité de saisir le plus tôt possible, dès la phase d'études et de maturation du projet, le directeur du service départemental d'archives et le conseiller pour les archives de la DRAC qui en informeront la direction des archives de France. Les inspecteurs généraux des archives de France sont à la disposition des responsables locaux pour étudier sur le terrain les solutions les plus adaptées.

Une information régulière des DRAC et de la direction des archives de France sur l'évolution du projet et l'affinement progressif du coût de celui-ci permet d'anticiper budgétairement sur la procédure suivante.

b) la procédure administrative et financière d'attribution de la subvention, telle qu'elle est fixée de façon précise par le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 modifié relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement.

Le dossier à l'appui de la demande de subvention est adressé par le maître d'ouvrage au préfet de région (direction régionale des affaires culturelles), avec copie directe pour information à la direction des archives de France. La composition du dossier est fixée par l'arrêté du 5 juin 2003 (qui remplace l'arrêté initial du 30 mai 2000) relatif à la constitution du dossier pour une demande de subvention de l'Etat pour un projet

d'investissement (JO du 29 juin 2003, p. 10970), complété pour le ministère de la culture et de la communication par l'arrêté du 17 octobre 2000 (JO du 20 octobre 2000, p. 16819).

Ce dossier devra comporter le visa technique de la direction des archives de France, ainsi que, comme le prévoit l'arrêté du 30 mai 2000, une note détaillée décrivant le service en cause, le projet (objets, objectifs poursuivis, résultats attendus en termes administratifs, scientifiques et culturels), et l'estimation du coût de fonctionnement du nouvel équipement.

Le versement de la subvention de l'Etat est conditionné par la bonne exécution des travaux et leur conformité au projet approuvé (cf. articles 14 à 16 du décret n° 99-1060). Cela justifie l'envoi régulier des comptes rendus de chantier à la DRAC pour contrôle et à la direction des archives de France pour information.

Il convient enfin de rappeler que ces aides en faveur des bâtiments d'archives dont la présente instruction définit les principes n'excluent pas d'autres types d'aides en investissement susceptibles d'être apportées par les DRAC aux services d'archives des collectivités territoriales, aides à des projets spécifiques d'équipement ou d'informatisation, numérisation de collections, etc.

Le ministre de la culture et de la communication,
Jean-Jacques Aillagon

(Voir tableau pages suivantes)

Construction/extension de bâtiments ou locaux d'archives soumis au visa technique de la direction des archives de France : circuit des documents de la phase de mise au point du projet à l'achèvement des travaux

Nota : le tableau ci-dessous n'envisage que les travaux soumis au visa de la direction des archives de France, c'est-à-dire les travaux subventionnés par l'Etat, mais il faut rappeler que l'article R. 1421-6 du code général des collectivités territoriales prescrit que «les collectivités territoriales informent le préfet de tout projet de construction, d'extension ou d'aménagement de bâtiments à usage d'archives ainsi que des projets de travaux dans ces bâtiments. Le préfet dispose d'un délai de deux mois pour faire connaître son avis à la collectivité territoriale concernée. Les travaux ne peuvent commencer avant la transmission de cet avis». Le directeur du service départemental d'archives instruit pour le compte du préfet ces demandes d'avis et peut exprimer celui-ci par délégation. Il convient donc de l'associer le plus en amont possible à tous les projets touchant aux conditions de conservation des archives publiques.

Les étapes indiquées ci-dessous peuvent bien évidemment se court-circuiter dans le temps.

Etape	Description de la procédure	Document produit	Diffusion	
			à la DRAC	à la DAF
1	Décision de la collectivité sur le principe de la construction d'un nouveau bâtiment, de l'extension ou de la transformation du bâtiment existant	Délibération de la collectivité ou lettre d'intention	Pour information et transmission à la DAF	Pour avis (DITN/IGAF) Pour avis (IGAF/DITN)
2	Etablissement d'un programme par le responsable du service d'archives pour le compte de son autorité de tutelle	Programme d'utilisateur	Pour information et transmission à la DAF	
3	Choix du terrain (Une visite de l'Inspection générale sur place est nécessaire pour l'obtention du visa).	Etudes, plans, correspondances, délibérations de la collectivité	Pour information	
4	Etude confiée ou non à un bureau d'études et débouchant sur la rédaction du programme définitif d'une part, la détermination de l'enveloppe prévisionnelle d'autre part	Etudes, délibérations de la collectivité	Pour information et transmission à la DAF	Pour avis (DITN/IGAF)

Etape	Description de la procédure	Document produit	Diffusion	
			à la DRAC	à la DAF
5	Concours d'architectes (La procédure du concours pour le choix de l'architecte est obligatoire lorsque le montant estimé de sa rémunération est supérieur à 200 000 • hors taxe, selon le code des marchés publics). - Sélection des architectes appelés à concourir par un jury comprenant un représentant de la DRAC et de la DAF - Examen préalable des projets par une commission technique plus ou moins structurée comprenant en principe un représentant de la DRAC et de la DAF (en principe DITN) (l'intervention d'une commission technique n'est pas obligatoire, mais elle est très recommandée) - Réunion du jury comprenant un représentant de la DRAC et de la DAF (en principe IGAF) - Choix de l'architecte par l'assemblée délibérante	Appel à candidatures, procès verbal de la réunion du jury Projets dont plans convocation Convocation, pièces à l'appui, procès-verbal Délibération	Pour information et convocation Pour information et convocation Pour information et convocation Pour information	Pour information et convocation Pour information et convocation Pour information et convocation Pour information
6	Etablissement par l'architecte de l'avant-projet sommaire (APS)	Avant-projet dont plans	Pour information et transmission à la DAF	Double pour avis (DITN/IGAF)
7	Engagement financier de la collectivité et demande de subvention	Dossier de demande de subvention	Pour instruction	En coordination avec la DAF/DRIP
8	Etablissement par l'architecte de l'avant-projet définitif (APD)	Avant-projet dont plans	Pour information et transmission à la DAF	Double pour visa technique (DITN)
9	Lancement de la consultation des entreprises, désignation du coordonnateur santé-sécurité (obligatoire) et du coordonnateur-opérateur-pilote (souhaitable)	DCE, procès-verbal de réunion des commissions d'appel d'offres, ordres de service	Pour information	Pour information
10	Travaux	Comptes rendus de chantiers (ou synthèse trimestrielle visée par le directeur des AD dans le cas des autres services que les AD)	Pour contrôle	Pour information
11	Réception définitive des travaux	Procès-verbal	Pour contrôle	Pour information

Abréviations :

DRAC : direction régionale des affaires culturelles

IGAF : inspection générale des archives de France

DRIP : département du réseau institutionnel et professionnel

DAF : direction des archives de France

DITN : département de l'innovation technologique et de la normalisation

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

Arrêté du 12 décembre 2003 mettant fin aux fonctions du directeur du musée des monuments français.

Le ministre de la culture et de la communication,
Vu le décret n° 97-464 du 9 mai 1997 relatif à la création et à l'organisation des services à compétence nationale ;

Vu l'arrêté du 16 décembre 1998 érigeant le musée des monuments français en service à compétence nationale ;

Sur proposition du directeur de l'architecture et du patrimoine,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Il est mis fin aux fonctions de M. Jean-Louis Cohen, conservateur général du patrimoine, comme directeur du musée des monuments français à compter du 15 décembre 2003.

Art. 2. - Le directeur de l'architecture et du patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté du 9 janvier 2004 portant modification de l'arrêté du 12 septembre 2000 modifié fixant les circonscriptions des inspecteurs généraux, architectes en chef des monuments historiques.

Le ministre de la culture et de la communication,

- Vu le décret n° 80-911 du 20 novembre 1980 modifié portant statut particulier du corps des architectes en chef des monuments historiques ;

- Vu l'arrêté du 17 mai 1990 relatif à la rémunération des inspecteurs généraux, architectes en chef des monuments historiques ;

- Vu l'arrêté du 25 novembre 1998 relatif à l'organisation de l'inspection générale de la direction de l'architecture et du patrimoine ;

- Vu l'arrêté du 12 septembre 2000 modifié fixant les circonscriptions des inspecteurs généraux, architectes en chef des monuments historiques ;

- Vu l'arrêté modifié du 24 octobre 2002 fixant la liste des immeubles bâtis et non bâtis sur lesquels le service national des travaux assure des missions de maîtrise

d'ouvrage en application de l'arrêté du 3 mai 2002 relatif au service national des travaux ;

- Vu les nécessités du service,

Arrête :

Art. 1^{er}. - L'arrêté susvisé du 12 septembre 2000 est modifié comme suit :

François Jeanneau, inspecteur général des monuments historiques, reçoit compétence sur le théâtre de l'Odéon.

Art. 2. - Le directeur de l'architecture et du patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à la date de sa signature, et sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Circulaire n° 2004/001 du 19 janvier 2004 relative à l'attribution de bourses de DEA pour l'année universitaire 2003-2004.

Le ministre de la culture et de la communication,
à

Mesdames et messieurs les directeurs des écoles d'architecture

La présente circulaire annule et remplace la circulaire n° 2002-023 du 28 décembre 2002 relative aux modalités d'attribution de bourses de DEA pour l'année universitaire 2002-2003. Elle s'appliquera pour l'année universitaire 2003-2004, y compris aux cursus conduisant à la délivrance de masters dès que ceux-ci seront mis en œuvre.

I - Principes généraux

Les bourses de DEA sont des aides contingentées octroyées sur la base des résultats universitaires complétée par l'analyse de critères sociaux. Elles sont attribuées dans le cadre d'un contingent annuel mis à la disposition des écoles d'architecture. Ces bourses sont attribuées aux étudiants les plus méritants et, en priorité, à ceux répondant aux critères d'attribution d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux.

Le taux de la bourse sur critères universitaires de DEA est fixé chaque année par arrêté interministériel publié au *Journal officiel* de la République française. Pour l'année universitaire 2003-2004, le montant des bourses de DEA est fixé à 3 780 euros, payables en une seule fois ; ces bourses seront attribuées au cours de l'année 2004 dans la limite de l'enveloppe disponible à cet effet sur les crédits de l'exercice 2004. Seront retenus en priorité les candidats titulaires du diplôme d'architecte.

II - Conditions d'attribution

II-1 - Etudes

Les étudiants qui sollicitent une bourse de DEA doivent être inscrits à un diplôme d'études approfondies dans un établissement d'enseignement supérieur en partenariat avec une école d'architecture. Les écoles d'architecture devront avoir signé une convention avec leurs partenaires universitaires, prévoyant l'acquittement des droits d'inscription par les étudiants directement auprès de l'école, ou le reversement de tout ou partie de ces droits à l'école par l'université. Seuls les étudiants inscrits dans les écoles d'architecture ayant signé ce type de convention pour l'année universitaire 2003-2004 pourront bénéficier d'une bourse de DEA.

II-2 - Nationalité

Sous réserve qu'ils résident effectivement en France, les bourses sur critères universitaires peuvent être attribuées aux étudiants français et autres étudiants ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ainsi qu'aux étudiants étrangers suivants :

- les étudiants titulaires de la carte de réfugié ou d'apatride délivrée par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) ;
- les étudiants étrangers bénéficiant d'une carte de séjour temporaire ou d'une carte de résident dont les parents, non ressortissants de l'Union européenne (père et mère), ainsi que les autres enfants à charge, résident en France depuis au moins deux ans ;
- les étudiants étrangers bénéficiant d'une carte de séjour temporaire ou d'une carte de résident dont les parents ne sont pas ressortissants de l'Union européenne, mariés à un conjoint ressortissant français ou étranger disposant de ressources mensuelles régulières au moins égales au SMIC, sous réserve que l'étudiant et son conjoint résident en France depuis au moins deux ans et que le ménage ait établi une déclaration fiscale distincte de celle des parents ;
- les étudiants andorrans.

Dans tous les cas, les étudiants étrangers répondant à l'une des conditions visées ci-dessus doivent, en outre, remplir les conditions générales d'attribution de ces bourses définies par la présente circulaire pour les étudiants français dont la famille réside sur le territoire national.

II-3 - Cas d'exclusion du bénéfice d'une bourse de DEA

Outre les étudiants ne remplissant pas les conditions de nationalité, sont exclus de l'attribution d'une bourse sur critères universitaires :

- les étudiants ayant déjà bénéficié d'une bourse de DEA, DESS, DPEA, d'une bourse d'agrégation ou d'une bourse de service public ;
- les étudiants ayant déjà bénéficié d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux ou d'une allocation d'études pour préparer un DPEA, DESS, DEA ou un master ;
- les étudiants bénéficiaires d'une autre bourse sur critères universitaires, d'une bourse sur critères sociaux y compris à échelon «0», d'une bourse de service public, d'un prêt d'honneur, d'une aide à la formation continue et/ou d'insertion professionnelle, d'une bourse d'un autre département ministériel, d'une bourse d'un gouvernement étranger ;
- les étudiants ayant déjà bénéficié d'une bourse en tant qu'élève du Centre des hautes études de Chaillot ;
- les étudiants ayant précédemment bénéficié d'une allocation de recherche ;
- les étudiants qui préparent en même temps un autre diplôme - y compris dans le cas d'inscription à un double cursus DPLG-DESS, DPLG-DPEA ou DPLG-DEA - ou un concours (à l'exception des étudiants inscrits en magistère) ;
- les étudiants effectuant un volontariat civil ou un volontariat dans les armées ;
- les fonctionnaires stagiaires, les agents en exercice dans les fonctions publiques de l'Etat, territoriale ou hospitalière, ou dans des établissements qui en dépendent, même en disponibilité, en congé sans traitement ou en sursis de première affectation ;
- les personnes rémunérées sous contrat d'apprentissage ou de qualification ou en congé individuel de formation et bénéficiant d'une rémunération au titre de la formation professionnelle continue ;
- les étudiants en détention pénale, sauf ceux placés sous le régime de la semi-liberté.

En revanche, une bourse sur critères universitaires peut être cumulée avec une rémunération, dans les mêmes conditions que les bourses sur critères sociaux.

II-4 - Durée d'attribution

Une bourse de DEA est accordée pour la durée normale de la formation suivie, soit une année. Pour les masters, cette aide est attribuée pour la préparation des 3^e et 4^e semestres. Toutefois, à titre exceptionnel, cette aide est accordée ou renouvelée pour une deuxième année en ce qui concerne les formations bénéficiant d'une dérogation précisée dans la notification d'habilitation à délivrer le diplôme.

Par ailleurs, une année supplémentaire de bourse sur critères universitaires peut également être accordée

aux étudiants souffrant d'un handicap reconnu par la commission institutionnelle chargée de la reconnaissance du handicap, aux étudiants qui pour des raisons graves attestées par un avis des services universitaires médicaux et sociaux ont dû interrompre leur année de formation, aux sportifs de haut niveau et aux étudiants disposant d'un mandat électif.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 25 avril 2002 relatif aux études doctorales, pour les étudiants qui préparent un DEA, le délai supplémentaire au titre d'un mandat électif doit être accordé par le chef d'établissement sur proposition du directeur de l'école doctorale.

II-5 - Assiduité

En application de l'article 2 du décret n° 51-445 du 16 avril 1951, l'inscription et l'assiduité aux cours, travaux pratiques ou dirigés et aux stages obligatoires doivent être vérifiées.

L'étudiant doit se présenter aux examens prévus dans son année de DEA. Si cette condition n'est pas respectée, il appartient à l'école d'apprécier si un ordre de reversement de tout ou partie de la bourse de DEA doit être établi, après information préalable de l'étudiant de manière à ce qu'il puisse fournir d'éventuels éléments complémentaires.

Lorsque pour des raisons médicales graves (traitement médical, hospitalisation), l'étudiant titulaire d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères universitaires doit interrompre ses études au cours de l'année universitaire, il est tenu d'en informer l'école en apportant toutes les pièces justificatives nécessaires. Dans ce cas, cette interruption d'études ne suspend pas le paiement de la bourse pendant la période considérée.

III - Procédure d'attribution et calendrier

Les dossiers adressés au bureau de la recherche architecturale avant le 23 janvier 2004 seront retenus et classés par ordre de priorité par le collectif scientifique de la formation, en application des critères énoncés ci-dessus et sur avis motivé du responsable scientifique de chacune des filières doctorales concernées.

Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice des enseignements et de la recherche
architecturale et urbaine
de la direction de l'architecture et du patrimoine,
Laurence Cassegrain

Arrêté du 21 janvier 2004 portant modification de l'arrêté du 20 janvier 1999 fixant la répartition territoriale des techniciens-conseils agréés pour les orgues protégées en application de la loi du 31 décembre 1913.

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques ;

Vu le décret modifié du 18 mars 1924 pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret n° 98-840 du 21 septembre 1998 portant création d'une direction de l'architecture et du patrimoine au ministère de la culture et de la communication ;

Vu les décrets n° 2002-898 du 15 mai 2002, relatifs aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret du 1^{er} juillet 2003 portant délégation de signature ;

Vu le décret n° 94-87 du 28 janvier 1994 relatif aux compétences de la V^e section de la Commission supérieure des monuments historiques ;

Vu le décret n° 95-501 du 26 avril 1995 relatif aux missions et rémunérations des techniciens-conseils pour les orgues protégées au titre de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques ;

Vu les arrêtés portant agrément de techniciens-conseils pour les orgues protégées de messieurs :

- Philippe Bachet, agréé par arrêté du 11 septembre 2003 (JO n° 220 du 23 septembre 2003) jusqu'au 31 décembre 2004 ;

- Eric Brottier, agréé par arrêté du 11 septembre 2003 (JO n° 220 du 23 septembre 2003) pour une durée de 5 ans ;

- Michel Colin, agréé par arrêté du 3 janvier 2003 (JO n° 12 du 15 janvier 2003) pour une durée de 3 ans ;

- Jean-Pierre Decavèle, agréé par arrêté du 11 septembre 2003 (JO n° 220 du 23 septembre 2003) pour une durée de 3 ans ;

- Michel Foussard, agréé par arrêté du 5 janvier 2002 (JO n° 19 du 23 janvier 2002) pour une durée de 5 ans ;

- Roland Galtier, agréé par arrêté du 5 janvier 2002 (JO n° 19 du 23 janvier 2002) pour une durée de 5 ans ;

- Christian Lutz, agréé par arrêté du 11 septembre 2003 (JO n° 220 du 23 septembre 2003) pour une durée de 5 ans ;

- Thierry Semenoux, agréé par arrêté du 3 janvier 2003 (JO n° 12 du 15 janvier 2003) pour une durée de 3 ans ;

Sur proposition du directeur de l'architecture et du patrimoine,

Arrête :

Art. 1^{er}. - La compétence territoriale précisée à l'arrêté initial du 20 janvier 1999 est maintenue pour les missions de maîtrise d'œuvre commandées à la date du présent arrêté jusqu'à leur complet achèvement.

Art. 2. - M. Philippe Bachet conserve compétence pour les missions se rapportant à l'achèvement des travaux sur les orgues protégées en région Poitou-Charentes, de La Rochelle, cathédrale (grand orgue de tribune), et Poitiers, église Saint-Hilaire (grand orgue de tribune) et M. Jean-Pierre Decavele conserve compétence pour les missions définies à l'article 1^{er}.

Art. 3. - Les missions figurant aux titres 1^{er} et 2 du décret n° 95-501 sont assurées, en conséquence, par des techniciens-conseils agréés selon la répartition territoriale fixée comme suit :

- M. Eric Brottier reçoit compétence pour les régions : Bourgogne, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Ile-de-France, Picardie, Rhône-Alpes.

- M. Michel Colin reçoit compétence pour les régions : Auvergne, Limousin, Haute-Normandie.

- M. Michel Foussard reçoit compétence pour les régions : Corse, Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

- M. Roland Galtier reçoit compétence pour les régions : Bretagne, Languedoc-Roussillon, Nord-Pas-de-Calais, Pays-de-Loire, Poitou-Charentes.

- M. Christian Lutz reçoit compétence pour les régions : Alsace et Lorraine.

- M. Thierry Semenoux reçoit compétence pour les régions : Aquitaine, Centre, Basse-Normandie, Midi-Pyrénées.

Art. 4. - Le directeur de l'architecture et du patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté du 13 février 2004 modifiant l'arrêté du 2 juillet 2001 relatif à la désignation des responsables de la mission de préfiguration de la Cité de l'architecture et du patrimoine.

Le ministre de la culture et de la communication,

Sur proposition du directeur de l'architecture et du patrimoine,

Vu la loi n° 2003-517 du 18 juin 2003 relative à la rémunération au titre du droit de prêt en bibliothèque et renforçant la protection sociale des auteurs et notamment son article 8,

Vu l'arrêté du 2 juillet 2001 relatif à la création d'une mission de préfiguration de la Cité de l'architecture et du patrimoine,

Vu l'arrêté du 2 juillet 2001 relatif à la désignation des responsables de la mission de préfiguration de la Cité de l'architecture et du patrimoine,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Il est mis fin aux fonctions de Mme Florence Contenay, inspectrice générale de l'équipement, comme chef de la mission de préfiguration de la Cité de l'architecture et du patrimoine.

Art. 2. - M. Francis Rambert est nommé chef de la préfiguration du département IFA.

Art. 3. - Le directeur de l'architecture et du patrimoine et la directrice de l'administration générale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le ministre de la culture et de la communication,
Jean-Jacques Aillagon

Circulaire n° 2004/005 du 26 février 2004 sur le Prix grand public de l'architecture 2004.

La directrice chargée de l'architecture,
Adjointe au directeur de l'architecture et du patrimoine à

Madame et messieurs les préfets de région (directions régionales des affaires culturelles)

Dans le cadre de la mission conjointe Equipement/Culture, la direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction et la direction de l'architecture et du patrimoine sont chargées de mettre en œuvre un programme d'actions qui comprend des chantiers réglementaires, des études et des événements de promotion, de diffusion et de sensibilisation du grand public à une création urbaine et architecturale de qualité.

Parmi ces événements, figure le Prix grand public de l'architecture dont vous trouverez, ci-joint, les bilans et une revue de presse de la première édition en 2003 ainsi qu'une fiche de présentation vous précisant les modalités selon lesquelles il est reconduit cette année.

Ce prix, pour lequel le public sera appelé à voter au cours des mois de juin et de juillet et dont le jury

national se réunira au mois de septembre, requiert tout particulièrement l'implication des directions régionales des affaires culturelles.

L'organisation du Prix grand public de l'architecture est en effet très largement déconcentrée. Elle doit s'appuyer sur les pôles de compétences régionaux, coordonnés par les directions régionales des affaires culturelles en 2002-2003 dans le cadre de la campagne d'intérêt général en faveur de la qualité architecturale, qui réunissent notamment les services départementaux de l'architecture et du patrimoine, les conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, les écoles d'architecture, les conseils régionaux de l'ordre des architectes, les maisons de l'architecture, les villes et pays d'art et d'histoire...

Le comité, présidé par la DGUHC et la DAPA, pilote cette opération au niveau national et a missionné l'agence Claudine Colin Communication pour qu'elle apporte son aide et assure la plus large promotion possible de la 2^{ème} édition de ce prix.

Les pôles de compétences sont placés sous votre autorité et réunissent l'ensemble des services qui contribuent à la connaissance de l'architecture et agissent pour son développement. Ils ont pour mission de :

- sélectionner, pour chacune des quatre catégories proposées, trois à cinq réalisations urbaines et/ou architecturales jugées exemplaires qui représenteront leur région. Ces réalisations devront avoir été livrées de préférence à partir de janvier 2000,
- établir la fiche signalétique de chacune de ces réalisations, selon le modèle ci-joint, en rassemblant les informations et autorisations de publication nécessaires,
- réunir les documents, libres de droits, servant à la compréhension du projet : deux photographies (format horizontal et vertical) ainsi que plans, coupes, élévations et perspective(s), ou tout autre élément qui semblera pertinent (ces documents devront être transmis de préférence sous format numérique permettant une impression de qualité).

Je vous demande de prendre les dispositions nécessaires pour que la réalisation du Prix grand public de l'architecture puisse entrer dans une phase opérationnelle dans les meilleurs délais.

Les éléments d'information que vous réunirez pour ce prix devront être adressés à la mission de la communication de la direction de l'architecture et du patrimoine à laquelle vous voudrez bien communiquer le nom d'un collaborateur que vous aurez désigné pour être son correspondant.

Le succès de cet événement dépend pour une large part de la participation active de vos services et de votre capacité à mobiliser toutes les compétences qui, dans votre région, concourent à la mise en œuvre d'un cadre de vie de qualité. Je vous en remercie par avance.

La directrice chargée de l'architecture,
Adjointe au directeur de l'architecture et du patrimoine,
Ann-José Arlot

Prix grand public de l'architecture

Le succès remporté par cette opération lors de sa première édition en 2003 (plus de 50 000 suffrages recueillis) révèle le vif désir de nos concitoyens de participer à l'amélioration de leur cadre de vie.

Le ministre de la culture et de la communication et le président de Radio France ont décidé de reconduire l'opération en 2004. Le ministre de l'équipement, du logement, des transports, du tourisme et de la mer s'associe à la deuxième édition de ce prix, qui s'intègre ainsi dans la mission conjointe Equipement/Culture mise en place pour conduire un programme d'actions en faveur de la qualité urbaine et architecturale.

Le principe

Quatre catégories ont été retenues pour l'édition 2004 de ce prix, placée sous le thème Habiter :

- Logement individuel
- Logement collectif
- Aménagement urbain
- Habitats éphémères (loisir, humanitaire, etc.)

Sur la base d'une sélection établie pour chaque région et diffusée sur Internet et au travers de la presse locale (écrite et audiovisuelle), il sera proposé au public de distinguer, dans chacune des catégories proposées, une réalisation - livrée à partir de janvier 2000 - qui lui paraîtra exemplaire. Les résultats régionaux seront soumis à un jury national, qui proclamera le palmarès de la qualité urbaine et architecturale du point de vue du public.

Le calendrier

Mars 2004 : Sélection des réalisations urbaines et architecturales jugées exemplaires,

Opérateurs : pôles de compétences régionaux,

Mars-avril 2004 : Remontée des sélections régionales,
Opérateurs : pôles de compétences régionaux,

Avril-mai 2004 : Actualisation du site Internet Prix grand public de l'architecture, communication et

promotion de l'opération (jusqu'à la clôture des votes),
Opérateur : mission de la communication de la
direction de l'architecture et du patrimoine,

Juin 2004 : Mise en ligne simultanée de l'ensemble
des sélections régionales,

Opérateur : mission de la communication de la
direction de l'architecture et du patrimoine,

Juin-juillet 2004 : Vote du public sur Internet et au
moyen de bulletins publiés dans la presse locale,

Opérateur : mission de la communication de la
direction de l'architecture et du patrimoine,

Août 2004 : Mise en ligne des résultats par région,
Opérateur : mission de la communication de la
direction de l'architecture et du patrimoine,

Septembre 2004 : Constitution et réunion du jury
national,

Opérateur : mission de la communication de la
direction de l'architecture et du patrimoine,

Octobre 2004 : Proclamation du palmarès national et
cérémonie de remise des prix,

Opérateur : mission de la communication de la
direction de l'architecture et du patrimoine.

(Pièces jointes pages suivantes)

Région : - prix grand public de l'architecture

FICHE «REALISATION»

* CATEGORIE (entourer l'une des 4 catégories) : 1 2 3 4

1 : Logement individuel 2 : Logement collectif 3 : Aménagement urbain 4 : Habitats éphémères

* NOM DE LA REALISATION OU DU SITE :

* ADRESSE : nom, numéro, rue :
commune, code postal :

* MAÎTRE D'OUVRAGE :
nom, numéro, rue :
commune d'exercice, code postal :

ACCORD PUBLICATION :

* MAITRE D'ŒUVRE :
nom, numéro, rue :
commune d'exercice, code postal

ACCORD PUBLICATION :

* OCCUPANT ACTUEL :
nom, numéro, rue :
commune, code postal

ACCORD PUBLICATION :

* DATE DE RECEPTION :

* SURFACE DE L'OPERATION :

* SURFACE DU TERRAIN :

* COUT DES TRAVAUX :

,00 • TTC

* DESCRIPTIF DU PROGRAMME :

* MODALITES DE VISITE ET ACCES :

extérieur :

intérieur :

visible de l'espace public : oui non

transport en commun :

URL (site internet)

* CONTACT :

- Mme, M. :

- Tel. :

- Fax. :

- E Mail :

* PHOTOS JOINTES : oui non

ACCORD PUBLICATION :

- photographie :

- format : numérisée

(papier)

* AUTRES DOCUMENTS : oui non

ACCORD PUBLICATION :

- réalisation :

- plan(s) - coupe(s) - élévation(s)

- perspective(s)

- autre :

- format : numérisée

(papier)

Prix grand public de l'architecture - Bilan de l'édition 2002 - Perspectives 2003.

En complément du bilan technique et de la revue de presse établis par l'agence BBDO, maître d'œuvre de la première édition du Prix grand public de l'architecture dans le cadre de la campagne d'intérêt général en faveur de l'architecture, la présente note a pour objet de préciser les modalités d'organisation de cette manifestation en vue de sa reconduction.

Préambule

Près de 55 000 votes

Devant le succès rencontré par la première édition du Prix grand public de l'architecture, qui s'est déroulée de mars à juin 2003, Jean-Jacques Aillagon, ministre de la culture et de la communication, a décidé de reconduire cette initiative en 2004.

Figurant parmi les principales actions menées dans le cadre de la campagne en faveur de la qualité architecturale, ce Prix grand public a reçu en effet un accueil très favorable de la part des professionnels de l'architecture et d'un nombre important de Français.

Cette réussite trouve en partie son explication dans la richesse et la diversité des sélections proposées au vote du public : près de 450 réalisations architecturales et urbaines réparties sur la quasi totalité du territoire métropolitain.

De plus, à la différence des palmarès établis par les professionnels, toutes ces réalisations étaient soumises au vote du public qui, pour la première fois, avait la possibilité d'exprimer et de marquer ses préférences en matière d'architecture.

Enfin, la qualité des palmarès proclamés tant au niveau régional que national, sur la base des sélections proposées par les pôles de ressources confère à ce prix, et plus particulièrement aux yeux de la profession, toute sa crédibilité.

Brève chronologie

21 octobre 2002

Le ministre adresse aux directeurs régionaux des affaires culturelles une circulaire aux termes de laquelle il leur demande de regrouper et de coordonner toutes les compétences de leur région qui participent à la diffusion de l'architecture afin de dresser l'inventaire des réalisations jugées exemplaires au regard de leur qualité architecturale.

27 novembre 2002

A l'occasion de la 3^{ème} édition des Rendez-vous de l'architecture, le ministre procède au lancement officiel de la campagne en faveur de la qualité architecturale, annonce l'ouverture d'un site dédié à cette campagne (aimerlarchi.culture.fr) et en présente les principales actions (campagne d'affichage, manifestations labellisées, Prix grand public de l'architecture, Nouveaux albums des jeunes architectes, expositions, etc).

23 mars 2003

Mise en ligne sur le site de la campagne en faveur de la qualité architecturale des trois premières sélections régionales : Basse-Normandie, Bretagne et Pays-de-la-Loire.

Publication de ces sélections dans le supplément dominical de *Ouest France* (cahier spécial de 16 pages en quadri).

Avril 2003

Mise en ligne des sélections régionales : Alsace, Haute-Normandie, Ile-de-France, Picardie et Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

Publication dans *Le Courrier Picard* de la sélection Picardie (4 pages dont 2 en quadri).

Mai 2003

Mise en ligne des sélections régionales : Aquitaine, Bourgogne, Centre, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord, Poitou-Charentes, Rhône-Alpes.

Publication dans *Le Figaroscope* (6 pages quadri), *La Voix du Nord* (4 pages dont 2 en quadri), *La Dépêche du Midi* (1 page en quadri), *L'Est Républicain* (15 pages en quadri) des sélections régionales : Ile-de-France, Nord, Midi-Pyrénées, Franche-Comté et Lorraine.

2 juin 2003

Clôture du vote du public et proclamation des 18 palmarès régionaux.

21 juin 2003

Proclamation du palmarès national après délibérations d'un jury composé d'auditeurs de France Info et présidé par Nathalie Baye.

24 juin 2003

Remise par le ministre d'un trophée aux 6 lauréats de ce premier Prix grand public de l'architecture et annonce d'une possible reconduction de cette opération en 2004.

Bilan

18 régions ont procédé à la sélection de réalisations architecturales récentes dans chacune des cinq catégories prédéfinies (maisons individuelles, logements collectifs, espaces urbains, espaces commerciaux, équipements publics...).

La constitution et la mise en ligne ou la publication de ces dix-huit sélections régionales ont demandé plus de cinq mois.

L'importance de ce délai s'explique par le temps nécessaire à la constitution des pôles de ressources régionaux et dans la difficulté rencontrée par la plupart des régions pour établir avant le mois de mars 2003 une sélection de 25 réalisations jugées dignes d'intérêt au regard de leur qualité architecturale.

Pour réduire ce retard, la mission de la communication de la direction de l'architecture et du patrimoine a proposé, lors de la réunion des pôles de ressources régionaux qui s'est tenue le 16 janvier 2003, de prêter son concours pour le renseignement des fiches techniques de présentation de chaque réalisation architecturale et d'obtenir notamment l'autorisation des maîtres d'œuvre, des maîtres d'ouvrage, des propriétaires et des photographes concernés.

La mission de la communication s'est également chargé de compléter les fiches techniques de certaines réalisations et, dans certains cas, de rechercher de nouvelles vues photographiques permettant de les présenter au mieux.

Pour assumer cette charge, deux agents à trois quarts de temps ont été employés (une stagiaire et une vacataire) pour obtenir l'autorisation des différents ayants droit et pour négocier la mise en ligne ainsi que la publication éventuelle de photographies. Sur une base forfaitaire de 75 • par cliché, un peu plus de 30 000 • ont été engagés en règlement de l'ensemble des droits de reproduction.

Les sélections de la Basse-Normandie, de la Bretagne et des Pays-de-la-Loire, ont été publiées et mises en ligne en mars 2003.

Celles des autres régions n'ont pu être mises en ligne ou faire l'objet d'une publication qu'entre mi-avril et mi-mai. La sélection de la région Aquitaine a été diffusée une semaine seulement avant la clôture du vote du public, fixée au 2 juin 2003.

Ces délais n'ont pas permis de négocier dans toutes les régions une publication dans la presse régionale. Au total, six partenariats financiers ont été conclus avec des titres de la presse régionale quotidienne ou hebdomadaire, couvrant neuf régions.

S'il ne saurait être question de remettre en cause l'intérêt d'un partenariat avec la presse régionale pour sensibiliser un large public aux enjeux de la qualité architecturale et urbaine, il est possible en revanche de s'interroger sur l'efficacité du dispositif de vote proposé au public sous la forme d'un bulletin publié dans certains titres. Les manipulations induites par ce type de scrutin semblent en effet rédhitoires puisque très peu de bulletins ont été enregistrés en retour.

Ce constat trouve cependant une certaine modulation dans le Nord et, dans une moindre mesure, en Bretagne, où le nombre de bulletins issus de la presse régionale représentent 84 % et 45 % du taux de participation enregistré respectivement dans l'une et l'autre de ces régions.

Partout ailleurs, le vote en ligne l'a emporté très largement avec un taux moyen supérieur à 90 % dans la plupart des cas.

Cette différence s'explique par le fait que la région Nord ait pu assurer en propre la diffusion de 10 000 tirés à part de *La Voix du Nord* présentant sa sélection. De même, le lectorat de *Ouest France* plus nombreux en Bretagne que dans les deux autres régions couvertes par ce quotidien peut expliquer le relatif équilibre obtenu entre bulletins et votes en ligne.

Préconisations

Capitaliser

La constitution des pôles de ressources dans la plupart des régions qui se sont mobilisées autour de ce prix en 2003 a été l'occasion de créer, de développer ou de réactiver les réseaux de diffusion de l'architecture. La reconduction de ce prix en 2004 devrait pouvoir prendre appui sur cette première expérience et bénéficier ainsi d'une plus grande réactivité.

Le succès rencontré par la première édition de ce prix permet d'escompter une mobilisation rapide des maîtres d'ouvrage et des maîtres d'œuvres, sous réserve toutefois de les solliciter sans tarder.

En tout état de cause, pour rendre compte de la diversité du paysage architectural français, la mobilisation et l'implication effective de l'ensemble des régions demeurent essentielles.

A cet égard, l'absence d'un conseiller pour l'architecture dans certaines régions pour être pénalisante ne doit pas cependant être considérée comme un obstacle. D'autres relais doivent pouvoir être mis en place. Pour prendre l'exemple de la Picardie, qui a enregistré le plus important taux de participation (26 %), la mise en place et la coordination du pôle de ressources de cette région ont été assurées

par le service départemental de l'architecture et du patrimoine de la Somme.

Concentrer

Afin de donner plus de visibilité encore à la deuxième édition de ce Prix grand public, il sera préférable de ne pas étaler dans le temps la présentation au public des différentes sélections régionales. Leurs mises en ligne ou leurs publications dans la presse régionale devront être simultanées pour garantir à ce prix une audience maximale et favoriser une communication nationale plus importante.

Cette présentation simultanée de l'ensemble des sélections régionales offrira l'avantage de pouvoir négocier avec le syndicat de la presse quotidienne régionale un partenariat global pour l'ensemble des régions.

C'est pourquoi, il importe de fixer très rapidement une seule et même date butoir pour la mise en ligne de ces sélections. A la condition d'avoir obtenu pour chacune des réalisations sélectionnées l'autorisation écrite des différents ayants droit et de fournir une fiche technique dûment renseignée ainsi que plusieurs vues photographiques et plans de ces dernières, il paraît raisonnable de compter sur un envoi des régions au plus tard le 30 mars 2004.

Communiquer

Dans la plus large mesure possible, il sera souhaitable également de veiller à ce que les clichés et plans mis en ligne ou publiés soient entièrement libres de droit. Eu égard au taux de participation enregistré à partir des votes en ligne, il conviendrait en effet de pouvoir présenter chaque réalisation de manière plus détaillée en disposant notamment de plusieurs vues et plans.

Compte tenu du montant des droits de reproduction acquittés lors de la précédente édition, l'économie ainsi réalisée permettrait d'envisager un soutien financier aux régions pour l'organisation éventuelle de manifestations en lien avec ce deuxième Prix grand public de l'architecture et notamment la proclamation de leur palmarès.

A l'instar de la première édition de ce prix, la mission de la communication de la direction de l'architecture et du patrimoine assurera en 2004 l'organisation du jury national. Outre le choix des membres et du président, qui se fera en étroite collaboration avec Radio France, il lui reviendra notamment de prendre en charge l'organisation logistique de ce jury ainsi que la présentation des réalisations au palmarès national qui sera proclamé lors d'une cérémonie officielle prévue à la fin du mois de juin.

Lui incombera enfin de définir et de mettre en œuvre, avec la participation active des régions, le plan de communication de ce deuxième Prix grand public de l'architecture qui se déroulera de mars à juin 2004.

A cet effet, le partenariat média avec Radio France, France Info et les antennes locales de France Bleu sera notablement renforcé de même qu'avec les chaînes nationales et régionales de France Télévisions.

DIRECTION DES MUSEES DE FRANCE

Décision du 9 janvier 2004 portant création et organisation des commissions d'appel d'offres pour les marchés publics relevant de la direction des parcs et des bâtiments et passés par l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles.

La présidente du musée et du domaine national de Versailles,

Vu le code des marchés publics (décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004), notamment ses articles 21 et 23,

Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles, modifié par les décrets n° 96-1034 du 27 novembre 1996, n° 2002-853 du 2 mai 2002, n° 2003-275 du 21 mars 2003 et n° 2003-1299 du 26 décembre 2003,

Vu le décret du 7 juillet 2003 publié au *Journal officiel* du 8 juillet 2003 portant nomination de la présidente de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles,

Décide:

Art. 1^{er}. - En application du code des marchés publics, une commission d'appel d'offres est mise en place au sein de la direction des parcs et des bâtiments de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles.

La présente commission est compétente pour les marchés publics passés par l'établissement public, quelque soit leur procédure de passation et relevant du champ de compétence de la direction des parcs et des bâtiments de l'établissement public.

Elle se réunira dans la formation définie à l'article 2 ci-dessous selon l'objet des procédures.

Art. 2 . - La présente commission d'appel d'offres est composée comme suit :

1) Membres avec voix délibérative :

- la présidente de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ou son représentant, président de la commission,
- le directeur des parcs et des bâtiments ou son représentant,
- le contrôleur financier ou son représentant,
- le chef du service administratif de la direction des parcs et des bâtiments ou son représentant.

2) Membres avec voix consultative :

- le(s) chef(s) de service concerné(s) par l'objet du marché donnant lieu à la consultation ou son (leurs) représentant(s),
- selon l'opération donnant lieu à la consultation :
 - . l'architecte en chef des monuments historiques ou son représentant,
 - . le maître d'œuvre ou son représentant,
 - . le vérificateur des monuments historiques ou son représentant,
 - . un représentant du bureau d'étude technique,
 - . l'assistant à maître d'ouvrage,
- tout agent de l'Etat ou de l'établissement public, ayant une compétence particulière dans la matière qui fait l'objet de la consultation,
- l'agent comptable de l'établissement public ou son représentant,
- le directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ou son représentant,

Art. 3. - La commission est valablement constituée lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative, y compris le président de la commission ou son représentant, sont présents.

Art. 4. - Les membres de la commission, constituée selon les modalités définies aux articles ci-dessus, établissent, en tant que de besoin et dans la forme qui leur convient, leurs règles de fonctionnement.

Art. 5. - Le secrétariat de la commission est assuré par le chef du service administratif de la direction des parcs et des bâtiments ou son représentant.

Art. 6. - La présente décision s'applique à toutes les procédures lancées postérieurement à la publication au *Journal officiel* du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics.

Les procédures lancées antérieurement à la publication au *Journal officiel* du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics demeurent régies par la décision datée du 19 juin 2002, portant création et organisation des commissions d'appel

d'offres pour les marchés publics relevant de la direction des parcs et des bâtiments et passés par l'établissement public.

La présidente du musée et du domaine national de Versailles,
Christine Albanel

Décision du 12 février 2004 portant création et organisation des commissions d'appel d'offres pour les marchés publics passés par l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles et relevant du département des affaires financières.

La présidente du musée et du domaine national de Versailles,

Vu le code des marchés publics, notamment ses articles 21 et 23,

Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles, notamment son article 18-1-5°,

Vu le décret du 2 mai 2002 portant statut d'emploi de secrétaire général de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles, modifié par le décret n° 2003-1299 du 26 décembre 2003,

Vu le décret du 7 juillet 2003 portant nomination de la présidente de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles,

Vu l'arrêté du 5 décembre 2000 portant nomination de M. Patrick Monod en qualité de secrétaire général de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles,

Vu la décision n° 2004-1 du 2 janvier 2004 portant délégation de signature,

Décide:

Art. 1^{er}. - En application du code des marchés publics, une commission d'appel d'offres est mise en place au sein du département des affaires financières de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles.

La présente commission est compétente pour les marchés publics passés par l'établissement public de Versailles, et relevant du champ de compétence du département des affaires financières, quelle que soit leur procédure de passation.

Elle se réunira dans les formations définies à l'article 2 ci-dessous selon l'objet des procédures.

Art. 2. - La présente commission d'appel d'offres est composée comme suit :

1) Membres avec voix délibérative :

a) Membres à titre permanent :

- la présidente de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ou son représentant, président de la commission,
- le contrôleur financier ou son représentant,
- le chef du département des affaires financières de l'établissement public ou son représentant,
- le chef du service des marchés du département des affaires financières ou son représentant.

b) Membres selon la matière qui fait l'objet de la consultation :

- le(s) chef(s) de service concerné(s) par l'objet du marché donnant lieu à la consultation ou son (leurs) représentant(s).

2) Membres avec voix consultative :

- l'agent comptable de l'établissement public ou son représentant,
- le directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ou son représentant,
- tout agent de l'Etat ou de l'établissement public, ayant une compétence particulière dans la matière qui fait l'objet de la consultation.

Art. 3. - La commission est valablement constituée si plus de la moitié des membres ayant voix délibérative, sont présents.

Si, après une première convocation, le quorum n'est pas atteint, la commission d'appel d'offres est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum (art. 23 §3 du CMP)

Art. 4. - Les membres de la commission, constituée selon les modalités définies aux articles ci-dessus, établissent en tant que de besoin et dans la forme qui leur convient, leurs règles de fonctionnement.

Art. 5. - Le secrétariat de la commission est assuré par le chef du service des marchés au département des affaires financières ou son représentant.

Art. 6. - La présente décision s'applique à toutes les commissions d'appel d'offres concernant des consultations régies par le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics.

La décision du 19 juin 2002, portant création et organisation des commissions d'appel d'offres pour les marchés publics passés par l'établissement public et relevant du département des affaires financières s'applique pour tous les marchés publics :

- notifiés antérieurement à la date de publication du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics.

- ou pour lesquels une consultation a été engagée ou un avis d'appel public à la concurrence envoyé à la publication antérieurement à la date de publication du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics (art.4-II du CMP)

La présidente du musée et du domaine national de Versailles,
Christine Albanel

Circulaire n° 2004/002 du 16 février 2004 relative aux personnels des musées de France : qualifications requises de certains professionnels responsables d'activités scientifiques ou responsables des actions d'accueil des publics, de diffusion, d'animation et de médiation culturelles dans les musées de France ; préparation de la fin des mises à disposition par l'Etat de conservateurs du patrimoine auprès de collectivités territoriales.

La directrice des musées de France,

La directrice de la recherche,

à

Mesdames et messieurs les préfets de régions

Directions régionales des affaires culturelles

Délégations régionales à la recherche et à la technologie

Réf. : Loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France, articles 6, 7 et 19 ; décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la loi susvisée, Titre III ; décret n° 2002-852 du 2 mai 2002, pris en application de la loi susvisée, Titre II.

La loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France dispose, dans son article 1^{er} : «L'appellation «musée de France» peut être accordée aux musées appartenant à l'Etat, à une autre personne morale de droit public ou à une personne morale de droit privé à but non lucratif.

Est considérée comme musée, {...} toute collection permanente composée de biens dont la conservation et la présentation revêtent un intérêt public et organisée en vue de la connaissance, de l'éducation et du plaisir du public».

L'article 2 précise : «Les musées de France ont pour missions permanentes de :

- a) conserver, restaurer, étudier et enrichir leurs collections ;
- b) rendre leurs collections accessibles au public le plus large ;

c) concevoir et mettre en œuvre des actions d'éducation et de diffusion visant à assurer l'égal accès de tous à la culture ;

d) contribuer aux progrès de la connaissance et de la recherche ainsi qu'à leur diffusion».

L'article 6 dispose que : «Les activités scientifiques des musées de France sont assurées sous la responsabilité de professionnels présentant des qualifications définies par décret en Conseil d'Etat». C'est cet article qui fonde l'exigence de qualification des personnels scientifiques des musées de France, au premier rang desquels se placent les conservateurs généraux et conservateurs du patrimoine, les conservateurs des musées d'histoire naturelle et des musées d'établissements d'enseignement supérieur et les conservateurs territoriaux du patrimoine.

Enfin, aux termes de l'article 7 (deuxième alinéa) de la loi, «chaque musée de France dispose d'un service ayant en charge les actions d'accueil des publics, de diffusion, d'animation et de médiation culturelles. Ces actions sont assurées par des personnels qualifiés».

Il est rappelé, pour mémoire, que la loi a posé de même des exigences en ce qui concerne les qualifications requises des spécialistes intervenant en matière de restauration (cf. article 15 de la loi, prévoyant que toute restauration d'un bien faisant partie d'une collection d'un musée de France «est opérée par des spécialistes présentant des qualifications ou une expérience professionnelle définies par décret sous la direction des professionnels mentionnés à l'article 6» ; modalités d'application précisées par l'article 13 du décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 et par la circulaire de la direction des musées de France du 24 décembre 2002, concernant les qualifications requises et l'habilitation des personnes appelées à assumer des opérations de restauration des biens des collections des musées de France).

Les décrets des 25 avril et 2 mai 2002 sont venus préciser respectivement le régime applicable aux professionnels exerçant des responsabilités scientifiques (Titre III-chapitre I^{er}, articles 10, 11 et 12 du décret du 25 avril 2002) et aux personnels œuvrant dans les services d'accueil des publics, de diffusion, d'animation et de médiation culturelles (Titre II-article 8 du décret du 2 mai 2002).

La présente circulaire précise si besoin les modalités d'application de ces deux ensembles de dispositions. Elle évoque ensuite la question de la prise en charge en détachement par les villes concernées des personnels scientifiques mis à disposition (cf. article 19 de la loi).

1. - Dispositions relatives aux qualifications requises pour exercer les responsabilités des activités scientifiques d'un musée de France

L'article 6 de la loi n° 2002-5 précitée prévoit que «les activités scientifiques des musées de France sont assurées sous la responsabilité de professionnels présentant des qualifications définies en Conseil d'Etat».

Les articles 10 à 12 du décret du 25 avril 2002 précisent qu'en dehors des fonctionnaires appartenant à des corps ou cadres d'emplois ayant vocation à exercer des missions liées aux collections dans les musées publics, la responsabilité des activités scientifiques des musées de France peut être exercée par des personnes présentant des qualifications équivalentes à celles de ces fonctionnaires.

A) Musées de France dont les collections appartiennent à une personne publique

Sont qualifiés en premier lieu, du fait de leur statut, les fonctionnaires titulaires appartenant à la filière scientifique d'Etat (notamment les corps de la conservation du patrimoine, de la documentation et de la recherche) ou à la filière culturelle territoriale (cadres d'emplois mis en place en septembre 1991). Quant aux non-titulaires, la reconnaissance de leur qualification fait l'objet d'une procédure particulière (cf. infra).

Figurent en annexe n° 1 des extraits des décrets portant statut particulier des principaux corps et cadres d'emplois de la conservation, de l'enseignement et de la recherche ou de la documentation donnant vocation à exercer soit des missions de conservation, soit d'autres missions scientifiques liées aux collections, dans le cadre de l'organisation déterminée par les collectivités publiques dont relèvent les fonctionnaires considérés.

Par ailleurs, (2° de l'article 10 précité), selon la nature des fonctions ou les besoins des services d'un musée de France, des personnes ou catégories de personnes reconnues comme présentant des qualifications équivalentes à celles des fonctionnaires d'Etat ou territoriaux précités peuvent également assumer la responsabilité des activités scientifiques d'un musée de France régi par le droit public. Conformément au statut général de la fonction publique, l'exercice de fonctions publiques scientifiques est confié, en règle générale, à des fonctionnaires, pour l'Etat comme pour les collectivités territoriales. Le recrutement d'agents n'appartenant pas à un corps de fonctionnaires dans un musée dont les collections sont propriété d'une collectivité publique, n'est possible que dans les

conditions prévues à l'article 4 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ou de l'article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984. La reconnaissance des qualifications pour ces cas individuels intervient par arrêté du ministre chargé de la culture et, le cas échéant, conjointement avec le ministre dont relève le musée en cause, pris après avis d'une commission nationale d'évaluation dont les modalités de fonctionnement sont précisées au paragraphe C) ci-après.

B) Musées de France dont les collections appartiennent à une personne morale de droit privé

Les responsables des activités scientifiques d'un musée de France appartenant à une personne morale de droit privé peuvent être choisis parmi les membres des fonctions publiques d'Etat ou territoriale ou parmi les personnes reconnues comme présentant des qualifications équivalentes, comme il est indiqué au paragraphe A) ci-dessus.

S'ils n'appartiennent pas à ces catégories, ils doivent répondre à des conditions de diplômes, de formation ou d'expérience professionnelle antérieure, sur lesquelles la Commission nationale d'évaluation doit émettre un avis. Aux termes du 1° de l'article 11 du décret, ils doivent être :

- titulaires d'un diplôme français ou délivré dans un Etat membre de la communauté européenne, sanctionnant un second cycle d'études supérieures,
- ou bien d'un titre ou diplôme de même niveau, en justifiant :

- * soit d'une formation initiale ou continue,
- * soit d'une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans l'un des domaines suivants : archéologie, art contemporain, arts décoratifs, arts graphiques, ethnologie, histoire, peinture, sciences de la nature et de la vie, sciences et techniques, sculpture.

La personne morale de droit privé dont relève le musée de France doit solliciter l'avis de la Commission nationale d'évaluation préalablement à sa décision de recrutement. L'avis est notifié par le directeur des musées de France.

Outre ces dispositions à valeur permanente, il est prévu, à titre transitoire, que les personnes ayant exercé une responsabilité équivalente à celle mentionnée ci-dessus, pendant au moins trois ans antérieurement à la date de publication du décret du 25 avril 2002, c'est-à-dire depuis le 28 avril 1999, dans un musée appartenant à une personne morale de droit privé ayant le statut de musée contrôlé, ou dans un musée étranger, peuvent également exercer la responsabilité des activités scientifiques d'un musée de France. La personne morale de droit privé dont

relève le musée de France doit solliciter à l'égard de ces personnes l'avis de la Commission nationale d'évaluation. L'avis de celle-ci est alors notifié par le directeur des musées de France.

Par ailleurs, le dernier alinéa de l'article 11 prévoit la possibilité de mise à disposition de fonctionnaires auprès de musées de France appartenant à une personne de droit privé. Dans cette position, les fonctionnaires concernés reçoivent application soit des dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (article 42 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984), soit des dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (article 62 de la loi du 26 janvier 1984), selon qu'il s'agit d'un fonctionnaire appartenant à un corps de l'Etat ou d'un fonctionnaire appartenant à un cadre d'emplois territorial, dispositions concernant les cas, les conditions et la durée de la mise à disposition. Cette faculté demeure d'usage exceptionnel.

C) La Commission nationale d'évaluation

La Commission nationale d'évaluation, présidée par le directeur des musées de France, est composée comme indiqué à l'article 12 du décret du 25 avril 2002 susvisé, de représentants de l'Etat, des collectivités territoriales des professionnels concernés et de personnalités qualifiées, soit treize membres au total.

Il convient tout d'abord de clairement distinguer cette Commission nationale d'évaluation de la Commission d'évaluation scientifique (CES) prévue à l'article 6 du décret n° 90-404 du 16 mai 1990 portant statut particulier du corps des conservateurs du patrimoine. Cette dernière se prononce notamment sur les demandes de détachement ou de changement de spécialité dans le corps d'Etat. Elle est présidée par le directeur de l'administration générale du ministère chargé de la culture. De même, elle se distingue de la commission instituée auprès du Centre national de la fonction publique territoriale en application des dispositions de l'article 5 du décret n° 91-839 du 2 septembre 1991 portant statut particulier du cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine.

La Commission nationale d'évaluation se prononce exclusivement sur les qualifications requises pour exercer la responsabilité des activités scientifiques dans un musée de France, dans les cas commentés aux paragraphes A et B qui précèdent. Elle ne peut jouer en aucune façon le rôle de commission d'intégration dans un corps de fonctionnaires titulaires de l'une ou l'autre fonction publique.

La Commission nationale d'évaluation donne son avis motivé sur le strict plan scientifique et professionnel, afin de contribuer à rendre aussi élevée et homogène que possible la qualité des recrutements des personnels

dans les musées concernés tout en tenant compte de la diversité des domaines de conservation et de mise en valeur du patrimoine muséographique.

En ce qui concerne les modalités de fonctionnement, la commission procède tout d'abord à un examen de chacun des dossiers de candidature comportant :

- une demande de reconnaissance faisant apparaître les activités professionnelles des candidats, présentée sur un formulaire disponible auprès des conseillers musées dans les directions régionales des affaires culturelles,
- une lettre de motivation,
- un curriculum vitae détaillé,
- un choix de cinq publications au maximum parmi les plus significatives.

A partir de ces éléments, la commission apprécie la nature et le niveau de la qualification professionnelle, en vérifiant en particulier la validité des expériences professionnelles antérieures et l'adéquation entre le profil du candidat et le profil du poste de responsable.

La Commission nationale d'évaluation n'est pas tenue d'entendre les candidats. Elle peut émettre son avis sans audition si les éléments des dossiers lui sont suffisants. Si elle le juge utile, elle procède à l'audition du candidat. Dans tous les cas, la commission motive son avis. Ainsi qu'il est dit au dernier alinéa de l'article 12, la commission peut assortir son avis de recommandations, notamment en matière de formation complémentaire.

L'avis de la commission est formulé pour un poste donné. Il devra donc être demandé à nouveau en cas de prise de fonction dans un autre musée de France.

Les préfets de région - directions régionales des affaires culturelles - transmettent à la direction des musées de France - département des professions et des personnels - les dossiers des personnes sollicitant la reconnaissance de qualification. Les demandes peuvent être éventuellement adressées directement par les personnes ou les musées intéressés aux ministres compétents.

2. - Dispositions relatives aux qualifications des personnels responsables des actions d'accueil et de développement des publics de diffusion, d'animation et de médiation culturelles

La loi du 4 janvier 2002 (article 7) et le décret du 2 mai 2002 (article 8) ont prévu que chaque musée de France doit disposer d'un service ayant en charge les actions d'accueil des publics, de diffusion, d'animation et de médiation culturelles, actions assurées par des personnels qualifiés. Ces services réunissent les cinq

principales fonctions suivantes, sous l'autorité du chef d'établissement :

- conception et conduite des politiques d'action et de développement culturels ;
- animation – médiation ;
- documentation des services culturels ;
- information et communication des services culturels ;
- évaluation et suivi des fréquentations.

Ces services peuvent être regroupés à raison, soit d'un service commun à plusieurs musées, soit d'un service pour plusieurs institutions culturelles d'une même collectivité. Il s'agit ainsi, en favorisant les rapprochements et les coopérations, d'encourager la mutualisation des ressources et des compétences par la mise en commun des techniques et des savoir-faire.

Pour les musées de France dont les collections appartiennent à une personne publique, les qualifications des personnels responsables des actions d'accueil des publics, de diffusion, d'animation ou de médiation culturelle, sont celles présentées par les responsables d'activités scientifiques tels que définis par le décret du 25 avril 2002 (cf. supra et annexe 1), ainsi que par les personnels appartenant aux corps et cadres d'emplois des fonctions publiques d'Etat et territoriale dans les domaines de la conservation du patrimoine, de la documentation, de l'enseignement ainsi que de la recherche et des services culturels (cf. annexe 2).

Pour les musées de France dont les collections appartiennent à une personne morale de droit privé, les qualifications requises des personnels responsables des actions d'accueil des publics, de diffusion, d'animation ou de médiation culturelle sont celles présentées par :

- les titulaires de titres et diplômes acquis :
 - * dans les domaines énumérés à l'article 8 du décret du 2 mai 2002 susvisé, (archéologie, art contemporain, arts décoratifs, arts graphiques, ethnologie, histoire, peinture, pratiques artistiques, sciences de la nature et de la vie, sciences et techniques, sculpture),
 - * ainsi que dans les domaines de l'accueil des publics, de la diffusion, l'animation et la médiation culturelles, du tourisme et de la communication,
- les personnes ayant une expérience professionnelle dans ces mêmes domaines, disposition applicable par exception dans des musées publics si la nature des fonctions et les besoins des services le justifient.

Les préfets de région - directions régionales des affaires culturelles - veilleront à fournir l'information relative à ces dispositions aux personnes intéressées de la région, et à rappeler aux personnes morales dont

relèvent les musées de France de leur région l'exigence de qualification décrite ci-dessus. Pour les musées de droit public, les préfets de régions seront attentifs à l'appartenance des personnels des services d'accueil et de médiation aux corps et cadres d'emplois des deux fonctions publiques. Ils devront veiller à la formation professionnelle de ces personnels, aussi bien lors du recrutement et de la formation initiale qu'en cours de carrière. La politique de formation continue doit, en effet, permettre à ces personnels de suivre les évolutions des pratiques et de la recherche dans ce domaine des actions vers le public.

Le cas échéant, les dossiers de reconnaissance de qualifications pourront être examinés en liaison avec le département des publics de la direction des musées de France, qui apportera son conseil technique en tant que de besoin.

3. - La prise en charge en détachement par les villes concernées des personnels scientifiques mis à disposition

Le rapport «Refonder l'action publique locale» remis le 17 octobre 2000 au Premier ministre par le président de la Commission pour l'avenir de la décentralisation, M. P. Mauroy, avait fait le point sur l'évolution des mesures de décentralisation intervenues au cours des deux dernières décennies. Avant l'intervention de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes, l'Etat exerçait le pouvoir de nomination des conservateurs placés à la tête des musées classés. La loi du 28 novembre 1990 a modifié (article 1^{er} - III) le deuxième alinéa de l'article 62 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat et prévu que «les personnels scientifiques d'Etat peuvent être mis à disposition des collectivités territoriales pour exercer leurs fonctions dans les musées classés». La nouvelle loi du 4 janvier 2002 marque une étape supplémentaire dans la libre administration des collectivités locales en matière de personnel scientifique.

L'article 19 de la loi du 4 janvier 2002 prévoit que l'Etat peut maintenir à la disposition des collectivités territoriales les personnels scientifiques occupant cette position statutaire dans les anciens musées classés, pendant un délai maximum de trois ans à compter de sa publication, jusqu'au 5 janvier 2005 au plus tard. Cette mesure a été adoptée par le Parlement à la suite des propositions contenues dans le rapport précité.

En vertu de ces nouvelles dispositions, au plus tard à compter du 5 janvier 2005, les personnels scientifiques mis à disposition par l'Etat auprès des collectivités pour exercer des fonctions scientifiques dans les musées des beaux-arts ou d'histoire naturelle anciennement classés, ne pourront continuer à exercer ces fonctions que par la voie du détachement. Il appartient aux collectivités concernées de demander l'inscription des postes nécessaires sur la liste des établissements ou services dans lesquels peuvent être créés des emplois de conservateurs ou conservateurs en chef territoriaux du patrimoine (cf. arrêté interministériel du 17 décembre 1992, modifié en dernier lieu par arrêtés des 26 avril 2002 (*Journal officiel* du 4 mai) et 23 mai 2003 (*Journal officiel* du 22 juin)).

Par ailleurs, chaque situation individuelle sera étudiée au cas par cas, pour tenir compte de considérations personnelles, liées notamment aux contraintes familiales ou de logement, ainsi qu'aux éventuelles recherches de nouvelle affectation. Les adaptations nécessaires seront étudiées en étroite liaison entre les collectivités, les directions régionales des affaires culturelles, les délégations régionales à la recherche et à la technologie, la direction des musées de France du ministère de la culture et de la communication, la direction de la recherche du ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche (mission de la culture et de l'information scientifiques et techniques et des musées) et, bien entendu, les conservateurs intéressés.

Il convient d'inciter les collectivités concernées à demander l'inscription des postes sur la liste interministérielle des établissements ou services précitée. Il faut aussi examiner avec chaque collectivité les modes d'accompagnement financier possibles dans cette prise en charge, par utilisation des aides de l'Etat en matière d'investissement ou de développement culturel (expositions notamment), selon le stade d'avancement des dossiers en ces domaines, au cours des exercices budgétaires 2004 et 2005.

La présente circulaire sera publiée aux bulletins officiels du ministère de la culture et de la communication et du ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche.

Les difficultés de mise en œuvre des dispositions qui précèdent nous seront signalées sous le présent timbre.

La directrice de la recherche,
Elisabeth Giacobino
La directrice des musées de France,
Francine Mariani-Ducray

Annexe n° 1

Extraits des dispositions statutaires sur les fonctions exercées par des corps et cadres d'emplois des fonctions publiques d'Etat, territoriale ou de la Ville de Paris, dont les personnels exercent des responsabilités de direction, d'encadrement supérieur et de conception dans le domaine scientifique dans un musée de France.

I. - Personnel ayant vocation statutaire à exercer des missions de conservation

1. - corps et cadres d'emplois de catégorie A

A) Fonction publique d'Etat

a. - Décret n° 90-404 du 16 mai 1990 portant statut particulier du corps des conservateurs du patrimoine :

Art. 3. - Les conservateurs du patrimoine exercent des responsabilités scientifiques et techniques visant à étudier, classer, conserver, entretenir, enrichir, mettre en valeur et faire connaître le patrimoine. Ils peuvent participer à cette action par des enseignements ou des publications. Ils concourent à l'application de l'ensemble des textes législatifs ou réglementaires relatifs au patrimoine, et notamment des lois du 31 décembre 1913, du 23 juin 1941, du 27 septembre 1941, de l'ordonnance du 13 juillet 1945, du décret du 31 août 1945, de la loi du 3 janvier 1979, de la loi du 15 juillet 1980 susvisés.

Ils peuvent être appelés à favoriser la création littéraire ou artistique dans leur domaine de compétence particulier.

Ils exercent leurs fonctions dans des services d'administration centrale ou dans des services extérieurs. Ils peuvent se voir confier des missions particulières portant sur l'ensemble du territoire ou sur une zone géographique déterminée. Ces missions peuvent avoir un caractère administratif, scientifique, technique, pédagogique ou d'inspection.

Ils ont vocation aux emplois de direction des établissements ou services assurant les missions mentionnées au premier alinéa du présent article.

Art. 4. - Les conservateurs en chef peuvent être chargés des fonctions d'encadrement, de coordination ainsi que de conseils ou d'études comportant des responsabilités particulières.

Ils peuvent être chargés, par arrêté du ministre de la culture, de missions d'inspection générale.

b. - Décret n° 90-405 du 16 mai 1990 portant statut particulier du corps des conservateurs généraux du patrimoine :

Art. 3. - Les conservateurs généraux du patrimoine sont chargés de responsabilités scientifiques et techniques de niveau supérieur en matière de conservation du patrimoine.

Ils ont vocation à assurer la direction de services centraux, de services extérieurs ou de grands établissements relevant de leur compétence.

Ils sont chargés de fonctions d'encadrement supérieur, d'enseignement, de coordination ainsi que d'études et de conseil comportant des responsabilités particulières.

Ils peuvent être chargés, par arrêté du ministre de la culture, de missions d'inspection générale.

c. - Décret n° 84-431 du 6 juin 1984 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs :

Art. 3. - Les enseignants-chercheurs concourent à l'accomplissement des missions de service public de l'enseignement supérieur définies par la loi du 26 janvier 1984 susvisée.

Ils participent à la diffusion de la culture et de l'information scientifique et technique. Ils assurent, le cas échéant, la conservation et l'enrichissement des collections confiées aux établissements et peuvent être chargés des questions documentaires dans leur unité, école ou institut.

Ils contribuent au sein de la communauté scientifique et culturelle internationale à la transmission des connaissances et à la formation. Ils contribuent également au progrès de la recherche. Ils peuvent se voir confier des missions de coopération internationale.

d. - Décret n° 92-1178 du 2 novembre 1992 portant statut du corps des professeurs du Museum national d'histoire naturelle et du corps des maîtres de conférences du Museum national d'histoire naturelle :

TITRE I^{er} : DISPOSITIONS COMMUNES

Art. 2. - Les professeurs et les maîtres de conférences du Museum national d'histoire naturelle régis par le présent décret sont chargés, dans le domaine des sciences naturelles et humaines :

1) d'une mission de conservation et d'enrichissement du patrimoine national et d'étude et de valorisation scientifique des collections ;

2) d'une mission de recherche, fondamentale et appliquée, dans le domaine des sciences naturelles et humaines ;

3) d'une mission d'enseignement et de formation à la recherche dans ce domaine et d'une mission de diffusion de la culture et de l'information scientifique et technique à l'intention de tous les publics ; à ce titre, ils participent notamment aux jurys d'examens et de concours et contribuent à l'organisation et au contrôle scientifique des expositions.

Ces missions sont exercées en collaboration permanente avec la communauté scientifique internationale, en particulier européenne, notamment pour le recueil ou la transmission d'informations, l'organisation de recherches coordonnées et le progrès des connaissances.

e. - Décret n° 92-28 du 9 janvier 1992 portant statut particulier du corps des conservateurs des musées d'histoire naturelle et des musées d'établissement d'enseignement supérieur :

Art. 1^{er}. - Les conservateurs des musées d'histoire naturelle et des musées d'établissements d'enseignement supérieur ont vocation à assurer la direction des musées scientifiques attachés à des établissements d'enseignement supérieur relevant du ministre de l'éducation nationale ou d'autres ministres. Ils constituent le personnel scientifique de ces musées.

Ils peuvent, par voie de détachement ou de mise à disposition, assurer les mêmes fonctions dans les musées d'histoire naturelle, les jardins zoologiques, les jardins botaniques, les vivariums et les aquariums municipaux classés.

Art. 2. - Les membres du corps mentionné à l'article précédent constituent, organisent, enrichissent, exploitent et évaluent les collections de toute nature qui leur sont confiées.

Ils organisent la présentation de ces collections au public à des fins éducatives et participent à l'organisation des manifestations culturelles, scientifiques et techniques ayant pour objet de faciliter l'accès du public, notamment scolaire, à la connaissance et à la découverte de l'environnement.

Ils participent au développement de la recherche fondamentale et appliquée dans le domaine des sciences naturelles et humaines.

Ils sont responsables de la conservation des collections qui leur sont confiées.

Les conservateurs en chef assument des responsabilités particulières en raison de l'importance des collections ou des missions scientifiques ou administratives qui leur sont confiées. Ils peuvent se voir confier par le ministre chargé de l'enseignement supérieur des missions d'inspection générale.

f. - Décret n° 98-188 du 19 mars 1998 portant statut particulier du corps des chargés d'études documentaires :

Art. 2. - Les chargés d'études documentaires assurent la recherche, l'acquisition, le classement, la conservation, l'analyse, l'exploitation et la diffusion de la documentation nécessaire aux missions des ministères dont ils relèvent. Ils assurent la constitution et la gestion des bases de données, la conception d'outils multimédias.

Ils peuvent être chargés de l'élaboration et de la réalisation de programmes de publications incluant la traduction de documents, la sélection ou la rédaction d'études, d'articles et de notes de synthèse.

En outre, les chargés d'études documentaires du ministère chargé de la culture assurent, dans les secteurs des archives, des musées et du patrimoine, des missions de traitement des archives, d'inventaire et de recensement aux fins de protection, de conservation et de mise en valeur des collections ainsi que du patrimoine monumental et archéologique.

Les chargés d'études documentaires exercent leur activité dans les départements ministériels et les services déconcentrés ainsi que dans les établissements publics administratifs en relevant et, pour les chargés d'études documentaires du ministère chargé de la culture, également dans les services départementaux d'archives.

Ils peuvent être appelés à exercer des fonctions d'encadrement dans les services d'information et de documentation des départements, des services et des établissements précités.

B) Ville de Paris

a. - Délibération n° 1990-2192-1 du 11 décembre 1990 fixant le statut particulier applicable au corps des conservateurs du patrimoine de la Ville de Paris :

Art. 2. - Les conservateurs du patrimoine de la Ville de Paris sont chargés :

- 1) de conserver, d'étudier, de classer et d'entretenir les collections qui leur sont confiées, de prendre toutes mesures propres à assurer leur sécurité, de proposer les moyens de les accroître, d'établir et de tenir à jour les registres d'inventaire et de dépôts ;
- 2) d'assurer la présentation de ces collections et d'en faciliter l'accès et la connaissance du patrimoine qui leur est confié et d'en diffuser les résultats, notamment par des publications et par l'enseignement ;
- 3) d'élaborer des catalogues, de contribuer par leurs recherches à la connaissance du patrimoine qui leur

est confié et d'en diffuser les résultats, notamment par des publications et par l'enseignement ;

4) d'accomplir des missions scientifiques, techniques et d'inspection dans les musées et les autres services gérant le patrimoine de la ville de Paris ;

5) de participer aux missions d'animation scientifique et de diffusion des connaissances et d'effectuer des recherches particulières en rapport avec la conservation et la transmission du patrimoine.

Ils ont vocation aux emplois de direction des établissements ou services assurant les missions mentionnées au présent article.

Art. 3. - Les conservateurs en chef peuvent être chargés des fonctions d'encadrement, de coordination ainsi que de conseils ou d'études comportant des responsabilités particulières.

Ils peuvent être chargés de missions d'inspection générale.

b. - Délibération n° 1990-2193-1 du 11 décembre 1990 fixant le statut particulier applicable au corps des conservateurs généraux du patrimoine de la Ville de Paris :

Art. 2. - Les conservateurs généraux du patrimoine de la Ville de Paris sont chargés de responsabilités scientifiques et techniques de niveau supérieur en matière de conservation du patrimoine.

Ils ont vocation à assurer la direction de services ou d'établissements relevant de leur compétence.

Ils sont chargés de fonctions d'encadrement supérieur, d'enseignement, de coordination ainsi que d'études et de conseil comportant des responsabilités particulières.

Ils peuvent être chargés de missions d'inspection générale.

C) Fonction publique territoriale

a. - Décret n° 91-839 du 2 septembre 1991, modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine :

Art. 2. - Les conservateurs territoriaux du patrimoine exercent des responsabilités scientifiques et techniques visant à étudier, classer, conserver, entretenir, enrichir, mettre en valeur et faire connaître le patrimoine d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public mentionné à l'article 2 de la loi du 26 janvier 1984 précitée. Ils peuvent participer à cette action par des enseignements ou des publications. Ils organisent à des fins éducatives la présentation au public des collections qui leur sont confiées et participent à

l'organisation des manifestations culturelles, scientifiques et techniques, ayant pour objet de faciliter l'accès du public, notamment scolaire, à la connaissance et à la découverte de l'environnement. Ils participent au développement de la recherche fondamentales et appliquée dans le domaine des sciences naturelles et humaines.

Ils peuvent être appelés à favoriser la création littéraire ou artistique dans leur domaine de compétence particulier.

Ils exercent leurs fonctions dans les établissements ou services figurant sur une liste qui détermine, pour chaque établissement ou service, le nombre des emplois de conservateur territorial du patrimoine pouvant être créés. Ils ont vocation à occuper des emplois de direction de ces établissements et services.

La liste mentionnée à l'alinéa précédent est établie, sur proposition de l'autorité territoriale, par arrêté conjoint du ministre chargé des collectivités territoriales, du ministre chargé de la culture et du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Art. 3. - Les conservateurs en chef territoriaux du patrimoine peuvent être chargés des fonctions d'encadrement, de coordination ainsi que de conseils ou d'études comportant des responsabilités particulières.

Ils exercent leur fonctions dans les établissements ou services figurant sur une liste qui détermine, pour chaque établissement ou service, le nombre des emplois de conservateur en chef territorial du patrimoine pouvant être créés.

La liste mentionnée à l'alinéa précédent est établie, sur proposition de l'autorité territoriale, par arrêté conjoint du ministre chargé des collectivités territoriales, du ministre chargé de la culture et du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

b - Décret n° 91-843 du 2 septembre 1991, portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux de conservation du patrimoine :

Art. 2 (2° et 3° alinéas). - Les attachés territoriaux de conservation participent à la constitution, l'organisation, la conservation, l'enrichissement, l'évaluation et l'exploitation du patrimoine d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public mentionné à l'article 2 de la loi du 26 janvier 1964 précitée. Ils contribuent à faire connaître ce patrimoine.

Ils peuvent être nommés aux emplois de direction des services communaux ou régionaux d'archives, des services d'archéologie ou des établissements contrôlés assurant les missions mentionnées au deuxième alinéa

du présent article. Dans les services ou établissements dirigés par un conservateur du patrimoine, les attachés de conservation ont vocation à remplir les fonctions d'adjoint du conservateur du patrimoine.

2. - Cadre d'emplois de catégorie B

Fonction publique territoriale

Décret n° 91-847 du 2 septembre 1991 portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux qualifiés de conservation du patrimoine et des bibliothèques :

Art. 2. - Les membres du cadre d'emplois sont affectés, en fonction de leur formation, dans un service ou établissement correspondant à l'une des spécialités suivantes de la conservation :

1. Musées ;
2. Bibliothèques ;
3. Archives ;
4. Documentation.

Les assistants qualifiés de conservation exercent sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique des responsabilités techniques supérieures. Ils ont des responsabilités particulières dans le traitement, la mise en valeur, la conservation des collections, la recherche documentaire et la promotion de la lecture publique. Ils peuvent être nommés aux emplois de direction des services ou des établissements qui ne sont pas réservés à des fonctionnaires appartenant à des cadres d'emplois culturels de catégorie A.

II. - Personnel ayant vocation statutaire à exercer d'autres missions scientifiques liées aux collections

Catégorie A

Fonction publique d'Etat

Décret n° 91-486 du 14 mai 1991, portant statut particulier des corps de fonctionnaires de recherche de la mission de la recherche du ministère de la culture, de la communication et des grands travaux :

Dispositions statutaires relatives au corps des ingénieurs de recherche

Art. 12. - Les ingénieurs de recherche participent à la mise en œuvre des activités de recherche, de valorisation et de diffusion de l'information scientifique et technique. Ils orientent et coordonnent les diverses activités techniques et administratives qui concourent à la réalisation d'un programme de recherche.

Ils peuvent être chargés de toutes les études et missions spéciales ou générales. A ce titre, ils peuvent se voir

confier des missions de coopération internationale, d'enseignement ou d'administration de la recherche.

Ils peuvent être responsables de l'encadrement des personnels techniques.

Dispositions statutaires relatives au corps des ingénieurs d'études

Art. 26 (modifié). - Les ingénieurs concourent à l'élaboration, à la mise au point et au développement des techniques scientifiques nouvelles ainsi qu'à l'amélioration de leurs résultats.

Ils ont une mission générale de valorisation des résultats de la recherche et de diffusion de l'information scientifique et technique. Ils peuvent en outre se voir confier des missions de coopération internationale, d'enseignement ou d'administration de la recherche.

Ils peuvent participer à l'encadrement des assistants ingénieurs et des techniciens de recherche du service auquel ils sont affectés.

Dispositions statutaires relatives aux corps des assistants ingénieurs

Art. 36-2. - Les assistants ingénieurs sont chargés de veiller à la préparation et au contrôle de l'exécution d'opérations techniques, réalisées dans les services où ils exercent. Ils peuvent être chargés d'études spécifiques de mise au point et d'adaptation de techniques ou méthodes nouvelles. Ils ont une mission générale de valorisation des résultats de la recherche et de diffusion de l'information scientifique et technique. Ils peuvent, en outre, se voir confier des missions de coopération internationale, d'enseignement ou d'administration de la recherche.

Ils peuvent participer à l'encadrement des techniciens du service auquel ils sont affectés.

Annexe N° 2

Extraits des dispositions statutaires sur les fonctions exercées par des corps de la fonction publique d'Etat, dont les personnels exercent des responsabilités dans les services culturels d'un musée de France

La responsabilité des actions d'accueil des publics, de diffusion, d'animation et de médiation culturelles dans les musées de France sont, au premier chef, exercées par les professionnels qualifiés responsables des activités scientifiques dans ces musées, ainsi que par les personnels des autres corps de la conservation du patrimoine, de l'enseignement, de la recherche, des

services culturels et de la documentation appartenant à la fonction publique de l'Etat et aux cadres d'emplois de la filière culturelle de la fonction publique territoriale. Pour l'essentiel, sont donnés en annexe 1 des extraits des statuts particuliers correspondants. En ce qui concerne les services culturels de l'Etat, les deux corps suivants sont impliqués dans ces responsabilités

1. - Corps de catégorie A

Décret n° 98-898 du 8 octobre 1998 portant statut particulier du corps des ingénieurs-économistes de la construction et du corps des ingénieurs des services culturels et du patrimoine :

Art. 2. – «Les ingénieurs des services culturels et du patrimoine sont chargés de missions concernant la gestion de l'accueil et la sécurité dans le domaine du patrimoine».

Art. 3. - Ils sont chargés de tâches relatives à l'accueil dans les établissements culturels.

2. - Corps de catégorie B

Décret n° 93-1240 du 17 novembre 1993 portant création du corps des techniciens des services culturels et des Bâtiments de France et fixant les dispositions statutaires applicables à ce corps :

Art. 3. - Les techniciens des services culturels et des Bâtiments de France participent à la mise en valeur et à la sauvegarde du patrimoine en remplissant des tâches touchant à l'accueil et à la sécurité des personnes, des biens et des bâtiments.

REUNION DES MUSEES NATIONAUX

Décision du 13 janvier 2004 relative aux cycles inter-musées conclus entre les musées nationaux des Antiquités nationales et du Moyen Age.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

Article unique

Les musées nationaux des Antiquités nationales et du Moyen Age organisent 4 cycles inter-musées les samedis 6 mars, 3 avril, 15 mai et 12 juin 2004, de 11h30 à 13h au musée des Antiquités nationales et de 15h30 à 17h au musée du Moyen Age, sur les thèmes de l'orfèvrerie, la table, la figurine féminine et l'écriture.

Dans ce cadre, les visiteurs assistant à un cycle d'une journée pourront acheter au musée des Antiquités nationales dès le matin le billet donnant droit à la visite-conférence de l'après-midi au musée du Moyen Age. Ils pourront entrer dans ce dernier musée sur simple présentation de ce billet de visite-conférence daté du jour. Le droit d'entrée n'est pas exonéré dans le premier musée visité.

Pour l'administratrice générale
de la Réunion des musées nationaux :
L'administrateur général adjoint
chargé du développement culturel,
Luc Derepas

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

Décision n° 1303-04 DED du 5 janvier 2004 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la Caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au Centre des monuments nationaux,

Vu le décret du président de la République du 19 avril 2002 portant nomination de M. Christophe Vallet président du Centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du ministre de la culture et de la communication du 31 juillet 2003 portant nomination de M. Denis Berthomier aux fonctions de directeur du Centre des monuments nationaux,

Vu la décision n° 1401/03/1532 du 30 décembre 2003 portant réorganisation des services du siège du Centre des monuments nationaux,

Vu la décision n° 1401/04/012 du 5 janvier 2004 portant nomination de Mme Dominique Seridji aux fonctions de directrice des éditions et de la diffusion,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Mme Dominique Seridji, directrice des éditions et de la diffusion, à l'effet de signer dans la limite des attributions de la direction des éditions et de la diffusion et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements,
- les engagements juridiques en recette et en dépense d'un montant inférieur à 45 000 • HT à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires,
- les actes de liquidations et d'ordonnancement des recettes,
- les décomptes de coédition et tout certificat à produire à l'appui des titres de recettes,
- les formulaires d'enregistrement au dépôt légal de la Bibliothèque nationale de France et du ministère de l'intérieur,
- les ordres de missions concernant les personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Dominique Seridji délégation de signature est donnée à :

M. Denis Picard, chef du département des éditions, et à Mme Karin Franques, adjointe au chef du département des éditions, à l'effet de signer dans la limite de leurs attributions au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements,
- les engagements juridiques en recette et en dépense d'un montant inférieur à 23 000 • TTC à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires,
- les actes de liquidations et d'ordonnancement des recettes,
- les décomptes de coédition et tout certificat à produire à l'appui des titres de recettes,
- les formulaires d'enregistrement au dépôt légal de la Bibliothèque nationale de France et du ministère de l'intérieur,
- les ordres de missions concernant les personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger.

M. Philippe Cauchois, responsable du secteur administratif, juridique et financier du département des éditions, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements,
- les engagements juridiques en recette et en dépense d'un montant inférieur à 11 000 • HT à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires,
- les décomptes de coédition et tout certificat à produire à l'appui des titres de recettes,
- les formulaires d'enregistrement au dépôt légal de la Bibliothèque nationale de France et du ministère de l'intérieur.

M. Régis Louvet, chef du département diffusion et Mme Nathalie Jacquet, adjointe au chef du département de la diffusion, à l'effet de signer dans la limite de leurs attributions au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements,
- les engagements juridiques en recette et en dépense d'un montant inférieur à 23 000 • TTC à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires,
- les actes de liquidations et d'ordonnancement des recettes,
- les ordres de missions concernant les personnels relevant de leur autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Régis Louvet, délégation de signature est donnée à :

M. Patrick Elsensohn, responsable du pôle gestion, logistique, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur à 11 000 • HT.

Mme Marie-Odile Rigaud, responsable de la librairie du patrimoine de l'hôtel de Sully et Mme Françoise Simon, responsable de la librairie des Tuileries, à l'effet de signer dans la limite de leurs attributions au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements,
- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur à 11 000 • HT à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires.

Art. 4. - La présente délégation de signature annule et remplace la décision n° al/df/ml 06-2003 du 1^{er} janvier 2003 et sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet

Décision n° 1303-04-DC du 5 janvier 2004 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la Caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au Centre des monuments nationaux,

Vu le décret du président de la République du 19 avril 2002 portant nomination de M. Christophe Vallet président du Centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du ministre de la culture et de la communication du 31 juillet 2003 portant nomination de M. Denis Berthomier aux fonctions de directeur du Centre des monuments nationaux,

Vu la décision n° 1401/03/1532 du 30 décembre 2003 portant réorganisation des services du siège du Centre des monuments nationaux,

Vu la décision n° 1401/04/012 du 5 janvier 2004 portant nomination de M. Jean-Paul Ciret directeur du développement culturel,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Jean-Paul Ciret, directeur du développement culturel, à l'effet de signer dans la limite des attributions de la direction du développement culturel et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements,
- les engagements juridiques en recette et en dépense d'un montant inférieur à 45 000 • HT à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les

factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires,

- les actes de liquidations et d'ordonnancement des recettes,

- les ordres de mission concernant les personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger.

Art. 2. - La présente délégation annule et remplace les décisions al/mpd/n° 7-2002, al/mpd/n° 11-2002 du 22 avril 2002 et df/vp/ml/n° 1-2003 du 19 mars 2003.

Elle sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet

Décision n° 1303-04-DAF du 5 janvier 2004 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la Caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au Centre des monuments nationaux,

Vu le décret du président de la République du 19 avril 2002 portant nomination de M. Christophe Vallet aux fonctions de président du Centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du ministre de la culture et de la communication du 31 juillet 2003 portant nomination de M. Denis Berthomier aux fonctions de directeur du Centre des monuments nationaux,

Vu la décision n° 1401/03/1532 du 30 décembre 2003 portant réorganisation des services du siège du Centre des monuments nationaux,

Vu la décision n° 1401/04/012 du 5 janvier 2004 portant nomination de M. Arnaud Roffignon aux fonctions de directeur administratif et financier,

Vu les décisions n° 1402/304/CS/SA, n° 1402/305/CS/SA et n° 1402/306/CS/SA du 5 janvier 2004 portant respectivement nomination par intérim de M. Denis Guedon, de Mme Graziella Iaria et de Mme Christelle Vallet,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Arnaud Roffignon, directeur administratif et financier, à l'effet de signer dans la limite des

attributions de la direction administrative et financière et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements,
- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur ou égal à 90 000 • HT à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les courriers relatifs à la procédure de passation des marchés,
- les autorisations de conduire les véhicules,
- les ordres de mission, les autorisations et les certificats administratifs relatifs aux déplacements des personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger,
- les états des frais de l'ensemble des agents du siège dans le cadre des ordres de mission,
- les décisions de prise en charge de frais de déplacement de personnes extérieures à l'établissement,
- les engagements comptables et les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses (mandats, ordres de reversement, ordre de paiement, certificats administratifs, procès-verbaux et états liquidatifs...),
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes,
- les notes au contrôleur financier.

Art. 2. - en cas d'absence ou d'empêchement de M. Arnaud Roffignon, directeur administratif et financier, délégation de signature est donnée à :

Mme Farida Laidaoui, chef du service intérieur, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements,
- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 • TTC à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les états des frais dans le cadre des ordres de mission,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires.

M. Denis Guédon, chef par intérim du département comptabilité ordonnateur, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements,
- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 • TTC à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les engagements comptables,
- les actes de liquidations et d'ordonnancement des dépenses (mandats, ordres de reversement, ordres de paiement, certificats administratifs, procès-verbaux de liquidation et états liquidatifs...),
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes,
- les notes au contrôleur financier,
- pour ce qui concerne les crédits gérés directement par le département comptabilité ordonnateur ou en cas d'absence ou d'empêchement d'un administrateur ou d'un architecte des Bâtiments de France, chargé de la gestion de monuments, les documents et actes suivants :

. les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 • TTC à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

. les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires.

Mme Graziella Iaria, adjointe par intérim au chef du département comptabilité ordonnateur, chef du bureau du suivi de l'exécution budgétaire et du droit d'entrée, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements,
- les engagements comptables,
- les actes de liquidations et d'ordonnancement des dépenses : mandats, ordres de paiement, ordre de reversement, certificats administratifs, procès-verbaux et états liquidatifs,
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes,
- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 • TTC à l'exclusion des commandes d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires,
- pour ce qui concerne les crédits gérés directement par le département comptabilité ordonnateur ou en cas d'absence ou d'empêchement d'un administrateur ou d'un architecte des Bâtiments de France chargé de la gestion de monuments, les documents et actes suivants :
- . les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 • TTC à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

. les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires.

Mme Christelle Vallet, chef par intérim du bureau de contrôle de l'ordonnancement à l'effet de signer dans la limite de ses attributions au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements,
- les engagements comptables,
- les actes de liquidations et d'ordonnancement des dépenses : mandats, ordres de paiement, ordre de reversement, certificats administratifs, procès-verbaux et états liquidatifs,
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes,
- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 • TTC à l'exclusion des commandes d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires,
- pour ce qui concerne les crédits gérés directement par le département comptabilité ordonnateur ou en cas d'absence ou d'empêchement d'un administrateur ou d'un architecte des Bâtiments de France chargé de la gestion de monuments, les documents et actes suivants :
 - . les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 • TTC à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
 - . les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires.

Art. 3. - La présente délégation de signature annule et remplace la décision ar/mpd n° 1-03 du 1^{er} novembre 2003 et sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet

Décision n° 1303-04-SI du 5 janvier 2004 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la Caisse nationale des monuments historiques et des sites,
Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la Caisse nationale des monuments historiques et

des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au Centre des monuments nationaux,

Vu le décret du président de la République du 19 avril 2002 portant nomination de M. Christophe Vallet président du Centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du ministre de la culture et de la communication du 31 juillet 2003 portant nomination de M. Denis Berthomier directeur du Centre des monuments nationaux,

Vu la décision n° 1401/03/1532 du 30 décembre 2003 portant réorganisation des services du siège du Centre des monuments nationaux,

Vu la décision n° 1401/04/012 du 5 janvier 2004 portant nomination de M. Olivier Chailloux chef du service des systèmes d'information,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Olivier Chailloux, chef du service des systèmes d'information, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements,
- les engagements juridiques en recette et en dépense d'un montant inférieur à 45 000 • HT à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier Chailloux, délégation de signature est donnée à Mme Catherine Lemaire, responsable du secteur gestion, M. Pascal Jacques, responsable du secteur études, et M. Franck Guiraud, chef de projet à l'effet de signer dans la limite de leurs attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements,
- les engagements juridiques en recette et en dépense d'un montant inférieur à 23 000 • TTC à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires.

Art. 3. - La présente décision annule et remplace la décision de délégation n° 13-2002 du 22 avril 2002 et sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet

Décision n° 1303-04-Dircom du 5 janvier 2004 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la Caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au Centre des monuments nationaux,

Vu le décret du président de la République du 19 avril 2002 portant nomination de M. Christophe Vallet président du Centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du ministre de la culture et de la communication du 31 juillet 2003 portant nomination de M. Denis Berthomier aux fonctions de directeur du Centre des monuments nationaux,

Vu la décision n° 1401/03/1532 du 30 décembre 2003 portant réorganisation des services du siège du Centre des monuments nationaux,

Vu la décision n° 1401/04/012 du 5 janvier 2004 portant nomination de Mme Catherine Vergriete, directrice de la communication,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Mme Catherine Vergriete, directrice de la communication, à l'effet de signer dans la limite des attributions de la direction de la communication et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements,
- les engagements juridiques en recette et en dépense d'un montant inférieur à 45 000 • HT à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires,
- les ordres de mission concernant les personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine Vergriete, directrice de la communication, délégation de signature est donnée à Mme Karine Moulin, adjointe à la directrice de la communication, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements,

- les engagements juridiques en recette et en dépense d'un montant inférieur à 23 000 • TTC à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires.

Art. 3. - La présente décision annule et remplace la décision al/mpd/n° 14-2002 du 22 juillet 2002. Elle sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet

Décision n° 1303-04-IG du 5 janvier 2004 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la Caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au Centre des monuments nationaux,

Vu le décret du président de la République du 19 avril 2002 portant nomination de M. Christophe Vallet président du Centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du ministre de la culture et de la communication du 31 juillet 2003 portant nomination de M. Denis Berthomier directeur du Centre des monuments nationaux,

Vu la décision du 1^{er} juillet 2001 portant nomination de M. André Canas inspecteur général,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. André Canas, inspecteur général, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements,
- les engagements juridiques en recette et en dépense d'un montant inférieur à 45 000 • HT à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires,

- les ordres de missions concernant les personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger.

Art. 2. - La présente décision annule et remplace la décision n° 9-2002 en date du 22 avril 2002. Elle sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet

Décision n° 1303-04-DRH du 5 janvier 2004 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la Caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au Centre des monuments nationaux,

Vu le décret du président de la République du 19 avril 2002 portant nomination de M. Christophe Vallet aux fonctions de président du Centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du ministre de la culture et de la communication du 31 juillet 2003 portant nomination de M. Denis Berthomier aux fonctions de directeur du Centre des monuments nationaux,

Vu la décision n° 1401/03/1532 du 30 décembre 2003 portant réorganisation des services du siège du Centre des monuments nationaux,

Vu la décision n° 1401/04/012 du 5 janvier 2004 portant nomination de Mme Joëlle Claverie aux fonctions de directeur des ressources humaines,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Mme Joëlle Claverie, directeur des ressources humaines, à l'effet de signer dans la limite des attributions de la direction des ressources humaines et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- tous les actes concernant l'administration et la gestion des personnels à l'exclusion : des contrats de personnels sur les postes budgétaires en contrat à durée indéterminée, des décisions d'affectation desdits personnels, des licenciements et des sanctions disciplinaires,
- les pré-engagements,

- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 45 000 • HT à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires,

- les notes au contrôleur financier concernant la gestion du personnel,

- les ordres de missions et documents annexes (autorisation d'utilisation du véhicule personnel, certificat administratif, états de frais) concernant les déplacements effectués par : les personnels relevant de son autorité, les personnels de l'établissement dans le cadre de la formation professionnelle, les représentants des organisations syndicales et les personnels associés appelés à participer aux réunions des organismes consultatifs (CAP, CTP, CHS) ainsi qu'à toute réunion d'information, concertation ou négociation, dans le cadre du dialogue social,

- les décisions d'attribution d'indemnités de secours dans le cadre des œuvres sociales,

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses et des recettes relatives aux opérations de paie du personnel, aux indemnités de secours dans le cadre des œuvres sociales, aux frais de changement de résidence, et aux concessions de logements : mandats, ordres de reversement, ordres de paiement pour avances sur salaires, ordres de recettes, certificats administratifs.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Joëlle Claverie, directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à :

Mme Chantal Saulière, chef du département de l'administration du personnel, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- tous les actes concernant l'administration et la gestion des personnels à l'exclusion : des contrats de personnels sur les postes budgétaires en contrat à durée indéterminée, des décisions d'affectation desdits personnels, des licenciements et des sanctions disciplinaires,
- les pré-engagements,
- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 • HT à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et

les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires,

- les notes au contrôleur financier concernant la gestion du personnel,
- les ordres de missions et documents annexes (autorisation d'utilisation du véhicule personnel, certificat administratif, états de frais) concernant les déplacements effectués par : les représentants des organisations syndicales et les personnels associés appelés à participer aux réunions des organismes consultatifs (CAP, CTP, CHS) ainsi qu'à toute réunion d'information, concertation ou négociation, dans le cadre du dialogue social,
- les décisions d'attribution d'indemnités de secours dans le cadre des œuvres sociales,
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses et des recettes relatives aux opérations de paie du personnel, aux indemnités de secours dans le cadre des œuvres sociales, aux frais de changement de résidence, et aux concessions de logements : mandats, ordres de reversement, ordres de paiement pour avances sur salaires, ordres de recettes, certificats administratifs.

Mme Monique Molliex, chef du département de la formation, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements,
- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 • HT à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires,
- les ordres de missions et documents annexes (autorisation d'utilisation du véhicule personnel, certificat administratif, états de frais) concernant les déplacements effectués par : les personnels de l'établissement dans le cadre de la formation professionnelle.

Art. 3. - La présente décision annule et remplace la décision de délégation n° 12-2002 du 22 avril 2002. Elle sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet

Décision n° 1303-04-PACA1 du 5 janvier 2004 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la Caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 82-452 modifié du 28 mai 1982 relatif aux comités techniques paritaires,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au Centre des monuments nationaux,

Vu le décret du président de la République du 19 avril 2002 portant nomination de M. Christophe Vallet aux fonctions de président du Centre des monuments nationaux,

Vu la consultation du comité technique paritaire en date du 17 décembre 2003,

Vu la décision n° 1401/03/1534 du 30 décembre 2003 portant création d'un chantier pilote de déconcentration concernant des monuments du sud-est de la France,

Vu la décision n° 1401/04/016 du 5 janvier 2003 portant désignation de co-ordonnateurs,

Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Mme Anne Matheron, administratrice, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

1-1 concernant les monuments énumérés en A/ de l'annexe jointe :

Dans la limite des crédits ouverts :

- au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656),
- et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695) à l'exclusion de l'acquisition des véhicules de service, de matériel informatique,
- les pré-engagements,
- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur à 45 000 • HT à l'exclusion des commandes et des contrats d'étude,
- les certifications de service fait, liquidations et mandats des factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires,

- les ordres de mission en France métropolitaine, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels.

1-2 concernant les monuments énumérés en B/ de l'annexe jointe :

- les factures «pro forma» concernant les autorisations d'occupation et les droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments,

- les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers,

- les avenants aux contrats concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à un besoin permanent à temps incomplet et assurant des besoins complémentaires occasionnels ou saisonniers.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne Matheron, délégation de signature est donnée à Mme Joëlle Barthez, administratrice, et Mme Armelle Baduel, chef de secteur, dans les conditions décrites à l'article ci-dessus.

Art. 3. - Le directeur, le directeur des ressources humaines, le directeur administratif et financier et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet

Annexe à la décision n° 1303-04-PACA 1

Partie A

Titre	Nom	Prénom	Monuments concernés
Madame	Matheron	Anne	Abbaye de Montmajour Abbaye de Silvacane Abbaye de Thoronet Château de Tarascon Château d'If Fort St André Hôtel de Sade à St Rémy de Provence Monastère de Saorge Place forte de Mont-Dauphin Site archéologique de Glanum Bureau d'Entremont

Partie B

Titre	Nom	Prénom	Monuments concernés
Madame	Matheron	Anne	Abbaye de Montmajour Château d'If Fort St André

Décision n° 1303-04-HK1 du 5 janvier 2004 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la Caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 82-452 modifié du 28 mai 1982 relatif aux comités techniques paritaires,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au Centre des monuments nationaux,

Vu le décret du président de la République du 19 avril 2002 portant nomination de M. Christophe Vallet aux fonctions de président du Centre des monuments nationaux,

Vu la consultation du comité technique paritaire en date du 17 décembre 2003,

Vu la décision n° 1401/03/1533 du 30 décembre 2003 portant création d'un chantier pilote de déconcentration au château du Haut-Koenigsbourg,

Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Werner Rauch, administrateur, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer :

- dans la limite des crédits ouverts :
- . au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656),
- . et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695) à l'exclusion de l'acquisition des véhicules de service, de matériel informatique,
- les pré-engagements,
- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur à 45 000• HT à l'exclusion des commandes et des contrats d'étude,
- les certifications de service fait, liquidations et mandats des factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires,
- les ordres de mission en France métropolitaine, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels,
- les factures «pro forma» concernant les autorisations d'occupation et les droits d'entrée lorsqu'il s'avère nécessaire de donner un justificatif au client préalablement à l'émission du titre de recettes,

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages dès lors que celles-ci ne dérogent ni aux catégories d'occupation, ni aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national,

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments,

- les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers,

- les avenants aux contrats concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à un besoin permanent à temps incomplet et assurant des besoins complémentaires occasionnels ou saisonniers.

Art. 2. - Le directeur, le directeur des ressources humaines, le directeur administratif et financier et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet

Décision n° 1303-04-DAF2 du 6 janvier 2004 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 65-515 du 30 juin 1965 modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1914 sur la Caisse nationale des monuments historiques et des sites,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites modifié par le décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au Centre des monuments nationaux,

Vu le décret du président de la République du 19 avril 2002 portant nomination de M. Christophe Vallet aux fonctions de président du Centre des monuments nationaux,

Vu l'arrêté du ministre de la culture et de la communication du 31 juillet 2003 portant nomination de M. Denis Berthomier aux fonctions de directeur du Centre des monuments nationaux,

Vu la décision n° 1401/03/1532 du 30 décembre 2003 portant réorganisation des services du siège du Centre des monuments nationaux,

Vu la décision n° 1401/04/012 du 5 janvier 2004 portant nomination de M. Arnaud Roffignon aux fonctions de directeur administratif et financier,

Vu les décisions n° 1402/304/CS/SA, n° 1402/305/CS/SA et n° 1402/306/CS/SA du 5 janvier 2004 portant

respectivement nomination par intérim de Mme Graziella Iaria et de Mme Christelle Vallet,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Arnaud Roffignon, directeur administratif et financier, à l'effet de signer dans la limite des attributions de la direction administrative et financière et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements,
- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur ou égal à 90 000 • HT à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les courriers relatifs à la procédure de passation des marchés,
- les autorisations de conduire les véhicules,
- les ordres de mission, les autorisations et les certificats administratifs relatifs aux déplacements des personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger,
- les états des frais dans le cadre des réceptions et des ordres de mission,
- les décisions de prise en charge de frais de déplacement de personnes extérieures à l'établissement,
- les engagements comptables et les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses (mandats, ordres de reversement, ordres de paiement, certificats administratifs, procès-verbaux et états liquidatifs...),
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes,
- les notes au contrôleur financier.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Arnaud Roffignon, directeur administratif et financier, délégation de signature est donnée à :

Mme Farida Laidaoui, chef du service intérieur à l'effet de signer dans la limite de ses attributions au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements,
- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 • TTC à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les états des frais dans le cadre des ordres de mission,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires.

Mme Graziella Iaria, chef par intérim du bureau du suivi de l'exécution budgétaire et du droit d'entrée à

l'effet de signer dans la limite de ses attributions au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements,
- les engagements comptables,
- les actes de liquidations et d'ordonnancement des dépenses : mandats, ordres de paiement, ordres de reversement, certificats administratifs, procès-verbaux et états liquidatifs,
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes,
- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 • TTC à l'exclusion des commandes d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires,
- pour ce qui concerne les crédits gérés directement par le département comptabilité ordonnateur ou en cas d'absence ou d'empêchement d'un administrateur ou d'un architecte des Bâtiments de France chargé de la gestion de monuments, les documents et actes suivants :
 - . les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 • TTC à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
 - . les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires,
 - . les états des frais dans le cadre des réceptions et des ordres de mission.

Mme Christelle Vallet, chef par intérim du bureau de contrôle de l'ordonnancement à l'effet de signer dans la limite de ses attributions au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements,
- les engagements comptables,
- les actes de liquidations et d'ordonnancement des dépenses : mandats, ordres de paiement, ordre de reversement, certificats administratifs, procès-verbaux et états liquidatifs,
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes,
- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 • TTC à l'exclusion des commandes d'études,
- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires,

- pour ce qui concerne les crédits gérés directement par le département comptabilité ordonnateur ou en cas d'absence ou d'empêchement d'un administrateur ou d'un architecte des Bâtiments de France chargé de la gestion de monuments, les documents et actes suivants :

- . les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 • TTC à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- . les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires,
- . les états des frais dans le cadre des réceptions et ordres de mission.

Art. 3. - La présente délégation de signature annule et remplace la décision n° 1303-04-DAF et sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet

CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES-POMPIDOU

Décision n° 42-N d0u 22 janvier 2004 portant avenant n° 9 à la délégation de signature.

Le président du Centre national d'art et de culture
Georges-Pompidou,

Vu les décisions :

- du 1^{er} août 2002 portant délégation de signature ;
- du 20 décembre 2002 portant avenant à la délégation de signature,
- du 7 février 2003 portant avenant n° 2 à la délégation de signature,
- du 3 avril 2003 portant avenant n° 3 à la délégation de signature,
- du 1^{er} juillet 2003 portant avenant n° 4 à la délégation de signature,
- du 31 juillet 2003 portant avenant n° 5 à la délégation de signature
- du 29 septembre 2003 portant avenant n° 6 à la délégation de signature,
- du 7 novembre 2003 portant avenant n° 7 à la délégation de signature,
- du 2 décembre 2003 portant avenant n° 8 à la délégation de signature,

- du 16 janvier 2004 portant décision de nomination de M. Bruno Rodriguez, attaché principal pour exercer les fonctions d'adjoint au chef de service administratif et financier,

Décide :

Art. 1^{er}. - A l'article 5, il est ajouté l'alinéa suivant :

«En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Delphine Reffait, adjointe au directeur de la production, chef du service administration et finances et responsable du pôle de gestion, délégation de signature est donnée à M. Bruno Rodriguez, attaché principal chargé d'exercer les fonctions d'adjoint au chef de service administratif et financier, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les certificats administratifs ;

Et en tant qu'adjoint au chef du service administratif et financier, à l'effet de signer dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les attestations de service fait.»

Art. 2. - Tous les autres articles de la décision susvisée portant délégation de signature modifiée par avenants successifs restent inchangés et demeurent applicables.

Le président du Centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou,
Bruno Racine

Décision n° DRH 83 du 10 février 2004 portant nomination par intérim du directeur de la production.

Le président du Centre national d'art et de culture
Georges-Pompidou,

Vu la loi n° 75-1 du 3 janvier 1975 modifiée portant création du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié par le décret n° 88-585 du 6 mai 1988 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat ;
Vu le décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 modifié par le décret n° 2000-931 du 22 septembre 2000 portant

statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

- Vu les dispositions statutaires applicables aux agents contractuels du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Décide :

Art. 1^{er}. - Mme Delphine Reffait est chargée de l'intérim des fonctions de directeur de la production du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou à compter du 1^{er} janvier 2004.

Art. 2. - Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente décision.

Le président du Centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou,
Bruno Racine

MUSEE DU LOUVRE

Décision du 9 janvier 2004 portant délégation de signature.

Le président de l'Etablissement public du musée du Louvre,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'Etablissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 28 mars 2001 portant nomination du président de l'Etablissement du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la culture et de la communication, d'actes de gestion au profit du président de l'Etablissement public du musée du Louvre ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'Etablissement public du musée du Louvre ;

Vu ma décision du 2 mai 2002 portant organisation des services du musée du Louvre,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Didier Selles, administrateur général, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de

l'établissement énumérées à l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé, à l'exception des points 3 et 8, sous réserve des dispositions de l'article 20 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics, et pour tous actes définis en application des dispositions du décret n° 2003-1097 et de l'arrêté du 18 novembre 2003 susvisés.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier Selles, délégation de signature est donnée à M. Henri Poinson, administrateur général adjoint, directeur des ressources humaines et du développement social, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées aux points 2, 4, 5, 6, 7 et 11 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé et pour tous actes définis en application des dispositions du décret n° 2003-1097 et de l'arrêté du 18 novembre 2003 susvisés.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier Selles, délégation de signature est donnée à Mme Aline Sylla, administratrice générale adjointe, directrice du développement culturel, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées aux points 2, 4, 5, 6 et 7 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé.

Art. 4. - Délégation de signature est donnée à M. Henri Poinson pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées aux points 6 et 7 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé et pour tous actes définis en application des dispositions du décret n° 2003-1097 et de l'arrêté du 18 novembre 2003 susvisés, ainsi qu'à l'effet de signer dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 11 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 • HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- tous ordres de reversement et titres de recette ;
- les certificats administratifs.

Art. 5. - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 4 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de M. Henri Poinson, à Mme Carole Etienne, directrice adjointe des ressources humaines et du développement social, chargée de la gestion personnalisée des agents.

Art. 6. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Henri Poinignon, à M. Jean-Marc Irollo, directeur adjoint des ressources humaines et du développement social, chargé des relations sociales, de l'emploi et de la formation, ainsi qu'à M. Fabrice Lesueur, chef du service de la gestion du personnel, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées aux points 6 et 7 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé, ainsi qu'à l'effet de signer dans le cadre de leurs compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 11 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 • HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- tous ordres de reversement et titres de recette ;
- les certificats administratifs.

Art. 7. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Henri Poinignon, à Mme Hélène Mahé, chef du service de la formation et de la gestion prévisionnelle des emplois et des carrières, à effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 11 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 • HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

Art. 8. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Henri Poinignon, à M. Pascal Aboso, chef du service intérieur, à effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 11 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 • HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense ;
- tous ordres de reversement ;

- les certificats administratifs.

Art. 9. - Délégation de signature est donnée à Mme Aline Sylla, à l'effet de signer dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 11 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 • HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 75 000 • HT ;
- les titres de recette ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

Art. 10. - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 9 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de Mme Aline Sylla, à M. Christophe Monin, directeur adjoint du développement culturel, chef du service du mécénat et des ressources propres.

Art. 11. - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 9 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de Mme Aline Sylla, à Mme Emmanuelle Peret, chef du service administratif et financier.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Emmanuelle Peret, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Marie Sotty, adjointe au chef du service administratif et financier.

Art. 12. - Délégation de signature est donnée à M. Jacques Ballu, directeur financier, juridique et du contrôle de gestion pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées aux points 2, 4 et 5 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques Ballu, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à M. Philippe Casset, chef du service des affaires financières, et à Mme Anne Mény-Horn, chef du service des affaires juridiques et des marchés publics.

Art. 13. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Jacques Ballu, à M. Philippe Casset à effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 11 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 • HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 75 000 • HT ;
- les titres de recette ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

Art. 14. - Délégation de signature est donnée à M. Alain Boissonnet, directeur de l'architecture-muséographie-techniques, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 11 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 • HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

Art. 15. - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 14 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de M. Alain Boissonnet, à M. Alain Gauchet, directeur adjoint de l'architecture-muséographie-techniques, et à M. Christophe Clément, directeur adjoint de l'architecture-muséographie-techniques.

Art. 16. - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 14 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de M. Alain Boissonnet, à Mme Frédérique Devaux, chef du service prévision, planification et gestion financière.

Art. 17. - Délégation de signature est donnée à M. Bruno Zeitoun, chef du service informatique, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 11 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 • HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;

- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Zeitoun, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Christine Ronflé-Guin, chef adjoint du service informatique, et à François Lapeyre, chef de projets.

Art. 18. - Délégation de signature est donnée à M. Paul Salmona, directeur de l'auditorium, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 11 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 • HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 30 000 • HT ;
- les titres de recette ;
- les ordres de mission des intervenants extérieurs au musée ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- les certificats administratifs.

Art. 19. - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 18 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de M. Paul Salmona, à M. Manuel Rabaté, directeur adjoint de l'auditorium, chef du service administratif et financier.

Art. 20. - Délégation de signature est donnée à Mme Catherine Guillou, directrice des publics, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 11 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 • HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 30 000 • HT ;
- les titres de recette ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;

- tous documents comptables en dépense et recette ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine Guillou, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Béatrice Abbo, directrice adjointe des publics, chef du service des activités éducatives et culturelles.

Art. 21. - Une délégation de signature identique à celle visée au premier alinéa de l'article 20 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de Mme Catherine Guillou, à M. Sébastien Legouteil, chef du service de la gestion administrative et financière.

Art. 22. - Délégation de signature est donnée à Mme Aggy Lerolle, déléguée à la communication, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 11 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 • HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

Art. 23. - Délégation de signature est donnée à Mme Arlette Sérullaz, conservateur général du patrimoine, directrice du musée Eugène-Delacroix, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 11 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 • HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

Art. 24. - Délégation de signature est donnée à M. Serge Leduc, directeur de la surveillance, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 11 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 • HT (dans le cas d'achats à

caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;

- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

Art. 25. - Délégation de signature est donnée à Mme Christiane Ziegler, conservateur général du patrimoine chargé du département des antiquités égyptiennes, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christiane Ziegler, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Marie-France Aubert, et à Mme Dominique Benazeth, conservateurs en chef du patrimoine.

Art. 26. - Délégation de signature est donnée à Mme Annie Caubet, conservateur général du patrimoine chargé du département des antiquités orientales, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Annie Caubet, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Béatrice André-Salvini et à Mme Françoise Demange, conservateurs en chef du patrimoine.

Art. 27. - Délégation de signature est donnée à M. Francis Richard, conservateur en chef du patrimoine chargé par intérim du département des arts de l'Islam, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Francis Richard, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Sophie Makariou, conservateur du patrimoine.

Art. 28. - Délégation de signature est donnée à M. Alain Pasquier, conservateur général du patrimoine chargé du département des antiquités grecques, étrusques et romaines, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain Pasquier, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à M. Jean-Luc Martinez, à Mme Françoise Gaultier, à

Mme Sophie Descamps, conservateurs en chef du patrimoine et à M. Daniel Roger, conservateur du patrimoine.

Art. 29. - Délégation de signature est donnée à Mme Françoise Viatte, conservateur général du patrimoine chargé du département des arts graphiques à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Françoise Viatte, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Arlette Sérullaz, conservateur général du patrimoine.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Françoise Viatte et, simultanément, de Mme Arlette Sérullaz, une délégation identique à celle visée au premier alinéa du présent article est donnée à M. Dominique Cordellier, conservateur en chef du patrimoine.

Art. 30. - Délégation de signature est donnée à M. Daniel Alcouffe, conservateur général du patrimoine chargé du département des objets d'art, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel Alcouffe, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Danielle Gaborit-Chopin, conservateur général du patrimoine.

Art. 31. - Délégation de signature est donnée à M. Vincent Pomarède, conservateur en chef du patrimoine chargé du département des peintures, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vincent Pomarède, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Marie-Catherine Sahut et à Mme Dominique Thiébaud, conservateurs en chef du patrimoine.

Art. 32. - Délégation de signature est donnée à M. Jean-René Gaborit, conservateur général du patrimoine chargé du département des sculptures, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Cette même délégation est concurremment donnée à M. Guilhem Scherf, conservateur en chef du patrimoine, pour les seules dépenses afférentes à des achats de livres.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-René Gaborit, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Geneviève Bresc-Gautier, conservateur général du patrimoine, ainsi qu'à Mme Isabelle Leroy-Jay Lemaistre, conservateur en chef du patrimoine.

Art. 33. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de Mme Aline Sylla, à Mme Violaine Bouvet-Lanselle, chef du service des éditions, à Mme Catherine Derosier-Pouchous, chef du service des productions audiovisuelles et multimédia, à Mme Myriam Prot, chef du service Internet, à Mme Anne-Laure Ranoux, chef du service des ressources documentaires, ainsi qu'à Mme Marielle Pic, chef du service des expositions, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 34. - Délégation de signature est donnée au Commandant Jean-Paul Spiess, chef du service protection-sécurité-incendie à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 35. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Henri Poinson, au Docteur Françoise Moreau, chef du service médical, à M. Xavier Milan, chef du service de la communication interne, à M. Vivien Martinez, chef du service du budget, des effectifs et des systèmes d'information ressources humaines, à Mme Fabienne Desroches, chef du service du recrutement et de la mobilité, à Mme Brigitte Castan, chef du service social, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 36. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Alain Boissonnet, à M. Philippe Maffre, chef du service architecture et projets, à M. Joël Courtemanche, chef du service des travaux muséographiques, à M. Philippe Carreau, chef du service entretien bâtiment, à Mme Clio Karageorghis, chef du service production signalétique et graphique, à Mme France Morvant, chef du service électricité et éclairage, à M. Michel Hébert, chef du service équipements techniques, à M. Jean-Jacques Puibarreau, chef du service courants faibles, à M. Eric Payrastra, chef du service administratif, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 37. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de Mme Catherine Guillou, à M. Christophe Blateau, chef du service accueil, information et documentation, à Mme Françoise Broyelle, chef du

service vente et réservation de l'offre culturelle, à Mme Anne Kreps, chef du service études, évaluation et prospective, à M. Georges Martin, chef du service du développement des publics, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 38. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Paul Salmona, à Mlle Valérie Brisset, chef du service des relations avec le public, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 39. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Cette décision prend effet ce jour et annule et remplace ma décision du 1^{er} décembre 2003.

Le président-directeur de l'Etablissement public
du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision du 11 février 2004 du président-directeur de l'Etablissement public du musée du Louvre relative au traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour finalité la gestion des compétences.

Le président-directeur de l'Etablissement public du musée du Louvre,

Vu la convention n° 108 du 28 janvier 1981 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 modifié pris pour l'application des chapitres I^{er} à IV et VII de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'Etablissement public du musée du Louvre ;

Vu l'avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 7 janvier 2004 portant le n° 875832,

Décide :

Art. 1^{er}. - Il est créé à l'Etablissement public du musée du Louvre, établissement public national à caractère administratif, un traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour finalité la connaissance et la gestion des compétences des agents de l'établissement.

Art. 2. - Les catégories d'informations nominatives enregistrées sont les suivantes : identité (nom, prénom, sexe), formation, diplômes, et vie professionnelle (fonction, statut, corps, temps de travail, situation professionnelle, ancienneté, expérience et formation professionnelles).

Art. 3. - Les destinataires ou catégories de destinataires de ces informations sont la direction des ressources humaines et du développement social et le service informatique de l'Etablissement public du musée du Louvre.

Art. 4. - Le droit d'accès et de rectification prévu à l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée s'exerce auprès du service formation et gestion prévisionnelle des emplois et des compétences de la direction des ressources humaines et du développement social de l'établissement, Pavillon Mollien, 75058 Paris cedex 01.

Art. 5. - Le président-directeur de l'Etablissement public du musée du Louvre est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture.

Le président-directeur de l'Etablissement public
du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision du 26 février 2004 du président-directeur de l'Etablissement public du musée du Louvre prise en application de l'arrêté du 23 janvier 2004 portant composition et fonctionnement de la commission des acquisitions de l'Etablissement public du musée du Louvre.

Le président-directeur de l'Etablissement public du musée du Louvre,

Vu les textes applicables en la matière et notamment :

Vu le code du domaine de l'Etat ;

Vu le code du patrimoine ;

Vu la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France ;

Vu le décret n° 45-2075 du 31 août 1945 modifié portant application de l'ordonnance relative à l'organisation provisoire des musées des beaux-arts ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'Etablissement public du musée du Louvre et ensemble les textes pris pour son application ;

Vu les décrets n° 2002-628 du 25 avril 2002 et n° 2002-852 du 2 mai 2002 pris en application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France ;

Vu le décret n° 2003-1302 du 26 décembre 2003 relatif au conseil artistique des musées nationaux ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2004 portant composition et

fonctionnement de la commission des acquisitions de l'Etablissement public du musée du Louvre ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2004 relatif aux seuils de valeur au-dessus desquels la consultation du conseil artistique des musées nationaux est obligatoire,

Décide :

Art. 1^{er}. - Il est institué à l'Etablissement public du musée du Louvre une réunion consultative d'acquisition par département de conservation se prononçant préalablement à la commission des acquisitions de l'Etablissement public du musée du Louvre sur les propositions d'acquisition, à titre gratuit ou à titre onéreux, de biens culturels destinés à entrer dans les collections du musée du Louvre.

Art. 2. - La réunion consultative d'acquisition donne un avis simple sur les propositions d'achat, de don et de legs de biens culturels destinés à entrer dans les collections du musée du Louvre. Elle est également consultée, à l'initiative du directeur des musées de France, sur les propositions de dation en paiement des biens culturels intéressant les départements de conservation de l'établissement.

Art. 3. - La réunion consultative d'acquisition est composée du personnel scientifique en fonction ayant le statut de conservateur au sein de chaque département de conservation de l'Etablissement public du musée du Louvre.

Art. 4. - La réunion consultative d'acquisition est présidée par le chef de département de conservation concerné, ou en cas d'absence ou d'empêchement, par le conservateur par lui désigné. Elle se réunit à l'initiative du chef de département concerné qui fixe l'ordre du jour en début de séance.

Il est recouru au vote à la demande d'un ou plusieurs membres de la réunion consultative d'acquisition. Les délibérations sont prises à la majorité simple des voix des membres présents. En cas de partage égal des voix, la voix du chef de département de conservation concerné est prépondérante.

Le chef de département de conservation concerné peut par ailleurs présenter au président-directeur de l'Etablissement public du musée du Louvre, pour inscription à l'ordre du jour, les propositions d'acquisition ayant fait l'objet d'un avis défavorable de la réunion consultative d'acquisition.

Les délibérations font l'objet d'un procès-verbal détaillé. Ce procès-verbal et les propositions d'acquisition sont destinés et adressés par le chef de département de conservation concerné au président-directeur de l'Etablissement public du musée du Louvre

dans un délai de 10 jours ouvrés avant chaque réunion de la commission des acquisitions de l'Etablissement public du musée du Louvre.

Le chef de département de conservation concerné peut inviter à participer, sans voix délibérative, aux séances toute personne dont il juge la présence utile.

Les membres de la réunion consultative d'acquisition et toute personne appelée à y assister sont tenus d'observer le secret sur le contenu des délibérations.

Art. 5. - Par dérogation aux dispositions des articles 1 à 4 de la présente décision, les propositions d'acquisition, à titre gratuit ou à titre onéreux, de biens culturels destinés à entrer dans les collections du musée national Eugène-Delacroix font l'objet d'un avis du directeur dudit musée adressé au président-directeur de l'Etablissement public du musée du Louvre dans un délai de 10 jours ouvrés avant chaque séance de la commission des acquisitions de l'Etablissement public du musée du Louvre.

Art. 6. - Le président-directeur de l'Etablissement public du musée du Louvre est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture.

Le président-directeur de l'Etablissement public
du musée du Louvre,
Henri Loyrette

DOCUMENTS SIGNALES

Direction des archives de France

L'instruction DPACI/RES/2004/01 du 5 janvier 2004 «Traitement et conservation des archives relatives aux élections politiques postérieures à 1945».

L'instruction DPACI/RES/2004/02 du 6 janvier 2004 «Tri et conservation des archives publiques de l'Office national interprofessionnel des vins (Onivins) - délégations régionales»

Circulaire SJ.03-013-DSJ du 10 septembre 2003 «Gestion des archives des juridictions de l'ordre judiciaire. Tris et versement aux Archives départementales».

Modification de la circulaire SJ.09-003-B3 du 10 février 1994.

(Vous pouvez consulter les textes intégraux sur le site Internet de la direction des archives de France : <http://www.archivesdefrance.culture.gouv.fr/fr/circulaires/DAFcoll.html>)

Mesures d'information

Relevé de textes parus au Journal officiel

JANVIER 2004

JO n° 1 du 1^{er} janvier 2004

Présidence de la République Ordre national de la légion d'honneur

Page 17 Décret du 31 décembre 2003 portant promotion et nomination : au titre de la culture (p. 29), nos collègues : chevalier : MM. Cogeval Guy (conservateur en chef du patrimoine, directeur d'un musée), Daufresne Jean-Claude (architecte en chef des bâtiments civils et des palais nationaux), Mmes Marquet Françoise, épouse Zao Wu Ki (conservatrice de musée), Neirinck Danièle (conservatrice générale du patrimoine), MM. Rebut-Sarda Michel (directeur d'une école d'architecture), Veyssière-Pomot Claude (conservateur général du patrimoine, administrateur d'un domaine national).

Affaires sociales, travail et solidarité

Page 40 Décret n° 2003-1371 du 31 décembre 2003 relatif à la procédure unique applicable aux déclarations et au versement des cotisations et contributions sociales afférentes à l'emploi d'artistes, d'ouvriers et de techniciens du spectacle vivant et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat).

Page 45 Décret n° 2003-1376 du 31 décembre 2003 relatif au versement pour la retraite au titre de certaines périodes d'études supérieures et d'activité prévu par les articles 29 et 101 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites.

Culture

Page 151 Arrêté du 19 décembre 2003 portant nomination (régisseurs de recettes) (Mme Windfohr Claire à la DAPA pour le centre des hautes études de Chaillot).

JO n° 2 des 2 et 3 janvier 2004

Culture

Page 299 Arrêté du 23 décembre 2003 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition au Muséum d'histoire naturelle : *Au temps des mammoths*).

Page 322 Arrêté du 23 décembre 2003 portant intégration (administration centrale) (M. Cocaul

Emmanuel).

JO n° 4 du 6 janvier 2004

Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales

Page 394 Arrêté du 11 décembre 2003 portant approbation de la modification des statuts d'un établissement d'utilité publique (Association pour le musée des transports urbains, interurbains et ruraux).
Page 395 Arrêté du 18 décembre 2003 portant approbation de la modification des statuts d'un établissement d'utilité publique (Fondation Josée et René de Chambrun).

Economie, finances et industrie

Page 420 Arrêté du 23 décembre 2003 approuvant la création d'une filiale par l'Etablissement public du musée et du domaine national de Versailles.

Culture

Page 427 Décret n° 2003-1398 du 23 décembre 2003 modifiant le décret n° 95-154 du 15 février 1995 fixant le régime indemnitaire des techniciens des services culturels et des Bâtiments de France.

Page 428 Arrêté du 23 décembre 2003 fixant les modalités d'attribution et les montants de la prime d'encadrement attribuée aux techniciens des services culturels et des Bâtiments de France

Page 428 Arrêté du 24 décembre 2003 portant acceptation d'un legs (legs universel de Mlle Sergeant-Duhem Nelly).

Outre-mer

Page 431 Décret n° 2004-11 du 5 janvier 2004 relatif au comité institué par la loi n° 83-550 du 30 juin 1983 relative à la commémoration de l'abolition de l'esclavage.

Culture

Page 435 Décret du 2 janvier 2004 portant nomination au conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (représentant de l'Etat : M. Baudet Francis).

Page 435 Arrêtés du 18 décembre 2003 portant habilitation à procéder à la restauration d'un bien faisant partie des collections des musées de France au titre du 3° de l'article 13 du décret n° 2002-628 du 25 avril 2002.

JO n° 5 du 7 janvier 2004**Fonction publique,**

Page 485 Arrêté du 24 décembre 2003 fixant les dates des élections à la commission administrative paritaire interministérielle relative au corps des administrateurs civils.

JO n° 6 du 8 janvier 2004**Economie, finances et industrie**

Page 703 Décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics.

Page 704 Circulaire du 7 janvier portant manuel d'application du code des marchés publics.

Budget et réforme budgétaire

Page 705 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 24 au 28 novembre 2003 (Gestion 2003) (Culture, titres III et V).

Culture

Page 726 Décret n° 2004-21 du 7 janvier 2004 pris pour l'application des articles 220 sexies et 220 F du code général des impôts et relatif à l'agrément des œuvres cinématographiques de longue durée ouvrant droit au crédit d'impôt pour dépenses dans la production d'œuvres cinématographiques.

Page 728 Décret du 6 janvier 2004 portant délégation de signature (M. Geffré Philippe).

Page 729 Décret du 6 janvier 2004 portant délégation de signature (MM. Clément Michel et Braize François).

Page 729 Arrêté du 26 décembre 2003 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Paris : *Francis Bacon, le sacré et le profane*).

Page 729 Arrêté du 26 décembre 2003 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition au Centre Georges-Pompidou : *Joan Miro 1917-1934*).

Page 741 Arrêté du 15 décembre 2003 portant promotion (administration centrale) (attachés principaux de 1^{ère} classe : Mmes Fournier Danielle, Coughy-Gouband Marie-Josèphe, Bardou Denise et M. Astruc Paul).

Page 741 Arrêté du 15 décembre 2003 portant promotion (administration centrale) (attaché principal de 2^e classe : M. Vallet Denis).

Page 741 Arrêté du 18 décembre 2003 portant nomination (régisseurs de recettes et d'avances) (M. Aroulanda Claude).

Page 741 Arrêté du 18 décembre 2003 portant inscription à un tableau d'avancement (services déconcentrés) (M. Escorbiac Paul).

Page 741 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG (rectificatif).

JO n° 7 du 9 janvier 2004**Intérieur**

Page 768 Arrêté du 24 décembre 2003 portant agrément d'organismes ou de personnes pour assurer les vérifications réglementaires dans les établissements recevant du public.

JO n° 8 du 10 janvier 2004**Affaires sociales**

Page 836 Circulaire du 2 juillet 2003 relative à l'indemnisation du chômage des agents du secteur public.

Culture

Page 853 Arrêté du 30 décembre 2003 fixant la liste des publications périodiques visées à l'article 1^{er} du décret n° 85-1305 du 9 décembre 1985 pris pour l'application de la loi n° 85-706 du 12 juillet 1985 relative à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions.

Page 853 Arrêté du 6 janvier 2004 autorisant au titre de l'année 2004 l'ouverture de concours pour le recrutement d'inspecteurs et conseillers de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

Premier ministre

Page 857 Arrêté du 22 décembre 2003 modifiant l'arrêté du 30 octobre 2003 portant inscription et promotion à la hors-classe (administrateurs civils) (culture : Mme Cassegrain-Guinebert Laurence).

Agriculture

Page 887 Liste des élèves ayant obtenu en 2003 le diplôme de paysagiste DPLG (Ecole nationale supérieure du paysage).

Culture

Page 888 Arrêté du 12 décembre 2003 portant nomination au comité technique paritaire de l'Institut national de recherches archéologiques préventives.

JO n° 9 du 11 janvier 2004**Economie, finances et industrie / Budget**

Page 913 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 1^{er} au 5 décembre 2003 (Gestion 2003) (Culture, titres III et V).

Culture

Page 926 Décret du 9 janvier 2004 portant délégation de signature (Mme Mariani-Ducray Francine et M. Starcky Emmanuel).

JO n° 10 des 12 et 13 janvier 2004**Premier ministre**

Page 959 Arrêté du 22 décembre 2003 portant prorogation du mandat des membres de la commission administrative paritaire interministérielle compétente à l'égard du corps des administrateurs civils.

Equipement

Page 997 Arrêté du 24 novembre 2003 relatif à l'affectation au ministère de la culture et de la communication d'ingénieurs des ponts et chaussées servant en position d'activité.

Culture

Page 1008 Arrêté du 31 décembre 2003 portant détachement (administrateurs civils) (M. Brouat François).

JO n° 12 du 15 janvier 2004**Culture**

Page 1148 Arrêté du 2 janvier 2004 modifiant l'arrêté du 4 mars 1996 relatif au contrôle des recettes dans les salles de spectacles cinématographiques.

Page 1149 Arrêté du 2 janvier 2004 relatif au cahier des charges minima des systèmes informatisés de billetterie à usage des salles de spectacles cinématographiques et aux dispositifs de vente par avance de billets d'entrée dans les salles de spectacles cinématographiques.

Page 1168 Décisions du 5 janvier 2004 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Djaï Tinrek-Ahmed, Mmes Moussa et Izadi Niloufar, M. Kharrat François, Mme Bouchard Louisa-May).

JO n° 13 du 16 janvier 2004**Culture**

Page 1211 Décret n° 2004-63 du 14 janvier 2004 pris pour l'application de l'article 238 *bis* 0 A du code général des impôts et relatif aux réductions d'impôt pour l'achat de biens culturels.

Page 1221 Décision du 20 décembre 2003 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (Mme Dachian Arev).

Page 1221 Décisions du 5 janvier 2004 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (Mme Schaff Svetla, M. Marjanovic Sasa, Mme Lee Han So Jin).

Conventions collectives

Page 1223 Arrêté du 6 janvier 2004 portant extension de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

JO n° 14 du 17 janvier 2004**Economie, finances et industrie / Budget**

Page 1305 Arrêté du 9 janvier 2004 fixant les

modalités d'exercice du contrôle financier de l'Etat sur l'Etablissement public du musée d'Orsay.

Page 1306 Arrêté du 9 janvier 2004 fixant les modalités d'exercice du contrôle financier de l'Etat sur l'Etablissement public du musée des arts asiatiques Guimet.

Page 1308 Arrêté du 14 janvier 2004 relatif à l'octroi de la garantie de l'Etat au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou pour l'exposition *Miro*.

Page 1308 Arrêté du 14 janvier 2004 relatif à l'octroi de la garantie de l'Etat à la Réunion des musées nationaux pour l'exposition *Rubens*.

Culture

Page 1316 Arrêté du 16 janvier 2004 portant délégation de signature (M. Bouët Jérôme).

Page 1316 Arrêté du 16 janvier 2004 portant délégation de signature (Mme Marigeaud Martine).

Premier ministre

Page 1317 Décret du 14 janvier 2004 portant nomination dans le corps des administrateurs civils au tour extérieur 2003 (culture : M. Jopeck Thierry).

Page 1326 Décret du 16 janvier 2004 portant nomination d'un directeur à l'administration centrale (M. Bouët Jérôme).

Page 1326 Décret du 16 janvier 2004 portant nomination d'une directrice à l'administration centrale (Mme Marigeaud Martine).

Page 1326 Arrêté du 22 décembre 2003 désignant les membres du jury des nouveaux albums des jeunes architectes 2003-2004.

JO n° 16 des 19 et 20 janvier 2004**Culture**

Page 1512 Décret n° 2004-71 du 16 janvier 2004 relatif aux conditions de rémunération des collaborateurs extérieurs du ministre de la culture et de la communication.

Page 1512 Arrêté du 8 janvier 2004 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition au musée du Louvre : *Paris 1400, les arts sous Charles VI*).

Page 1512 Arrêté du 16 janvier 2004 fixant le montant des indemnités des collaborateurs extérieurs du ministre chargé de la culture et de la communication.

Page 1518 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG (rectificatif).

JO n° 18 du 22 janvier 2004**Culture**

Page 1686 Arrêté du 6 janvier 2004 portant inscription à un tableau d'avancement (inspection générale de l'administration des affaires culturelles) (MM. Centlivre Bernard et Dupavillon Christian).

Page 1686 Arrêté du 20 janvier 2004 portant nomination (administration centrale) (M. Bamberger Manuel).

Page 1686 Arrêté du 20 janvier 2004 portant cessation de fonctions (administration centrale) (M. Roy Xavier).

JO n° 19 du 23 janvier 2004

Jeunesse, éducation nationale et recherche

Page 1718 Arrêté du 14 janvier 2004 complétant l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif au règlement d'examen du baccalauréat technologique «techniques de la musique et de la danse».

Culture

Page 1746 Décret du 21 janvier 2004 portant délégation de signature (direction de l'administration générale) (Mme Marigeaud Martine).

Page 1746 Décret du 21 janvier 2004 portant délégation de signature (direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles) (M. Bouët Jérôme).

Page 1746 Arrêté du 14 janvier 2004 instituant auprès du Centre national des arts plastiques une commission consultative pour l'attribution des allocations d'étude et de recherche en matière de restauration et de conservation d'œuvres d'art.

Page 1747 Arrêté du 14 janvier 2004 instituant auprès du Centre national des arts plastiques une commission nationale consultative pour l'attribution des aides à l'édition d'art contemporain et des allocations en théorie critique d'art.

JO n° 20 du 24 janvier 2004

Economie, finances et industrie

Page 1805 Arrêté du 19 janvier 2004 portant transfert de crédits (culture : titre III).

Culture

Page 1820 Arrêté du 20 janvier 2004 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2003 portant nomination au cabinet du ministre (Mme Levy Laurence).

Conventions collectives

Page 1820 Arrêté du 8 janvier 2004 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des théâtres privés (n° 951).

Page 1822 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de l'exploitation cinématographique.

JO n° 22 des 26 et 27 janvier 2004

Affaires sociales, travail et solidarité

Page 1892 Arrêté du 14 janvier 2004 portant désignation de l'organisme habilité pour le guichet unique des employeurs occasionnels de spectacles vivants.

Culture

Page 1946 Arrêté du 19 janvier 2004 portant

détachement (administrateurs civils) (M. Miles Christopher).

Conventions collectives

Page 1947 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale de l'exploitation cinématographique.

JO n° 23 du 28 janvier 2004

Economie, finances et industrie / Budget

Page 1995 Arrêté du 13 janvier 2004 fixant les modalités d'exercice du contrôle financier de l'Etat sur l'Ecole nationale supérieure de la photographie.

Culture

Page 2019 Arrêté du 21 janvier 2004 désignant les membres du jury des nouveaux albums des jeunes architectes 2003-2004.

Page 2019 Arrêté du 23 janvier 2004 portant cessation de fonctions au cabinet du ministre (Mme Genthon Muriel).

Conventions collectives

Page 2023 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale de l'édition.

Page 2023 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles.

JO n° 24 du 29 janvier 2004

Culture

Page 2103 Arrêté du 19 janvier 2004 relatif aux conditions d'admission des élèves, à la durée des études, aux modalités des examens et d'attribution des diplômes de l'Ecole nationale supérieure des métiers de l'image et du son (ENSMIS).

Page 2105 Arrêté du 20 janvier 2004 relatif au taux de calcul du soutien financier aux exploitants de salles de spectacles cinématographiques.

Page 2105 Arrêté du 20 janvier 2004 autorisant au titre de l'année 2004 l'ouverture de concours pour le recrutement de conservateurs stagiaires du patrimoine.

Page 2105 Arrêté du 20 janvier 2004 autorisant au titre de l'année 2004 l'ouverture d'un concours réservé pour le recrutement d'attachés des services déconcentrés (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

Premier ministre

Page 2115 Arrêté du 21 janvier 2004 portant affectation (administrateurs civils) (culture : Mme Pelletier Véronique).

JO n° 25 du 30 janvier 2004

Economie, finances et industrie

Page 2183 Arrêté du 27 janvier 2004 portant report

de crédits (culture, tableaux A et B : titre III).

Culture

Page 2197 Arrêté du 15 janvier 2004 portant promotion (services déconcentrés) (M. Escorbiac Paul).

JO n° 26 du 31 janvier 2004

Affaires sociales, travail et solidarité

Page 2224 Décret 2003-1376 du 31 décembre 2003 relatif au versement pour la retraite au titre de certaines périodes d'études supérieures et d'activité prévu par les articles 29 et 101 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites (rectificatif).

Culture

Page 2244 Arrêté du 20 janvier 2004 portant délégation de signature (M. Sallet Frédéric).

Page 2255 Arrêté du 20 janvier 2004 portant cessation de fonctions (directions régionales des affaires culturelles) (Mme Weber Anita).

Page 2255 Arrêté du 26 janvier 2004 portant nomination à la Commission nationale consultative pour l'attribution des aides à l'édition d'art contemporain et des allocations en théorie-critique d'art.

FEVRIER 2004

JO n° 28 des 2 et 3 février 2004

Economie, finances et industrie / Budget

Page 2377 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 8 au 12 décembre 2003 (Gestion 2003) (Culture, titres III et V).

Culture

Page 2385 Arrêtés du 21 janvier 2004 relatifs à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition au musée d'Orsay : *Jongkind (1819-1891)*)

Page 2385 Arrêté du 23 janvier 2004 fixant les seuils de valeur à partir desquels le conseil artistique des musées nationaux est consulté.

Page 2386 - Arrêté du 23 janvier 2004 portant composition et fonctionnement de la commission des acquisitions de l'Etablissement public du musée du Louvre.

Page 2386 Arrêté du 23 janvier 2004 portant composition et fonctionnement de la commission des acquisitions de l'Etablissement public du musée d'Orsay.

Page 2387 Arrêté du 23 janvier 2004 portant composition et fonctionnement de la commission des acquisitions de l'Etablissement public du musée des arts asiatiques Guimet.

Page 2387 Arrêté du 23 janvier 2004 portant composition et fonctionnement de la commission des acquisitions de l'Etablissement public du musée et

du domaine national de Versailles.

Page 2388 Arrêté du 23 janvier 2004 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Valenciennes : *Watteau et les fêtes galantes*).

Page 2388 Arrêté du 23 janvier 2004 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Valenciennes : *Watteau et les fêtes galantes*).

Page 2388 Arrêté du 23 janvier 2004 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition : *Montagnes célestes, trésors des musées de Chine*).

Page 2388 Arrêté du 23 janvier 2004 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition au Grand Palais : *La Grande Parade. Portrait de l'artiste en clown*).

Page 2388 Arrêté du 23 janvier 2004 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (Exposition à Lille : *Rubens universel*).

JO n° 29 du 4 février 2004

Culture

Page 2443 Décret du 2 février 2004 portant délégation de signature (M. Paumier Benoît).

Page 2443 Arrêté du 21 janvier 2004 modifiant l'arrêté du 24 octobre 2003 fixant la composition de la commission prévue à l'article 11 du décret n° 2003-1018 du 24 octobre 2003 relatif au soutien financier de l'industrie vidéographique et l'arrêté du 24 octobre 2003 fixant les taux de calcul du soutien financier de l'Etat alloué aux entreprises de production d'œuvres cinématographiques à raison de la commercialisation de ces œuvres sous forme de vidéogrammes destinés à l'usage privé du public.

Page 2456 Arrêté du 23 janvier 2004 portant nomination au Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique (représentant des auteurs : M. Rogard Pascal).

Page 2456 Arrêté du 23 janvier 2004 portant nomination au Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique (représentant des producteurs de cinéma : M. Cottin Jean).

Page 2456 Arrêté du 30 janvier 2004 portant nomination à la commission de sélection chargée de donner un avis sur les candidatures au grade d'inspecteur général de l'administration des affaires culturelles (Mme Marigeaud Martine).

JO n° 30 du 5 février 2004

Economie, finances et industrie

Page 2493 Arrêté du 30 janvier 2004 pris en application des articles 40 et 80 du code des marchés publics et fixant les modèles de formulaires pour la publication des avis relatifs à la passation et à l'attribution de marchés publics. [11 pages de modèles de formulaires]

Culture

Page 2531 Arrêté du 19 janvier 2004 portant nomination à la commission prévue à l'article 7 du décret n° 97-1263 du 29 décembre 1997 portant application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (membre suppléant : Mme Hadida Chantal).

Page 2531 Arrêté du 22 janvier 2004 portant nomination à la Commission supérieure des monuments historiques.

JO n° 31 du 6 février 2004**Culture**

Page 2587 Arrêté du 23 janvier 2004 fixant les conditions de recouvrement de la taxe parafiscale sur les spectacles.

JO n° 32 du 7 février 2004**Economie, finances et industrie / Budget**

Page 2696 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 15 au 19 décembre 2003 (Gestion 2003) (Culture, titres III et V).

Culture

Page 2634 Décret n° 2004-117 du 4 février 2004 pris en application des articles 76 et 77 de la loi de finances rectificative pour 2003 définissant les catégories de spectacles et déterminant, pour l'Association pour le soutien du théâtre privé, les types d'aides et leurs critères d'attribution.

JO n° 34 des 9 et 10 février 2004**Culture**

Page 2750 Arrêté du 15 décembre 2003 portant nomination à la commission consultative de la création artistique (arts décoratifs, métiers d'art et création industrielle).

Page 2750 Arrêté du 15 décembre 2003 portant nomination à la commission consultative de la création artistique (photographie).

JO n° 35 du 11 février 2004**Culture**

Page 2805 Arrêté du 2 février 2004 portant attribution du diplôme de l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs.

JO n° 36 du 12 février 2004

Page 2847 Loi n° 2004-130 du 11 février 2004 réformant le statut de certaines professions judiciaires ou juridiques, des experts judiciaires, des conseils en propriété industrielle et des experts en ventes aux enchères publiques. [Titre VIII : modification du statut des experts agréés par le Conseil des ventes volontaires]

Culture

Page 2879 Arrêté du 10 février 2004 portant cessation de fonctions (administration centrale) (M. Brouat François).

JO n° 37 du 13 février 2004**Culture**

Page 2978 Décret du 11 février 2004 portant délégation de signature (M. Clément Michel, Mme Arlot Ann-José, M. Braize François).

Page 2979 Arrêté du 29 janvier 2004 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2003 relatif aux comités d'hygiène et de sécurité du ministère chargé de la culture.

Page 2979 Arrêté du 4 février 2004 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2003 relatif aux comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture.

Justice

Page 2981 Décret du 12 février 2004 portant réintégration (Conseil d'Etat) (Mme Hubac Sylvie).

Culture

Page 2986 Arrêté du 18 décembre 2003 portant admission à la retraite (conservateurs en chef du patrimoine) (Mme Francine Miot, épouse Ducluzeau).

Page 2986 Arrêté du 23 janvier 2004 portant inscription à un tableau d'avancement (services déconcentrés) (attaché principal de 1^{ère} classe : MM. Lecoq Jean-Loup et Bouguier Jean-Pierre, Mme Montferrand Pascale).

JO n° 38 du 14 février 2004**Intérieur**

Page 3034 Arrêté du 2 février 2004 portant agrément d'organismes ou de personnes pour assurer les vérifications réglementaires dans les établissements recevant du public.

Economie, finances et industrie

Page 3046 Arrêté du 11 février 2004 portant répartition de crédits (culture, tableau B : titre V).

Budget

Page 3048 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 22 au 26 décembre 2003 (Gestion 2003) (Culture, titre V).

Culture

Page 3060 Décret n° 2004-142 du 12 février 2004 portant application de l'article 112 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux.

Page 3064 Arrêté du 26 janvier 2004 portant attribution de divers locaux dépendant d'un ensemble immobilier domanial (locaux Place Colette à Paris attribués à la

Comédie-Française).

Page 3064 Arrêté du 10 février 2004 relatif à l'organisation de seconds tours de scrutin dans le cadre de la consultation électorale organisée au ministère chargé de la culture.

Premier ministre

Page 3068 Arrêté du 12 février 2004 portant radiation (administrateurs civils) (M. Dupuit Jean-Sébastien).

Culture

Page 3075 Arrêté du 19 janvier 2004 portant nomination à la commission consultative d'attribution des allocations exceptionnelles en faveur des artistes.

Page 3076 Arrêté du 27 janvier 2004 portant nomination (directeurs régionaux des affaires culturelles) (M. Bouët Jérôme).

Page 3076 Décisions du 4 février 2004 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (MM. Seyed Ahmad Mousavi, Mohammad Zynalpour Tabrizi, Mourad Ben Yedder, Almostaphe Daoud et Jean Swiatek).

Page 3076 Décision du 5 février 2004 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (Mme Sana'a Kachami).

JO n° 39 du 15 février 2004

Economie, finances et industrie

Page 3116 Décret du 13 février 2004 fixant le taux de l'intérêt légal pour l'année 2004. [2,27 %]

Culture

Page 3119 Décret n° 2004-145 du 12 février 2004 modifiant le décret n° 2001-988 du 29 octobre 2001 pris pour l'application de l'article 39 de la loi d'orientation pour l'outre-mer du 13 décembre 2000.

Page 3119 Arrêté du 4 février 2004 portant délégation de signature (Mme Marigeaud Martine).

Page 3119 Arrêté du 12 février 2004 autorisant au titre de l'année 2004 l'ouverture d'un concours réservé pour le recrutement de techniciens des services culturels et des Bâtiments de France (femmes et hommes) pour le ministère de la culture et de la communication.

Page 3120 Arrêté du 12 février 2004 autorisant au titre de l'année 2004 l'ouverture de concours pour le recrutement de techniciens des services culturels et des Bâtiments de France (femmes et hommes), spécialité «maintenance des bâtiments et des matériels techniques», du ministère de la culture et de la communication.

Page 3121 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG. [septembre 2000 - décembre 2003]

J.O n° 41 du 18 février 2004

Culture

Page 3275 Arrêté du 10 février 2004 relatif à

l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Arras puis à Epinal : *Rubens contre Poussin, la querelle du coloris dans la peinture française à la fin du XVIII^e siècle*).

JO n° 42 du 19 février 2004

Culture

Page 3408 Arrêté du 11 février 2004 portant détachement (administrateurs civils) (Mme Delbèque Mireille).

JO n° 43 du 20 février 2004

Premier ministre

Page 3470 Arrêté du 12 février 2004 portant réintégration et affectation (administrateurs civils) (M. Roy Xavier).

Culture

Page 3480 Arrêté du 4 février 2004 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateurs du patrimoine).

Page 3481 Arrêté du 6 février 2004 portant inscription à un tableau d'avancement (chargés d'études documentaires) (M. Gonsalves Georges).

Page 3481 Arrêté du 9 février 2004 portant admission à la retraite (conservateurs généraux du patrimoine) (M. de Saint-Victor Bruno).

Page 3481 Arrêté du 11 février 2004 portant nomination et cessation de fonctions (régies de recettes) (Mmes Roue Anne-Marie et Blon Solange, M. Boumour Gamal).

Page 3481 Arrêté du 13 février 2004 portant radiation (administration centrale) (Mme Pascal-Hickel Geneviève).

Page 3481 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG (rectificatif).

Conventions collectives

Page 3486 Arrêté du 9 février 2004 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur de l'édition et de la production phonographique.

JO n° 44 du 21 février 2004

Justice

Page 3512 Rapport au Président de la République de l'ordonnance n° 2004-164 du 20 février 2004 relative aux modalités et effets de la publication des lois et de certains actes administratifs.

Page 3514 Ordonnance n° 2004-164 du 20 février 2004 relative aux modalités et effets de la publication des lois et de certains actes administratifs.

Economie, finances et industrie / Budget

Page 3524 décret n° 2004-169 du 18 février 2004 portant annulation de crédits (culture : titre III).

Culture

Page 3530 Décret n° 2004-170 du 18 février 2004

portant attribution d'une prime d'activité aux membres du corps et au chef du service de l'inspection générale de l'administration des affaires culturelles.

Page 3531 Arrêté du 14 janvier 2004 instituant auprès du Centre national des arts plastiques (CNAP) une commission consultative d'aide à la première exposition et au premier catalogue.

Page 3531 Arrêté du 14 janvier 2004 instituant auprès du Centre national des arts plastiques (CNAP) une Commission nationale consultative pour l'attribution d'allocations de recherche, de séjour en France et à l'étranger aux auteurs d'arts visuels, d'arts décoratifs et aux designers.

Page 3532 Arrêté du 4 février 2004 fixant les modalités de sélection des candidats à une allocation de séjour à l'Académie de France à Rome pour l'année 2004.

Page 3533 Arrêté du 4 février 2004 fixant le nombre de bourses offertes au titre de la sélection 2004 aux candidats à un séjour à l'Académie de France à Rome.

Page 3533 Arrêté du 9 février 2004 abrogeant l'arrêté du 17 décembre 2001 relatif aux emplois de chef de mission.

Page 3533 Arrêté du 18 février 2004 fixant le montant de la prime d'activité susceptible d'être allouée aux membres du corps et au chef du service de l'inspection générale de l'administration des affaires culturelles.

Fonction publique

Page 3533 Arrêté du 19 janvier 2004 modifiant le nombre de postes ouverts aux concours pour le recrutement dans le cadre d'emplois des directeurs territoriaux d'établissements d'enseignement artistique de 1^{re} et de 2^e catégorie (session 2004).

Culture

Page 3543 Arrêté du 14 janvier 2004 portant nomination à la Commission nationale consultative pour l'attribution d'allocations de recherche, de séjour, en France et à l'étranger, aux auteurs d'arts visuels, des arts décoratifs et aux designers.

Page 3543 Arrêté du 1^{er} février 2004 portant nomination du conseil d'administration de l'école d'architecture de Lyon.

Page 3543 Arrêté du 2 février 2004 portant nomination au conseil d'administration de la Comédie-Française.

Page 3543 Arrêté du 4 février 2004 portant nomination des rapporteurs adjoints au jury chargés de la sélection des pensionnaires de l'Académie de France à Rome au titre de l'année 2004.

Page 3543 Arrêté du 4 février 2004 portant nomination du président et des membres du jury chargé de la sélection des pensionnaires de l'Académie de France à Rome pour l'année 2004.

Page 3544 Arrêté du 5 février 2004 portant nomination à la commission prévue à l'article 7 du décret n° 97-1263 du 29 décembre 1997 portant application de

l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Page 3544 Décision du 6 février 2004 portant nomination à la commission prévue à l'article 11 du décret n° 2003-18 du 24 octobre 2003 relatif au soutien financier de l'industrie vidéographique.

JO n° 45 du 22 février 2004

Culture

Page 3639 Arrêté du 12 février 2004 portant nomination à la commission des acquisitions de l'Etablissement public du musée du Louvre.

JO n° 46 des 23 et 24 février 2004

Economie, finances et industrie / Budget

Page 3675 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 29 décembre 2003 au 23 janvier 2004 (Gestion 2003) (Culture, titres III et V).

Culture

Page 3707 Rapport au Président de la République de l'ordonnance n° 2004-178 du 20 février 2004 relative à la partie législative du code du patrimoine (voir supplément à ce JO, pp. 37047-37048).

Page 3708 Ordonnance n° 2004-178 du 20 février 2004 relative à la partie législative du code du patrimoine (voir supplément à ce JO, pp. 37048-37084).

Page 3711 Décision du 6 février 2004 portant nomination du président de la commission du soutien financier sélectif à la production ainsi que des vice-présidents, des membres et des suppléants des premier et deuxième collèges de ladite commission (président : M. Lamy Jean-Claude ; vice-présidents : MM Gassot Charles et Sandoz Gilles).

JO n° 47 du 25 février 2004

Intérieur

Page 3755 Arrêté du 16 février 2004 portant agrément d'organismes ou de personnes pour assurer les vérifications réglementaires dans les établissements recevant du public.

Culture

Page 3780 Arrêté du 12 février 2004 portant nomination à la commission des photographes indépendants.

Page 3781 Arrêté du 12 février 2004 portant nomination du conseil artistique des musées nationaux.

Page 3781 Arrêté du 12 février 2004 portant nomination du président du conseil artistique des musées nationaux (M. David-Weill Michel).

Page 3781 Arrêté du 12 février 2004 portant nomination à la commission des acquisitions de l'Etablissement public du musée et du domaine national de Versailles.

Page 3781 Arrêté du 12 février 2004 portant nomination à la commission des acquisitions de l'Etablissement public du musée d'Orsay.

Page 3781 Arrêté du 12 février 2004 portant nomination à la commission des acquisitions de l'Etablissement public du musée des arts asiatiques Guimet.

JO n° 48 du 26 février 2004

Agriculture

Page 3869 Arrêté du 18 février 2004 portant ouverture en 2004 d'un concours commun pour l'admission d'élèves en première année de la formation de paysagistes DPLG à l'Ecole nationale supérieure du paysage de Versailles et à l'école d'architecture et de paysage de Bordeaux.

Culture

Page 3877 Arrêté du 13 février 2004 portant admission à la retraite (conservateurs en chef du patrimoine) (M. Denel Francis).

Page 3877 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG (juin 2001-octobre 2003).

JO n° 49 du 27 février 2004

Culture

Page 4021 Décret du 25 février 2004 portant délégation de signature (M. Mannoni Bruno).

JO n° 50 du 28 février 2004

Culture

Pages 4119 Arrêté du 7 janvier 2004 portant nomination (conservateurs stagiaires du patrimoine de l'Etat et de la ville de Paris).

Page 4119 Arrêté du 3 février 2004 portant inscription à un tableau d'avancement (conservateurs en chef du patrimoine).

Page 4120 Arrêté du 13 février 2004 portant promotion (services déconcentrés) (attaché principal de 1^{ère} classe : MM. Bouguier Jean-Pierre et Lecoq Jean-Loup, Mme Montferrand Pascale).

Page 4120 Arrêté du 20 février 2004 portant admission à la retraite (administration centrale) (M. Spengler Robert).

JO n° 51 du 29 février 2004

Economie, finances et industrie / Budget

Page 4152 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 17 au 21 novembre 2003 (Gestion 2003) (Culture, titres III et V).

Culture

Page 4157 Arrêté du 25 février 2004 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition au musée du Luxembourg à Paris : *Moi ! autoportraits du XX^e siècle*).

Réponses aux questions écrites

ASSEMBLEENATIONALE

JO AN (Q) n° 1 du 6 janvier 2004

Réponse aux questions de :

- M. Bruno Bourg-Broc sur la situation de nombreux **artistes** qui, depuis l'arrêt de la cour d'appel de Paris du 28 mars 2002, attendent le **versement** de leurs **droits** que l'**ADAMI** bloque à cause d'un long conflit avec la SPEDIDAM.
(Question n° 25295-22.09.2003).

- M. Pierre Lang sur les **conséquences** désastreuses du **piratage numérique** de la **musique** sur **Internet** pour l'industrie du disque et pour les droits des auteurs et sur la nécessité d'entreprendre une campagne de sensibilisation des jeunes et de créer de nouveaux délits sanctionnant le contournement des dispositifs de protection.
(Question n° 25985-06.10.2003).

- M. Eric Raoult sur la défense et l'**usage du français** dans les **enseignes commerciales** des **boutiques** récemment ouvertes par des commerçants d'origine étrangère, rédigées dans leur langue d'origine ce qui ethnicise les quartiers qui tendent à se ghettoïser.
(Question transmise)

(Question n° 26819-20.10.2003).

- M. Armand Jung sur le **désengagement de l'Etat** dans le **financement** de la **musique classique** en **Alsace**, l'ensemble instrumental **La Follia**, de renommée internationale et subventionné depuis 1971 et le **festival de musique de Strasbourg**, doyen des festivals, s'étant vu refuser la subvention de fonctionnement ou supprimer la subvention annuelle accordée jusque là.

(Question n° 27050-27.10.2003).

- Mme Joëlle Ceccaldi-Raynaud sur les moyens qui

permettraient de **combattre les conséquences du piratage de musique sur Internet** (un disque sur trois), autres que le procédé anti-copie, parade illégale mise en place par l'industrie du disque en récession depuis trois ans.

(Question n° 27556-03.11.2003).

- MM. Jean-François Régère et François d'Aubert sur l'éventualité d'une **baisse de la TVA sur les disques**, tant en faveur des artistes et de l'industrie du disque que pour permettre la diversification de la culture musicale des jeunes et limiter le piratage.

(Question n° 27721-03.11.2003 ; 27726-03.11.2003).

- M. Jean Tibéri sur les mesures envisagées par le Gouvernement pour favoriser l'**accès des personnes handicapées aux musées, à la télévision et au cinéma**. (Question transmise)

(Question n° 27819-03.11.2003).

- M. Maxime Gremetz sur les perspectives de **réforme de la loi sur l'architecture** pour l'exercice de la profession de proximité de **maître d'œuvre**, sans **statut** légal mais très utile, et en attente depuis vingt-cinq ans d'une reconnaissance d'un droit d'exercice et d'un agrément en architecture.

(Question n° 28072-10.11.2003).

- M. André Chassaigne sur une conséquence de la **transposition** de la **directive** européenne sur le **droit d'auteur** pour les **journalistes**, qui favoriserait la cession de leurs droits aux entreprises qui les emploient et nierait le **droit moral** des auteurs, alors que le droit français leur conserve le contrôle de l'exploitation de leurs œuvres.

(Question n° 28207-10.11.2003).

- M. Jean Gaubert sur les problèmes que pourrait poser une trop forte **concentration** dans l'**édition** par la **vente** des maisons d'édition françaises de **Vivendi** au groupe **Lagardère**.

(Question n° 28582-17.11.2003).

- MM. Arnaud Montebourg et François Dosé sur la **requête des maîtres d'œuvre** en architecture tendant à une reconnaissance de leur métier dans le cadre du projet de réforme de la loi sur l'architecture, par l'obtention d'un **agrément en architecture** et de leur inscription au tableau régional de l'ordre des architectes.

(Question 28701-17.11.2003 ; 28705-17.11.2003).

- M. François Cornut-Gentille sur le possible **détachement** du **ministère** chargé de la **culture** du **centre des archives d'outre-mer**, la loi organique dite **LOLF** du 1^{er} août 2001 imposant une réflexion l'organisation de chaque ministère et sur le devenir des centres, missions et offices à vocation interministérielle.

(Question n° 28801-24.11.2003).

- M. Bruno Bourg-Broc sur les dispositions concrètes que le ministre chargé de la culture s'efforcera de faire inscrire dans la **convention internationale sur la diversité culturelle** dont la **négociation** a été lancée par la 32^{ème} conférence générale de l'UNESCO.

(Question n° 29077-24.11.2003).

- M. Bruno Bourg-Broc sur l'**état** actuel de la **création de fonds d'aide à la création cinématographique** par les **collectivités locales** et devant être **cofinancées** par l'Etat à travers le Centre national de la cinématographie (CNC).

(Question n° 29201-01.12.2003).

- MM. François Dosé, François Sauvadet, Daniel Vaillant, Francis Hillmeyer, Christian Vanneste et Yvan Lachaud sur les mesures envisagées par le ministre chargé de la **culture**, en **partenariat** avec le ministre du **commerce et de l'artisanat**, pour **éviter les distorsions de concurrence** qui pourraient résulter de l'**ouverture** de la **publicité télévisée** au secteur de la **distribution**.

(Questions n° 29241-01.12.2003 ; 29300-01.12.2003 ; 29696-08.12.2003 ; 29773-08.12.2003 ; 30034-08.12.2003 ; 30058-08.12.2003).

JO AN (Q) n° 2 du 13 janvier 2004

Réponse à la question de :

- M. Bruno Bourg-Broc sur les **conséquences** de la **décentralisation** pour les **conservatoires** et écoles de **musique**, notamment quant au **partage des compétences** et à la part de **financement** assurée par l'Etat, la commune et la région.

(Question n° 28530-17.11.2003).

JO AN (Q) n° 3 du 20 janvier 2004

Réponse aux questions de :

- M. Jean-Marc Nesme sur l'opportunité d'**étendre** les **prérogatives** de la **commission de classification des œuvres cinématographiques** à tous les supports de l'image (**DVD, jeux, vidéocassettes et internet**), et d'enfin **définir juridiquement** le **caractère pornographique** d'un **film**, dans le but de protéger les mineurs de la violence et de la pornographie.

(Question n° 10612-20.01.2003).

- M. Jean Tibéri sur la position du Gouvernement sur le **filtrage national** réclamé par l'industrie du disque pour **juguler le piratage de la musique sur l'internet**.

(Question n° 21503-07.07.2003).

- M. Richard Mallié sur l'opportunité de prendre des mesures d'**encadrement** de la **publicité** pendant les **émissions télévisées pour enfants**, le jeune public, prescripteur d'achats, étant une cible de choix pour le matraquage publicitaire.

(Question n° 25254-22.09.2003).

- M. Marc Le Fur sur la **répartition** chiffrée du **produit** de la **redevance télévisée** et sur les **recettes publicitaires** de chaque **organe audiovisuel bénéficiaire** de cette redevance, pour les années 2001 et 2002.

(Question n° 26544-20.10.2003).

- M. Christophe Masse sur l'intention du Gouvernement de **lutter** contre le **piratage** de la **musique par Internet** à l'occasion de la transposition de la directive européenne sur les droits d'auteur et les droits voisins en droit français, tout en **garantissant** à la fois la protection des **droits des auteurs** et le respect de l'exception pour **copie privée**.

(Question n° 27039-27.10.2003).

- M. Thierry Mariani sur l'état d'**avancement** du projet de **rattachement** de **RFO** à **France Télévisions**, et sur son calendrier, et sur les garanties qui seront opposées aux craintes de voir la chaîne perdre son autonomie et sa spécificité.

(Question n° 27643-03.11.2003).

- M. Frédéric Soulier sur l'opportunité de **modifier** le **rôle** discrétionnaire de censeur des **architectes des Bâtiments de France** (ABF) auprès des maires en renforçant leur rôle de conseil et réduisant celui de censeur, le **recours** prévu par la loi auprès du préfet de région contre l'avis de l'ABF **fonctionnant mal**, la commission qui l'assiste remettant rarement en cause, de par sa composition, les décisions de l'ABF.

(Question n° 28368-10.11.2003).

- MM. Albert Facon, Jean-Pierre Brard et Philippe Dubourg sur l'**intention** du ministre de créer les conditions d'une **renégociation** du **régime** d'assurance chômage des **intermittents du spectacle** avant le 31 décembre 2003.

(Questions n° 29115-01.12.2003 ; 29765-08.12.2003 ; 29941-08.12.2003).

- M. Jean Tiberi sur les leçons tirées de l'**expérience** d'une **diffusion** de l'**art contemporain** en région à l'initiative des fonds régionaux d'art contemporain (**FRAC**).

(Question n° 29130-01.12.2003).

- M. Léonce Deprez sur le bilan et les perspectives de la **rénovation** annoncée le 3 avril 2003 du **statut** des fonds régionaux d'art contemporain (**FRAC**) dans le cadre de l'amélioration de la **décentralisation**.

(Question n° 29183-01.12.2003).

- M. Jérôme Rivière sur l'intention, à l'occasion de la **rénovation** du **château de Versailles** durant les dix-sept prochaines années, d'associer le **mécénat** à son lourd **financement**.

(Question n° 29359-01.12.2003).

- Mme Martine Aurillac sur la défense et l'usage de la **langue française** dans la **publicité**, souvent de

langue anglaise, relative aux **CD, DVD et cassettes**. (Question n° 29603-01.12.2003).

- MM. Renaud Donnedieu de Vabres, Gabriel Biancheri et Jean-Christophe Largarde sur l'**ouverture** de la **publicité télévisée** à la **grande distribution** échelonnée entre le 1^{er} janvier 2004 et 2007 en application du décret du 7 octobre 2003 pris suite à une mise en demeure de la commission européenne. (Questions n° 30269-15.12.2003 ; 30415-15.12.2003 ; 30428-15.12.2003).

JO AN (Q) n° 4 du 27 janvier 2004

Réponse à la question de :

- M. Jean-Marie Rolland sur les **perspectives** de **réforme** de la **loi sur l'architecture** pour l'exercice de la profession de **maître d'œuvre** en quête d'un **statut**. (Question signalée)

(Question n° 26349-13.10.2003).

JO AN (Q) n° 5 du 3 février 2004

Réponse aux questions de :

- M. Laurent Hénart sur les **conséquences financières** des articles 7, 11 et 12 de la **loi** n° 2002-5 du 4 janvier 2002 **relative aux musées de France** qui imposent des charges de personnels et des tâches récurrentes aux **collectivités territoriales** sans transfert financier de l'Etat, et sur l'opportunité de les intégrer dans la **dotation** globale financière **allouée** aux collectivités territoriales. (Question signalée)

(Question n° 5237-28.10.2002).

- M. Jean-Pierre Abelin sur les mesures qui seront prises pour **réguler** le **marché** de l'**édition** et de la **distribution** du **livre**, **trop** fortement **concentré** depuis l'achat par le groupe Lagardère des sociétés françaises de Vivendi Universal Publishing, afin de favoriser une concurrence loyale tout en défendant l'exception culturelle.

(Question n° 13229-03.03.2003).

- M. Francis Falala sur la possibilité d'**écourter** le **délai légal** d'**accès** aux **archives** d'**état civil** (un siècle) en faveur de chercheurs agréés en **généalogie**.

(Question n° 26060-06.10.2003).

- M. Christian Estrosi sur les **résultats** de l'**enquête** sur l'**illettrisme** menée par l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI) et l'INSEE qui devrait être rendue publique en novembre 2003, et sur l'**opportunité** de mettre en œuvre des **plans régionaux de lutte** contre l'illettrisme et l'analphabétisme comme le suggère l'ANLCI.

(Question n° 27253-27.10.2003).

- M. Léonce Deprez sur le délai de **publication** du **rapport** sur le **prix** des **fouilles d'archéologie préventive** annoncé pour le 31 décembre 2003, et

sur ses éventuelles incidences sur le calcul de la redevance.

(Question n° 28472-17.11.2003).

- M. Jacques Le Guen sur la possibilité d'**écourter** les **délais légaux d'accès aux archives d'état civil** en faveur des généalogistes.

(Question n° 29101-24.11.2003).

- M. Léonce Deprez sur l'utilité de relancer l'action en sommeil du **Conseil national des langues et cultures régionales**, et de **renouveler** ses **missions** dans le domaine de la **néologie** et de la **toponymie** en modifiant son décret de création de 1985.

(Question n° 30020-08.12.2003).

JO AN (Q) n° 6 du 10 février 2004

Réponse aux questions de :

- M. Marc Le Fur sur le **coût** des achats de **logiciels** informatiques pour **France Télévisions** pour les années 2001 et 2002, et sur les mesures d'incitation à l'utilisation par cette société de **logiciels libres**, tels que Linux.

(Question n° 26184-13.10.2003).

- M. Jacques Desallangre sur la **place** qui sera réservée aux 1200 **écoles de musique** regroupées au sein de la Confédération musicale de France dans le **projet de loi sur l'aménagement culturel du territoire**, et sur les **aides financières** auxquelles elles pourront prétendre de la part des départements et des régions dans le cadre de la **décentralisation culturelle**.

(Question n° 29385-01.12.2003).

- M. Claude Girard sur l'intention du Gouvernement de prolonger ses efforts en faveur du **mécénat** en direction d'**associations** œuvrant pour la vie culturelle, mais **ne pouvant délivrer de reçus fiscaux** ouvrant droit à réduction d'impôt du fait de leur assujettissement aux impôts commerciaux.

(Question n° 30957-22.12.2003).

- M. Jean-Luc Warsmann sur la nécessité d'assurer l'usage de la **langue française** dans la **publicité**, souvent de langue anglaise, relative aux **CD, DVD et cassettes**.

(Question n° 31098-22.12.2003).

JO AN (Q) n° 7 du 17 février 2004

Réponse aux questions de :

- Mme Chantal Robin-Rodrigo sur l'importance que le service public français de télévision prenne l'initiative de **relancer** l'**Association des télévisions francophones** pour qu'elle se réinvestisse dans la **coproduction** et dans l'organisation de grands événements culturels autour de la **langue française**.

(Question n° 21082-30.06.2003).

- M. Dominique Richard sur l'opportunité d'étendre

la réflexion engagée lors des assises nationales du spectacle enregistré vers la **définition** de l'**œuvre audiovisuelle** et sur les mesures incitatives de diffusion des chaînes de télévision, au delà de leurs obligations contractuelles. (Question signalée)

(Question n° 24734-15.09.2003).

- M. Julien Dray sur la situation de la **radio lyonnaise** indépendante commerciale **Sun FM** qu'une tentative de rapprochement avec la PME Start, amena, après refus du CSA, à être sanctionnée de plusieurs suspensions d'antenne en 2002 et 2003, et pour finir **menacée** de **non-reconduction** de l'**autorisation d'émettre** à partir de novembre 2004, ce qui semble être un coup porté à la **liberté de la communication audiovisuelle**.

(Question n° 27554-03.11.2003).

- M. Noël Mamère sur la **situation financière** de l'**Agence France-Presse (AFP)**, endettée et incapable de s'autofinancer, et dont l'avenir est en jeu malgré le contrat d'objectif et de moyens (COM) signé avec l'Etat, et sur la nécessité de **réaffirmer** le **rôle mondial** de l'agence au service de l'information qui ne saurait être soumise à la loi du marché.

(Question n° 28336-10.11.2003).

- M. Jacques Godfrain sur les intentions du Gouvernement en matière de **politique de la langue**, tant sur le plan national qu'international, en vue du **sommet des chefs d'Etat francophones** à Ouagadougou en **2004**, et à la suite du rattachement de la délégation générale à la langue française (DGLF) et du Conseil supérieur de la langue française au ministère chargé de la culture, sur la **pérennité** des **institutions** à caractère **interministériel** autrefois rattachées au Premier ministre et **chargées** de la **promotion** et de la **défense** de la **langue française**.

(Question n° 28464-17.11.2003).

- M. Laurent Hénart sur les mesures qui permettraient de **consolider** la **situation financière** des **entreprises de restauration de monuments historiques** confrontées au manque de **trésorerie des DRAC**, voire à l'**arrêt des chantiers**.

(Question n° 28533-17.11.2003).

- M. Claude Birraux sur le **souhait** de l'union des architectes de Savoie de voir **conserver** la **conception-réalisation** dans le domaine **dérogatoire**, sa généralisation n'étant pas souhaitable car ses **inconvenients financiers** à long terme pour l'Etat et les collectivités locales dépassent ses avantages à court terme.

(Question n° 29374-01.12.2003).

- Mme Chantal Robin-Rodrigo sur la réaction du ministre au **projet d'institution**, avec l'accord et le soutien de l'Institut des itinéraires culturels européens, d'un **itinéraire culturel européen** autour de **Saint-**

Martin-de-Tours qui ne manquera pas d'avoir un **impact** sur l'aura culturelle de la France et sur l'emploi.

(Question n° 30876-22.12.2003).

- M. Claude Goasguen sur les **projets de l'Etat** pour la célébration du **200^e anniversaire** du **couronnement de Napoléon** comme **Empereur** des Français et sur les moyens et **aides** qui seront apportés à ces manifestations.

(Question n° 31447-06.01.2004).

- M. Claude Bartolone sur le moyen de faire bénéficier les **photographes auteurs** de l'**exonération** de la **taxe professionnelle** comme les autres artistes exonérés par l'article 1460 alinéa 3 du CGI (peintres, sculpteurs, graveurs et dessinateurs), qui omet de mentionner expressément les photographes auteurs, alors qu'ils sont traités comme les autres auteurs dans les domaines social et fiscal.

(Question n° 31637-13.01.2004).

- M. Bernard Perrut sur l'intention du Gouvernement de **prolonger** ses **efforts en faveur du mécénat** en direction d'**associations** œuvrant pour la vie culturelle ou sociale, mais assujetties aux impôts commerciaux et donc **ne pouvant délivrer de reçus fiscaux** ouvrant droit à réduction d'impôt.

(Question n° 31715-13.01.2004).

JO AN (Q) n° 8 du 24 février 2004

Réponse aux questions de :

- Mme Marcelle Ramonet sur l'état des **négociations** visant à la **défense** de l'**exception culturelle** française dans le cadre des négociations à l'OMC alors que le choix, par M. Pascal Lamy, du vote à la majorité qualifiée au lieu du vote à l'unanimité, dessert les intérêts de l'Europe et de la France.

(Question n° 24982-22.09.2003)

- M. François Cornut-Gentile sur le **bilan** des actions et réflexions menées en matière de déconcentration des services du **ministère** chargé de la **culture**, eu égard à l'urgence, soulignée par le rapport public de la Cour des comptes portant sur la déconcentration des administrations et la réforme de l'Etat, allant dans le même sens que les impératifs de la loi LOLF, de définir pour chaque ministère le **niveau optimal de déconcentration**.

(Question n° 28182-10.11.2003).

- MM. Léonce Deprez et Bruno Bourg-Broc sur les **difficultés financières** persistantes de l'**ADAMI** et, après l'échec de la mission devant régler le conflit l'opposant à la SPEDIDAM, sur l'**importance** de **nommer** un nouveau **directeur général gérant** pour mettre bon ordre à cette situation.

(Questions n° 30785-22.12.2003 ; 31345-29.12.2003).

- M. Serge Roques, Mme Maryvonne Briot et M.

Edouard Courtial sur les **conséquences** pour l'**artisanat** et le **commerce de proximité** que pourrait avoir l'**ouverture** de la **publicité télévisée** à la **grande distribution** et sur les limitations qui pourraient lui être apportées.

(Questions n° 31038-22.12.2003 ; 31187-22.12.2003 ; 31188-22.12.2003 ; 31189-22.12.2003).

- M. Jean-Luc Warsmann sur la **protection des enfants** face à la **publicité** qui encadre les émissions qui leur sont destinées.

(Question n° 31097-22.12.2003).

- M. Jean Tiberi sur le sentiment du Gouvernement sur la **situation économique** de l'Agence France-Presse (**AFP**).

(Question n° 31286-29.12.2003).

- MM. Martial Saddier, Joël Giraud, et Mme Christine Boutin sur les **conséquences prévisibles** pour l'**artisanat** et le **commerce de proximité** de l'**ouverture** de la **publicité télévisée** à la **grande distribution** et sur les limitations qui pourraient lui être apportées.

(Questions n° 31419-06.01.2004 ; 31680-13.01.2004 ; 31877-13.01.2004).

SENAT

JO S (Q) n° 1 du 1^{er} janvier 2004

Réponse à la question de :

- M. Serge Mathieu sur l'action ministérielle à l'égard de l'**archéologie préventive** et sur la **modification** souhaitable des modalités de **calcul de la redevance** critiquée par la Cour des comptes.

(Question n° 9753-06.11.2003).

JO S (Q) n° 2 du 8 janvier 2004

Réponse aux questions de :

- M. Louis Souvet sur l'opportunité d'**attribuer** une **carte professionnelle** aux **photographes des collectivités territoriales** afin de leur éviter les difficultés rencontrées pour l'obtention d'**accréditations** lors de **manifestations publiques**.

(Question n° 8505-17.07.2003).

- M. Roger Rinchet sur les **conséquences** pour le commerce de proximité de l'**ouverture progressive**, dès le 1^{er} janvier 2004 sur les chaînes du câble, de la **publicité télévisée** au secteur de la **distribution**.

(Question n° 9469-16.10.2003).

- Mme Nicole Borvo sur l'opportunité d'**instaurer** une **taxe sur les multiplexes** afin de favoriser la **conservation** des salles de **cinéma de quartier**, la fermeture du cinéma Gaumont Gobelins (Paris 13^e) prouvant que les salles indépendantes ne sont pas seules en danger.

(Question n° 9996-27.11.2003).

JO S (Q) n° 4 du 22 janvier 2004

Réponse aux questions de :

- M. Serge Mathieu sur les suites à donner au **rapport** du 14 novembre 2002 de la **commission Kriegel** sur le développement de la **violence** à la **télévision** qui **préconise**, pour mieux protéger la jeunesse, la **fusion** en une commission unique des **commissions de classification**.

(Question n° 4823-19.12.2002).

- Mme Marie-Claude Beaudeau sur le **rôle** de la **commission régionale du patrimoine et des sites** (CRPS) et sur quelques questions particulières quant aux conditions d'inscription d'œuvres. (Question transmise)

(Question n° 9879-20.11.2003).

- Mme Nicole Borvo sur l'intention du ministre de **pérenniser** les activités culturelles du Centre national d'art et d'essai à Paris (6^e) dit **le Lucernaire**, qui regroupe deux petites salles de théâtre et trois cinémas, **brusquement privé des subventions** qui lui permettent de vivre au risque de livrer le site à la spéculation immobilière.

(Question n° 9887-20.11.2003).

- M. Serge Mathieu sur les **perspectives** de la **rénovation**, annoncée le 3 avril 2003, du statut des fonds régionaux d'art contemporain (**FRAC**) dans le cadre de la **décentralisation**.

(Question n° 9959-20.11.2003).

- M. Georges Mouly sur la **lutte** contre l'**illettrisme** qui concerne plus de deux millions de nos compatriotes et sur le parti qui sera tiré des résultats de l'enquête de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme.

(Question n° 10005-27.11.2003).

JO S (Q) n° 6 du 5 février 2004

Réponse à la question de :

- M. Serge Mathieu sur l'**opportunité**, après les premières Assises nationales des langues de France

du 4 octobre 2003, de **revivifier** le **Conseil national des langues et cultures régionales** en lui fixant de **nouvelles missions** par modification de son décret de création de 1985.

(Question n° 10179-11.12.2003).

JO S (Q) n° 7 du 12 février 2004

Réponse à la question de :

- M. Serge Mathieu sur la désignation du président du conseil de surveillance de **M6**, qui concrétise la **mainmise** de **groupes étrangers** sur la chaîne.

(Question n° 8471-17.07.2003).

JO S (Q) n° 8 du 19 février 2004

Réponse aux questions de :

- M. Christian Gaudin sur les solutions qu'apportera le Gouvernement pour **atténuer**, en faveur de l'artisanat et du petit commerce traditionnel, les **effets** de l'**ouverture de la publicité télévisée** aux enseignes de la **grande distribution**.

(Question n° 10349-25.12.2003).

- M. Jacques Legendre sur le moyen d'imposer le **respect** de l'**obligation** de **double traduction** sur les **sites publics français d'Internet**, trop souvent bilingues (français-anglais).

(Question n° 10447-25.12.2003).

JO S (Q) n° 9 du 26 février 2004

Réponse à la question de :

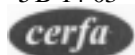
- Mme Nicole Borvo sur les **moyens financiers** que l'Etat compte débloquent **pour perpétuer et élargir** le **rayonnement international de l'AFP**, seule des trois grandes agences mondiales à ne pas être anglophone, actuellement en grave déficit et dans l'impossibilité de réaliser l'ambition que lui fixe l'article 2, de son statut d'assurer un réseau d'établissement lui conférant le caractère d'un organisme d'information à caractère international.

(Question n° 10489-15.01.2004).

Divers

Modèle de reçu à produire pour la justification des dons effectués au profit d'œuvres ou d'organismes visés à l'article 200-1 du code général des impôts (arrêté du 1^{er} décembre 2003, JO n° 283 du 7 décembre 2003 p. 20907)

5 B-14-03



N° 11580*02

Reçu dons aux œuvres

Numéro d'ordre du reçu

(Articles 200 et 238 bis du Code général des impôts)

Bénéficiaire des versements**Nom ou dénomination :**

.....

Adresse :

N° Rue

Code postal Commune

Objet :

.....

.....

Cochez la case concernée (1) :☐ Œuvre ou organisme d'intérêt général.☐ Fondation d'entreprise.☐ Association ou fondation reconnue d'utilité publique par décret en date du . publié au Journal Officiel du☐ Musée de France☐ Association culturelle ou de bienfaisance autorisée à recevoir des dons et legs par décision en date du délivrée par le préfet de☐ Etablissement d'enseignement supérieur ou artistique privé, à but non lucratif, agréé par décision en date du☐ Association fournissant gratuitement une aide alimentaire ou des soins médicaux à des personnes en difficulté ou favorisant leur logement.☐ Organisme ayant pour objet exclusif de participer financièrement à la création d'entreprises.☐ Association située dans le département de la Moselle, du Bas-Rhin ou du Haut-Rhin dont la mission a été reconnue d'utilité publique par arrêté préfectoral en date du☐ Etablissement public des cultes reconnu d'Alsace-Moselle.☐ Société ou organisme agréé de recherche scientifique ou technique (2)☐ Organisme ayant pour activité principale l'organisation de festivals (2)**Donateur****Nom :**

.....

Adresse :

.....

Code postal Commune

Le bénéficiaire reconnaît avoir reçu au titre des versements ouvrant droit à réduction d'impôt, la somme de :

Somme en toutes lettres :

Date du paiement :

Mode de versement :☐ Numéraire ☐ Chèque ou virement

Date et signature

☐ Autres (3)

(1) ou n'indiquez que les renseignements concernant l'organisme

(2) dons effectués par les entreprises

(3) notamment : abandon de revenus ou de produits ; frais engagés par les bénévoles, dont ils ne demandent pas le remboursement

Règlement intérieur du 9 décembre 2003 du Conseil national des parcs et jardins (vu le décret n° 2003-447 du 19 mai 2003).

Art. 1^{er}. - Réunions

Le Conseil national des parcs et jardins se réunit à l'initiative de son président, au moins une fois par an en formation plénière et en séance extraordinaire sur demande du ministre chargé de la culture.

Art. 2. - Ordre du jour

La convocation du président porte ordre du jour. Celle-ci est envoyée au moins huit jours avant la réunion. L'ordre du jour et le compte-rendu de la séance précédente sont adoptés en début de séance.

Art. 3. - Suppléance

A l'exception des membres figurant à l'article 2.1 (a, b, c, d, e) et à l'article 2.3 qui peuvent être remplacés par un suppléant, les autres membres sont tenus d'assister personnellement aux séances du Conseil national des parcs et jardins.

Art. 4. - Invitation

Le président du Conseil national des parcs et jardins peut, en fonction de l'ordre du jour, appeler toute personne non membre du conseil à participer aux séances. Celle-ci participe à la réunion sur le seul point de l'ordre du jour qui la concerne, et ne peut prendre part aux votes éventuels.

Art. 5. - Feuille de présence

Il sera tenu une feuille de présence, dûment émarginée par chaque participant à chacune des séances.

Art. 6. - Devoir de réserve

Les membres du Conseil national des parcs et jardins, ainsi que toute personne assistant aux séances, sont astreints à un devoir de réserve sur l'ensemble de ses travaux et délibérations.

Art. 7. - Avis

Les membres du Conseil national des parcs et jardins émettent des avis sur les questions dont ils sont saisis par le président.

Art. 8. - Propositions

Les membres du Conseil national des parcs et jardins peuvent formuler des propositions sur les questions dont ils sont saisis, ou de leur propre initiative.

Art. 9. - Recommandations

Le président, à son initiative ou sur proposition des membres du Conseil national des parcs et jardins, peut émettre des recommandations à l'attention du ministre chargé de la culture et de son administration, sur les questions relevant de la compétence du conseil.

Art. 10. - Procès-verbal

Le procès-verbal de la réunion du Conseil national des parcs et jardins indique le nom, la qualité des membres présents, le pouvoir de représentation dont ils sont éventuellement porteurs, les questions traitées au cours de la séance, et le sens de chaque délibération, avis, proposition ou recommandation.

Art. 11. - Bureau

Le bureau, présidé par le président du Conseil national des parcs et jardins, comprend le directeur de l'architecture et du patrimoine, ou son représentant, un représentant des associations et une personnalité qualifiée, choisis en raison de leurs compétences dans le domaine des parcs et jardins. Le membre du cabinet du ministre compétent en matière de parcs et jardins y est également associé. Le bureau est convoqué par son président.

Art. 12. - Groupes de travail

Des groupes de travail peuvent être créés sur des thèmes intéressant les travaux du Conseil national des parcs et jardins. Leur constitution est soumise à la décision du président. La présidence de chaque groupe est confiée à un membre titulaire du conseil. Les membres des groupes de travail sont soit des membres du conseil soit des experts permanents désignés, après avis du président du conseil, par les présidents des groupes de travail. Ces derniers peuvent faire appel, pour telle ou telle réunion, à des personnalités choisies par eux.

Art. 13. - Secrétariat

Le secrétariat du conseil est assuré par la direction de l'architecture et du patrimoine, qui lui fournit les moyens matériels et financiers nécessaires à son activité.

Art. 14. - Adoption et modification du règlement intérieur

Le présent règlement intérieur est adopté par le Conseil national des parcs et jardins à la majorité des suffrages. La modification du règlement intérieur est entreprise sur proposition du président du conseil. Elle est adoptée par le conseil à la majorité des suffrages.

Art. 15. - Publication

Le présent règlement intérieur est publié au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Règlement intérieur du Haut conseil des musées de France approuvé le 16 décembre 2003.

La loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 a créé, auprès du ministre de la culture, un Haut conseil des musées de France, le décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 a fixé sa composition, ses modalités de désignation et de

fonctionnement, et les conditions de publication de ses avis.

1. Les modalités d'adoption des avis du Haut conseil des musées de France

Le Haut conseil des musées de France donne des avis préalablement à l'attribution, ou au retrait, de l'appellation «musée de France», lorsque la sauvegarde des collections le justifie et en cas de transferts de la propriété des collections de «musées de France». Ces avis sont, soit des avis simples, soit des avis conformes.

1.1. Des avis simples sont requis préalablement à l'attribution de l'appellation de musée de France, aux transferts de propriété de collections, et aux mesures de sauvegarde des collections en péril.

1.1.1. Lors de l'attribution de l'appellation de musée de France

- Le ministre chargé de la culture soumet à l'avis du Haut conseil toute nouvelle demande d'appellation «musée de France» en application de l'art. 4-1^{er} alinéa de la loi relative aux musées de France. Au préalable, le Haut conseil prend connaissance de l'avis émis par la Commission scientifique nationale des collections des musées de France.

1.1.2. En cas de transfert de propriété d'une collection

- Lorsque le bien ou la collection appartient à une personne morale de droit public, le Haut conseil examine toute demande de transfert de la propriété de tout ou partie de la collection vers une autre personne publique conformément à l'article 11-II 9^{ème} alinéa de la loi relative aux musées de France ;

- lorsque le bien ou la collection appartient à une personne morale de droit privé sans but lucratif, le Haut conseil se prononce uniquement sur les transferts de propriété qui portent sur des biens acquis par dons ou legs ou avec le concours de l'Etat ou d'une collectivité territoriale en application de l'article 11-III 1^{er} alinéa ;

- enfin, si à la date du 5 janvier 2002, date de publication de la loi relative aux musées de France, le musée dans lequel est conservé un bien déposé avant le 7 octobre 1910 relève d'une collectivité territoriale autre que celle désignée par l'Etat lors du dépôt, la collectivité territoriale à laquelle la propriété du bien est transférée est désignée après avis du Haut conseil des musées de France.

1.1.3. Pour sauvegarder des collections en péril

Le Haut conseil des musées de France est saisi par l'Etat, sauf en cas d'urgence, lorsque des biens faisant partie d'une collection d'un musée de France sont mis en péril, avant de mettre le propriétaire en demeure

de remédier à cette situation ou d'ordonner des mesures conservatoires (article 16 de la loi).

1.2. Des avis conformes en cas de retrait de l'appellation

Le Haut conseil des musées de France est appelé à donner un avis conforme sur les décisions de retrait de l'appellation «musée de France» :

1.2.1. Lorsque la conservation et la présentation au public des collections cessent de revêtir un intérêt public (3^o alinéa de l'article 4 de la loi du 4 janvier 2002 relative aux musées de France)

1.2.2. Lorsque le propriétaire des collections a bénéficié de concours financiers de l'Etat ou d'une collectivité territoriale (4^o alinéa de l'article 4 de la loi)

2. L'organisation des travaux du Haut conseil des musées de France

2.1. Réunion

Le Haut conseil des musées de France se réunit à l'initiative de son président ou sur proposition de la majorité des membres du Haut conseil des musées de France.

2.2. Ordre du jour

L'ordre du jour est fixé par le président du Haut conseil des musées de France.

Le Haut conseil des musées de France peut, à la majorité de ses membres, demander l'examen de toute question relevant de sa compétence. Dans ce cas, la discussion de cette question a lieu lors de la réunion suivante du Haut conseil des musées de France.

En cas d'urgence, le président du Haut conseil des musées de France peut procéder à l'inscription d'une question à l'ordre du jour. Il en informe les membres du Haut conseil des musées de France trois jours au moins avant la réunion.

2.3. Convocation-Envoi du dossier

Les convocations accompagnées de l'ordre du jour et des documents nécessaires à l'examen des dossiers qui y sont inscrits sont envoyées huit jours au moins avant la réunion du Haut conseil des musées de France.

2.4. Participation-Suppléance

Les membres titulaires du Haut conseil des musées de France et les membres suppléants assistent aux séances du Haut conseil des musées de France.

Les membres suppléants qui assistent à la réunion du Haut conseil des musées de France en présence du titulaire n'ont pas voix délibérative.

Lorsqu'un membre titulaire ne peut assister à la réunion du Haut conseil des musées de France, il doit prévenir son suppléant afin que ce dernier puisse le remplacer.

En cas d'empêchement de son suppléant, un membre titulaire peut donner pouvoir à un autre membre titulaire du collège dont il relève pour assister et voter en son nom à une séance du conseil. Le membre titulaire doit faire parvenir le pouvoir au secrétariat du conseil au plus tard le jour ouvrable précédant le jour de la séance. Aucun membre du conseil ne peut recevoir plus d'un pouvoir.

En cas d'empêchement du président du Haut conseil des musées de France, le vice-président, ou son représentant, assure de plein droit la présidence de la séance.

2.5. Personnes invitées

Le président du Haut conseil des musées de France peut, en fonction de l'ordre du jour, appeler toute personne non membre du Haut conseil des musées de France à participer aux séances du Haut conseil des musées de France. Elle participe à la réunion sur le seul point de l'ordre du jour qui la concerne. Elle ne peut prendre part aux votes.

2.6. Feuille de présence

Il est tenu une feuille de présence dûment émarginée par chaque participant à chacune des séances du Haut conseil des musées de France.

2.7. Avis

Les avis, recommandations et autres délibérations du Haut conseil des musées de France sont mis aux voix. Le vote s'effectue à main levée.

Les avis obligatoires, simples ou conformes, rendus après délibération du Haut conseil des musées de France sont signés par le président du Haut conseil des musées de France sans attendre l'approbation du procès-verbal de la séance par le Haut conseil des musées de France.

2.8. Délibérations

Les membres du Haut conseil des musées de France, ainsi que toute personne assistant aux séances, sont astreints à un devoir de réserve sur l'ensemble des travaux et délibérations du Haut conseil des musées de France.

2.9. Procès-Verbal

Le procès-verbal de la réunion du Haut conseil des musées de France indique le nom, la qualité des membres présents, le pouvoir de représentation dont ils sont éventuellement porteurs, les questions traitées au cours de la séance et le sens de chacun des avis, recommandations et des délibérations. Tout membre du Haut conseil des musées de France peut demander qu'il y soit fait mention de son désaccord avec la majorité.

A l'ouverture de chaque séance du Haut conseil des musées de France, le président fait approuver le procès-verbal de la réunion précédente.

2.10. Secrétariat

Le secrétaire général du Haut conseil des musées de France placé au sein de la direction des musées de France assure le secrétariat permanent des séances du Haut conseil des musées de France.

2.11. Groupes de travail

Toute question soumise au Haut conseil des musées de France peut être renvoyée, pour étude, à un groupe de travail. Il peut être procédé, à la demande d'un membre du Haut conseil des musées de France, à la constitution d'un groupe de travail sur un thème intéressant ses travaux. La constitution d'un groupe de travail est alors soumise à l'avis du président du Haut conseil des musées de France.

Les membres titulaires et les membres suppléants, concernés par les questions examinées par le groupe de travail, peuvent assister aux séances du groupe de travail lorsqu'ils ont manifesté auprès du secrétariat du Haut conseil des musées de France leur intention de participer aux travaux.

Le président du Haut conseil des musées de France nomme, parmi les membres du Haut conseil, le rapporteur du groupe de travail qui préside les réunions et présente le rapport devant le Haut conseil des musées de France.

Le président peut désigner un rapporteur-adjoint parmi des personnes qualifiées non membres du Haut conseil.

Le président du Haut conseil des musées de France peut inviter aux réunions du groupe de travail toute personne, non membre du Haut conseil des musées de France, dont la présence est jugée utile à la bonne marche des travaux.

2.12. Adoption et modification du règlement intérieur

Le présent règlement intérieur est adopté par le Haut conseil des musées de France à la majorité des suffrages.

La modification du règlement intérieur est entreprise sur proposition du président du Haut conseil des musées de France. Elle est adoptée par le Haut conseil des musées de France à la majorité des suffrages.

2.13. Publication du règlement intérieur

Le présent règlement intérieur est publié au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication

La directrice des musées de France,
Vice-présidente du Haut conseil des musées de France,
Francine Mariani-Ducray

**Annexe de l'arrêté du 4 février 2004 portant transfert de propriété de biens appartenant à l'Etat
(JO n° 66 du 18 mars 2004, p. 5275)**

La liste des biens transférés à la ville de Toulouse

(Loi n° 2002 – 5 du 4 janvier 2002, relative aux musées de France ; article 13, œuvres proposées au transfert)

Ville de Toulouse

Direction des musées de France :

Envoi direct

INV ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEP	NOTES
	BOULANGER Louis	Trois amours poétiques : Béatrix, Laure, Orsolina	peinture à l'huile ; toile	H. : 261 ; L. : 170	1840	
	ROMAGNESI	Minerve protégeant la France	taille ; marbre	H. : 117 ; L. : 50 ; P. : 48	1818	

Saisies révolutionnaires locales

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEP	NOTES
RO 468	AELST Willem Van	Tableau de fleurs	peinture à l'huile ; bois	H. : 44,8 ; L. : 33,4	1794	
RO 469	AELST Willem Van	Tableau de fleurs	peinture à l'huile ; bois	H. : 57 ; L. : 46	1794	
RO 470	AELST Willem Van	Tableau de fruits	peinture à l'huile ; bois	H. : 37 ; L. : 47	1794	
RO 471	AELST Willem Van	Tableau de fruits	peinture à l'huile ; bois	H. : 44,5 ; L. : 34	1794	
RO 644	ANESI Paolo	Ruine du temple de Bacchus	peinture à l'huile ; toile	H. : 24 ; L. : 18	1794	
RO 643	ANESI Paolo	Vue de la porte Saint-Paul à Rome	peinture à l'huile ; toile	H. : 24 ; L. : 18	1794	
RO 791	anonyme	Bergère au milieu de son troupeau	peinture à l'huile ; toile	32 ; L. : 49,5 L	1794	
RO 323	anonyme	Chemin du Calvaire	peinture à l'huile ; cuivré	H. : 18,5 ; L. : 15,5	1797	
RO 921	anonyme	Eruption d'un volcan	fusain ; pastel ; papier	H. : 39 ; L. : 51	1794	
RO 423	anonyme	Histoire de saint Jean-Baptiste	peinture à l'huile ; bois	H. : 145 ; L. : 160,5 (panneau central) ; H. : 153 ; L. : 79 (panneaux latéraux)	1800	
RO 424	anonyme	La Descente de Croix	peinture à l'huile ; bois	H. : 223 ; L. : 105	1800	
RO 467	anonyme	La Main chaude	peinture à l'huile ; cuivré	H. : 16 ; L. : 13	1794	

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEP	NOTES
RO 407	anonyme	La Sainte Famille	peinture à l'huile ; bois	H. : 108 ; L. : 79	1805	
RO 411	anonyme	La Vierge, l'Enfant Jésus et Saint-Jean	peinture à l'huile ; toile	H. : 125,5 ; L. : 97	1794	
RO 460	anonyme	La Vierge, l'Enfant Jésus et Saint-Jean	peinture à l'huile ; toile	H. : 129 ; L. : 106	1800	
RO 336	anonyme	L'Adoration des mages	peinture à l'huile ; toile	H. : 24 ; L. : 32	1794	
ME 249 ; RA 551A	anonyme	L'Annonciation ; la Vierge	taille directe ; revers évidé ; marbre	H. : 164 ; L. : 41 ; P. : 22	1805	
ME 248 ; RA 551B	anonyme	L'Annonciation ; l'ange	taille directe ; revers plat ; marbre	H. : 189 ; L. : 65 ; P. : 26	1805	
RO 320	anonyme	Le Christ en croix, entre la Vierge et Saint-Jean, le roi Charles VII et le dauphin	tempera ; bois	H. : 178 ; L. : 145	1794	
RO 335	anonyme	Le Poulailier	peinture à l'huile ; toile	H. : 51,5 ; L. : 61	1794	
RO 408	anonyme	Le Repos de la Sainte Famille	peinture à l'huile ; cuivré	H. : 29 ; L. : 24	1794	
RO 334	anonyme	Les Lavandières	peinture à l'huile ; bois	D. : 17	1794	
RO 488	anonyme	Marine	peinture à l'huile ; cuivré	H. : 18, 7 ; L. : 30,5	1794	
RO 426	anonyme	Paturage	peinture à l'huile ; bois	H. : 18 ; L. : 15	1799	
RO 489	anonyme	Paturage	peinture à l'huile ; cuivré	H. : 22, 3 ; L. : 16, 4	1799	
RO 434	anonyme	Paysage	peinture à l'huile ; bois	H. : 13 ; L. : 18	1799	
RO 490	anonyme	Paysage	peinture à l'huile ; bois	H. : 35 ; L. : 54	1799	
RO 221	anonyme	Portrait de Bernard Dupuy du Grez, avocat au Parlement de Toulouse	peinture à l'huile ; toile	H. : 81 ; L. : 65	1794	
RO 330	anonyme	Portrait présumé de René Descartes	peinture à l'huile ; toile	H. : 34 ; L. : 25	1797	
RO 416	anonyme	Saint François d'Assise	peinture à l'huile ; toile	H. : 73,5 ; L. : 60	1794	
RO 337	anonyme	Tableau de fruits	peinture à l'huile ; toile	H. : 66 ; L. : 54	1794	
RO 413	anonyme	Vision de saint Bernard, abbé de Clairvaux	peinture à l'huile ; cuivré	H. : 32 ; L. : 25	1794	
RO 321	anonyme (France)	Le Repos pendant la fuite en Egypte	peinture à l'huile ; bois	D. : 17	1794	
RO 922	Anonyme (France, XVIIIe)	Eruption du Vésuve du 14 décembre 1776	pastel ; papier	H. : 22 ; L. : 15	1794	
RO 909	anonyme (Hollande)	Personnages attablés	peinture à l'huile ; toile	H. : 32 ; L. : 42	1794	
INV 48 21 2	Anonyme (Italie)	Apollon et les heures	peinture à l'huile ; toile	H. : 76 ; L. : 125	1794	
INV 48 21 1	Anonyme (Italie)	L'Aurore	peinture à l'huile ; toile	H. : 76 ; L. : 125	1794	

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEP	NOTES
RO 410	anonyme (Italie)	Saint Jean-Baptiste	peinture à l'huile ; toile	H. : 90 ; L. : 77	1794	
INV 49 6 155	ANTOINE Etienne d'	Pluton ; maquette	modelage ; terre cuite	H. : 29,5	1795	
RA 883	ARCIS Marc	Buste de François de Nupces, président du Parlement de Toulouse (? -1703)	taille ; revers plat ; marbre	H. : 75,5 ; L. : 70,5 ; P. : 31 ; H. : 12,5 (socle)	1794	
RA 881	ARCIS Marc	Buste de Marc Arcis (1655-1739) par lui-même	modelage ; terre cuite ; traces de peinture	H. : 59 ; L. : 52 ; P. : 31 ; H. : 13 (socle)	1794	
INV 49 6 67	ARCIS Marc	Diane à la biche ; maquette	modelage ; terre cuite	H. : 42	1794	
INV 49 6 70	ARCIS Marc	La Religion ; maquette	modelage ; terre cuite	H. : 31 ; L. : 39	1794	
INV 49 6 71	ARCIS Marc	L'Espérance ; maquette	modelage ; terre cuite	H. : 27,5 ; L. : 41	1794	
INV 49 6 73	ARCIS Marc	Saint Jean l'évangéliste ; maquette	modelage ; terre cuite	H. : 39,5	1795	
INV 49 6 72	ARCIS Marc	Saint Mathieu ; maquette	modelage ; terre cuite	H. : 39	1795	
INV 49 6 68	ARCIS Marc	Zéphyr ; maquette	modelage ; terre cuite	H. : 36	1795	
INV 49 6 69	ARCIS Marc (attribué à)	Flore ; maquette	modelage ; terre cuite	H. : 33	1795	
INV 49 6 78	ARCIS Marc (attribué à)	Saint Athanase ; maquette	modelage ; terre cuite	H. : 37,5	1795	
INV 49 6 77	ARCIS Marc (attribué à)	Saint Joseph ; maquette	modelage ; terre cuite	H. : 41	1795	
INV 49 6 74	ARCIS Marc (attribué à)	Saint Marc ; maquette	modelage ; terre cuite	H. : 24	1795	
RA 880	ARCIS Marc (attribué)	Louis XIV (1638-1715)	taille ; marbre	D. : 67	1794	
RO 15	BLANCHARD Gabriel	La Purification de la Vierge	peinture à l'huile ; toile	H. : 314 ; L. : 401	1795	
RO 472	BLOEMAERT Abraham (atelier)	Le Joueur de musette	peinture à l'huile ; toile	H. : 97 ; L. : 81	1794	
RO 431	BLOEMEN Jan Frans Van, ORIZONTE (dit)	Site d'Italie	peinture à l'huile ; toile	H. : 27 ; L. : 41	1794	
RO 432	BLOEMEN Jan Frans Van, ORIZONTE (dit)	Site d'Italie	peinture à l'huile ; toile		1794	
RO 433	BLOEMEN Jan Frans Van, ORIZONTE (dit)	Site d'Italie	peinture à l'huile ; toile		1794	
RO 427	BLOEMEN Pieter Van (attribué), STANDARD (dit)	Circé et les compagnons d'Ulysse	peinture à l'huile ; toile	H. : 36 ; L. : 45	1794	
RO 902	BLOEMEN Pieter Van (attribué), STANDARD (dit)	L'Abreuvoir	peinture à l'huile ; toile	H. : 49, 3 ; L. : 73,5	1794	

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEP	NOTES
RO 903	BLOEMEN Pieter Van (attribué), STANDARD (dit)	Le Maréchal-ferrand	peinture à l'huile ; toile	H. : 49, 3 ; L. : 73,5	1794	
RO 428	BLOEMEN Pieter Van, STANDARD (dit)	Le Manège	peinture à l'huile ; toile	H. : 73 ; L. : 97	1794	
RO 430	BLOEMEN Pieter Van, STANDARD (dit)	Le Maréchal-ferrand	peinture à l'huile ; bois	H. : 25 ; L. : 33	1794	
RO 429	BLOEMEN Pieter Van, STANDARD (dit)	Le Trompette	peinture à l'huile ; bois	H. : 25 ; L. : 32	1794	
RO 28	BOULLOGNE Bon, BOULLOGNE l'Aîné (dit)	Emigration des Tectosages	peinture à l'huile ; toile	H. : 262 ; L. : 322	1794	
RO 843	BRAMES Léonard	La Resurrection	peinture à l'huile ; bois	H. : 26 ; L. : 20	1794	
RO 842	BRAMES Léonard	Le Christ au jardin des Oliviers	peinture à l'huile ; bois	H. : 26 ; L. : 20	1794	
RO 348	CALIARI Paolo (d'après), VERONESE (dit, d'après)	Mars et Vénus	peinture à l'huile ; toile	H. : 110 ; L. : 91	1800	
RO 776	CALLET Antoine François	Deux vestales préparant un sacrifice	peinture à l'huile ; toile	H. : 73 ; L. : 60	1794	
RO 38	CAMMAS Lambert François	Réintégration du Parlement de Toulouse (1775)	peinture à l'huile ; toile	H. : 300 ; L. : 220	1818	
RO 350	CANTARINI Simone, PESARESE IL (dit)	Le Mariage de Sainte-Catherine d'Alexandrie	peinture à l'huile ; toile	H. : 92 ; L. : 121	1794	
RO 362	CARLIERI ; GALLI Ferdinando, BIBIENA (dit, ancienne attribution)	Port de mer	peinture à l'huile ; toile	H. : 47 ; L. : 73	1794	
RO 352	CARRACCI Annibale (d'après)	La Chananéenne aux pieds de Jésus	peinture à l'huile ; toile	H. : 132 ; L. : 99	1794	
RO 877	CASTEELS Pieter II (attribué)	Marché portuaire	peinture à l'huile ; toile	H. : 29, 9 ; L. : 42	1794	
RO 878	CASTEELS Pieter II (attribué)	Port	peinture à l'huile ; toile	H. : 29, 9 ; L. : 42	1794	
RO 354	CASTIGLIONE Giovanni Benedetto, GRECHETTO IL (dit)	Paysage pastoral	peinture à l'huile ; toile	H. : 72 ; L. : 96	1794	
RO 355	CERQUOZZI Michelangelo (attribué), Michel Ange des Batailles (dit)	Le Maréchal-ferrand	peinture à l'huile ; toile	H. : 35 ; L. : 45	1794	

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEP	NOTES
RO 356	CERQUOZZI Michelangelo (attribué), Michel Ange des Batailles (dit)	Le Rémouleur	peinture à l'huile ; toile	H. : 35 ; L. : 45	1794	
RO 41	CHALETTE Jean	La Vierge aux prisonniers	peinture à l'huile ; toile	H. : 159 ; L. : 119	1794	
RO 40	CHALETTE Jean	Le Christ en croix et les Capitouls (1622-1623)	peinture à l'huile ; toile	H. : 375 ; L. : 245	1794	
RO 43	CHAMPAIGNE Philippe de	Les Ames du Purgatoire	peinture à l'huile ; toile	H. : 380 ; L. : 251	1793	
RO 357	CONCA Sébastiano	Le Mariage de Sainte-Catherine	peinture à l'huile ; toile	H. : 33 ; L. : 23	1794	
RO 507	COYPEL Charles Antoine	Héloïse (1101-1164)	pastel ; papier (?)	H. : 70 ; L. : 52	1794	
RO 62	CROZAT Ambroise	La Conversion de Saint-Paul	peinture à l'huile ; toile	H. : 260 ; L. : 190	1794	
RO 63	CROZAT Ambroise	La Vision de Zacharie	peinture à l'huile ; toile	H. : 265 ; L. : 193	1794	
RO 64	CROZAT Ambroise	Le Père éternel	peinture à l'huile ; toile	D.: 202	1794	
RO 730	DAMBRUN Jean (?) ; VAN LOO Carle (d'après)	Ganymède	peinture à l'huile ; toile	H. : 140 ; L. : 197	1800	
RO 183	DEROME François-César ; OUDRY Jean-Baptiste (? , d'après) ; DESPORTES Nicolas (? , d'après)	La Cuisine au pillage	peinture à l'huile ; toile	H. : 80 ; L. : 101	1799	
RO 70	DESPAX Jean-Baptiste	La Sibylle de Cumes	peinture à l'huile ; toile	H. : 248 ; L. : 170	1794	
RO 71	DESPAX Jean-Baptiste	Le Repas chez Simon le Pharisien	peinture à l'huile ; toile	H. : 320 ; L. : 795	1794	
RO 69	DESPAX Jean-Baptiste	Le Roi David	peinture à l'huile ; toile	H. : 248 ; L. : 170	1794	
RO 870	ES Jacob Forsen Van (attribué)	Nature morte	peinture à l'huile ; bois	H. : 33, 7 ; L. : 52	1794	
RO 86	FAVANNE Henri de	Scène d'intérieur	peinture à l'huile ; toile	H. : 40 ; L. : 36	1800	
RO 87	FAYET François	L'Adoration des bergers	peinture à l'huile ; toile	H. : 200 ; L. : 220	1794	
RO 88	FAYET François	Le Repos pendant la fuite en Egypte	peinture à l'huile ; toile	H. : 200 ; L. : 220	1794	
RO 474	FERGUSON H.	La Partie de dés	peinture à l'huile ; toile	H. : 54 ; L. : 73,5	1805	
RO 360	FOSCHI Francesco	L'Hiver	peinture à l'huile ; toile	H. : 79 ; L. : 163,5	1794	
RO 680	FOUQUIERES Jacques	Paysage	peinture à l'huile ; toile	H. : 32,5 ; L. : 39,8	1799	
RO 442	FOUQUIERES Jacques ; FOUQUIER Jacques	Lisière de forêt	peinture à l'huile ; toile	H. : 32 ; L. : 40	1799	

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEP	NOTES
RO 444	Francken Franz II	L'Onocentaure	peinture à l'huile ; cuivre	H. : 17 ; L. : 32	1794	
RO 115	FRANCOIS Guy	La Présentation au Temple ; La Purification	peinture à l'huile ; toile	H. : 198 ; L. : 159	1794	
RO 117	FRANCOIS Guy (attribué)	La Vierge, l'enfant Jésus et Saint-Jean	peinture à l'huile ; toile	H. : 86 ; L. : 62	1794	
RO 116	FRANCOIS Guy (attribué)	Le Mariage de Sainte-Catherine	peinture à l'huile ; toile	H. : 126 ; L. : 97	1794	
RO 118	FRANCOIS Jean I	Le Christ à Emmaüs	peinture à l'huile ; toile	H. : 276 ; L. : 208	1794	
INV 79 5 1	FREDEAU Ambroise	Jésus Christ ressuscité apparaissant à sa mère	peinture à l'huile ; toile	H. : 281 ; L. : 286	1794	
SN	FREDEAU Ambroise	Martyre d'un moine augustin	peinture à l'huile ; toile	Non mesurable	1794	
RO 1682	FREDEAU Ambroise	Saint-Augustin présente son cœur à la Vierge	peinture à l'huile ; toile	H. : 172,5 ; L. : 254,5	1794	
INV 79.5.2	FREDEAU Ambroise	Saint-Augustin reçoit l'habit monastique des mains de Saint-Ambroise et de Saint-Simplicien	peinture à l'huile ; toile	H. : 224 ; L. : 165,5	1794	
RO 812	FREDEAU Ambroise	Saint-Nicolas de Tolentino bercé par le concert des anges	peinture à l'huile ; toile	H. : 260 ; L. : 227	1794	
RO 361	GALLI Ferdinando, BIBIENA (dit)	Le Château Saint-Ange à Rome	peinture à l'huile ; toile	H. : 47 ; L. : 73	1794	
RO 522	GAMELIN Jacques	Achille traîne le cadavre d'Hector autour des murs de Troie	lavis noir ; papier (bleu)	H. : 61 ; L. : 97	1800	
RO 523	GAMELIN Jacques	Ulysse tue les prétendants de Pénélope	lavis noir ; papier (bleu)	H. : 61 ; L. : 97	1800	
RO 92	GAMELIN Jacques	Une orgie	peinture à l'huile ; bois	H. : 39,2 ; L. : 52	1795	
RO 632	GIROLAMO DI CANDIA	Peintures murales des thermes de Titus à Rome (79-81)	gouache ; papier	H. : 60 ; L. : 77	1794	
RO 633	GIROLAMO DI CANDIA	Peintures murales des thermes de Titus à Rome (79-81)	gouache ; papier	H. : 60 ; L. : 77	1794	
RO 345	GUARDI Francesco (attribué)	Le Pont du Rialto à Venise	peinture à l'huile ; toile	H. : 62 ; L. : 93	1794	
RO 448	HELMONT Zeger Jacob	Tabagie	peinture à l'huile ; bois	H. : 25 ; L. : 34	1794	
RO 525	HOIN Claude	Tête de jeune fille	pastel ; papier	H. : 45 ; L. : 37	1800	
RO 524	HOIN Claude	Tête de vieillard	pastel ; papier (?)	H. : 45 ; L. : 37	1800	
RA 914	HOUDON Jean Antoine	Buste de Bélisaire (V. 500-565)	modelage ; plâtre ; teinture	H. : 60 ; L. : 52 ; P. : 40,5 ; H. : 16 (socle)	1794	
RO 128	JOUVENET Jean-Baptiste	Fondation d'une ville en Germanie par les Tectosages	peinture à l'huile ; toile	H. : 273 ; L. : 324	1794	
RO 127	JOUVENET Jean-Baptiste	Le Christ descendu de la Croix	peinture à l'huile ; toile	H. : 209 ; L. : 145	1796	

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEP	NOTES
RO 451	KABEL Adriaen van der	La Halte à l'auberge	peinture à l'huile ; toile	H. : 61 ; L. : 74	1794	
RO 452	KABEL Adriaen van der	Italiens jouant à la morra	peinture à l'huile ; toile	H. : 59 ; L. : 70	1794	
RO 476	KALF Willem	Intérieur de cuisine	peinture à l'huile ; toile	H. : 36 ; L. : 42,5	1797	
RO 134	LA FOSSE Charles de	La Présentation au Temple	peinture à l'huile ; toile	H. : 307 ; L. : 401	1794	
RO 133	LA FOSSE Charles de (attribué)	Vénus et Vulcain	peinture à l'huile ; toile	H. : 43 ; L. : 63	1794	
RO 131	LABEYRIE Gaubert	Enée au sac de Troie	peinture à l'huile ; toile	H. : 635 ; L. : 77	1797	
RO 419	LACROIX Charles François de (attribué), LACROIX de MARSEILLE (dit, attribué)	Marine ; effet de brouillard	peinture à l'huile ; toile	H. : 36,6 ; L. : 47	1794	
RO 420	LACROIX Charles François de (attribué), LACROIX de MARSEILLE (dit, attribué)	Une tempête	peinture à l'huile ; toile	H. : 35 ; L. : 45	1794	
RO 136	LAGRENEE Louis Jean François, LAGRENEE L' Aîné (dit)	Coriolan chez les Volsques	peinture à l'huile ; toile	H. : 219 ; L. : 270	1794	
RO 135	LAGRENEE Louis Jean François, LAGRENEE L' Aîné (dit)	La Charité romaine	peinture à l'huile ; toile	H. : 62 ; L. : 73	1794	
RO 141	LARGILLIERE Nicolas de	Portrait de la comtesse de Bemareau	peinture à l'huile ; toile	H. : 81 ; L. : 64,5	1794	
RO 459	LARGILLIERE Nicolas de ; RUBENS Pierre Paul (d'après)	Thomyris, reine des Massagètes, fait plonger la tête de Cyrus dans un vase rempli de sang	peinture à l'huile ; toile	H. : 262,5 ; L. : 196,5	1800	
RO 143	LASSAVE	Portrait de l'auteur	peinture à l'huile ; toile	H. : 61 ; L. : 49	1794	
RO 155	LEBRE André	Glorification de saint Martin	peinture à l'huile ; toile	H. : 254 ; L. : 174	1794	
RO 157	LEBRE André	L'Enfant Jésus endormi sur la Croix	peinture à l'huile ; toile	H. : 76 ; L. : 133	1794	
RO 156	LEBRE André	Sainte Rose de Lima	peinture à l'huile ; toile	H. : 178 ; L. : 129	1794	
RO 807	LEBRE André (attribué)	Saint Roch secouru par un ange	peinture à l'huile ; toile	L. : 225 ; L. : 179	1794	
RA 917	LEMOYNE Jean-Baptiste fils	Buste de madame de la Popelinière-Mondran (1737-1824)	modelage ; revers partiel- lement évidé ; plâtre ; teinture	H. : 62 ; L. : 50 ; P. : 28 ; H. : 14 (socle)	1794	
RO 366	LOCATELLI Andrea	Les Pèlerins d'Emmaüs	peinture à l'huile ; bois	H. : 30 ; L. : 40	1794	

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEP	NOTES
RO 365	LOCATELLI Andrea	Tobie et l'Ange sur les bords du Tigre	peinture à l'huile ; bois	H. : 30 ; L. : 40	1794	
RO 367	MARATTA Carlo (d'après)	L'Immaculée conception	peinture à l'huile ; toile	H. : 320 ; L. : 220	1794	
RO 377	MARATTA Carlo ; SANTI Raffaello, RAPHAEL (dit, d'après)	Incendie du Borgo Vecchio	peinture à l'huile ; toile	H. : 105 ; L. : 148	1800	
RO 378	MARATTA Carlo ; RAPHAËL (d'après)	Le Parnasse	peinture à l'huile ; toile	H. : 100 ; L. : 146	1794	
RO 747	MESCHIN Mme	Portrait du sculpteur François Lucas	peinture à l'huile ; toile	H. : 70 ; L. : 50	1794	
RO 172	MICHEL Jean	Bacchanale	peinture à l'huile ; toile	H. : 32 ; L. : 42	1795	
RO 170	MICHEL Jean	Les Noces de Cana	peinture à l'huile ; toile	H. : 267 ; L. : 545	1794	
RO 177	MOILLON Louise	Fruits	peinture à l'huile ; bois	H. : 44 ; L. : 58	1799	
RO 178	MOILLON Louise	Fruits	peinture à l'huile ; bois	H. : 38 ; L. : 52	1799	
RO 179	MOILLON Louise	Fruits	peinture à l'huile ; toile	H. : 38 ; L. : L. : 52	1799	
RO 176	MOILLON Louise	Tableau de fruits	peinture à l'huile ; bois	H. : 44 ; L. : 58	1799	
RO 180	MONNOYER Jean-Baptiste	Fleurs	peinture à l'huile ; toile	H. : 43 ; L. : 34	1799	
RO 707	MONNOYER Jean-Baptiste	Fleurs	peinture à l'huile ; toile	H. : 43 ; L. : 34	1799	
RO 414	MONSU Aurora (attribué à)	Gibier et fruits	peinture à l'huile ; toile	H. : 46 ; L. : 61	1794	
RO 774	MONSU Aurora (attribué à)	Gibier et fruits	peinture à l'huile ; toile	H. : 46 ; L. : 61	1794	
RO 709	NEYTS A. Egidius	Site alpestre	peinture à l'huile ; bois	H. : 41 ; L. : 32	1799	
RO 455	NIEUWLANDT Willem Van (attribué)	Vue du temple de Minerva Médica, à Rome	peinture à l'huile ; cuivré	H. : 17 ; L. : 22	1799	
RO 184	PADER Hilaire	La Flagellation	peinture à l'huile ; toile	H. : 198 ; L. : 170	1800	
RO 185	PAILLET Antoine	L'Annonciation	peinture à l'huile ; toile	H. : 243 ; L. : 170	1794	
RA 915	PAJOU Augustin	Saint François de Sales en prière	modelage ; terre cuite	H. : 79	1794	
RO 188	PEAU Alexandre, PAU de SAINT-MARTIN Alexandre(dit)	Site aux environs de Paris	peinture à l'huile ; bois	H. : H. : 44 ; L. : 54	1800	
RO 187	PEAU Alexandre, PAU de SAINT-MARTIN Alexandre(dit)	Site normand	peinture à l'huile ; bois	H. : 44 ; L. : 54	1800	
RO 192	PERRIN Jean Charles Nicaise	Alexandre et Timoclée	peinture à l'huile ; toile	H. : 101 ; L. : 136	1794	
RO 193	PERRIN Jean Charles Nicaise	La Mort de Sophonisbe	peinture à l'huile ; toile	H. : 89 ; L. : 133	1794	

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEP	NOTES
RO 195	PEYRON Jean François Pierre	Bélisaire revécant l'hospitalité d'un paysan ayant servi sous ses ordres	peinture à l'huile ; toile	H. : 93 ; L. : 132	1793	
RO 194	PEYRON Jean François Pierre	Cornélie, mère des Gracques	peinture à l'huile ; toile	H. : 93 ; L. : 132	1794	
RO 481	POORTER Willem de	Lucrèce au travail	peinture à l'huile ; bois	H. : 44 ; L. : 54	1799	
RO 373-2	RENI GUIDO (école, ?) ; LE GUIDE (dit, école, ?)	Madeleine pénitente	peinture à l'huile ; toile	H. : 106 ; L. : 93	1794	
RO 212	RESTOUT Jean Bernard	Diogène demandant l'aumône aux statues	peinture à l'huile ; toile	H. : 111 ; L. : 144	1794	
RO 308	RICCHI Pietro, Pietro DA LUCCA (dit)	Sainte Cécile	peinture à l'huile ; toile	H. : 135 ; L. : 112	1794	
RO 236	RIVALZ Antoine	Autoportrait devant l'esquisse de la Chute des anges rebelles	peinture à l'huile ; toile	H. : 83 ; L. : 64	1818	
RO 231	RIVALZ Antoine	L'Annonciation	peinture à l'huile ; toile	H. : 70,3 ; L. : 57,5	1794	
RO 237	RIVALZ Antoine	L'Apothicaire des Cordeliers de Toulouse	peinture à l'huile ; bois	H. : 184 ; L. : 82	1805	
RO 230	RIVALZ Antoine	Le Pape Urbain II consacrant la basilique de Saint-Sernin de Toulouse	peinture à l'huile ; toile	H. : 232 ; L. : 154	1794	
RO 232	RIVALZ Antoine	Portrait de la Présidente de Riquet en Diane chasserresse	peinture à l'huile ; toile	H. : 123 ; L. : 101	1794	
RO 234	RIVALZ Antoine	Saint Jean de Capestrano	peinture à l'huile ; toile	H. : 222 ; L. : 127	1794	
RO 233	RIVALZ Antoine	Saint Louis d'Anjou, évêque de Toulouse	peinture à l'huile ; toile	H. : 225 ; L. : 127	1794	
RO 235	RIVALZ Antoine	Un saint Cordelier	peinture à l'huile ; toile	H. : 213 ; L. : 131	1794	
RO 223	RIVALZ Antoine ; RIVALZ Jean Pierre, LE CHEVALIER RIVALZ	Portrait de Jean-Pierre Rivalz	peinture à l'huile ; toile	H. : 124 ; L. : 98,7	1794	
SN	RIVALZ Jean Pierre, LE CHEVALIER RIVALZ (dit)	André, roi de Hongrie, recevant la croix de chevalier de Malte	peinture à l'huile ; toile	H. : 255 ; L. : 415	1794	
RO 238	RIVALZ Jean Pierre, LE CHEVALIER RIVALZ (dit)	La Nativité	peinture à l'huile ; toile	H. : 69,6 ; L. : 57	1806	
RO 421	ROOS Philipp Peter, ROSA DA TIVOLI (dit)	Taureau romain	peinture à l'huile ; toile	H. : 47 ; L. : 63	1794	
RO 383	SANTI Raffaello (d'après), RAPHAEL (dit, d'après)	Attila aux portes de Rome	peinture à l'huile ; toile	H. : 52 ; L. : 74	1794	
RO 384	SANTI Raffaello (d'après), RAPHAEL (dit, d'après)	Dispute du Saint-Sacrement	peinture à l'huile ; toile	H. : 54 ; L. : 72	1794	

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEP	NOTES
RO 385	SANTI Raffaello (d'après), RAPHAEL (dit, d'après)	Heliodore chassé du Temple	peinture à l'huile ; toile	H. : 54 ; L. : 74	1794	
RO 379	SANTI Raffaello (d'après), RAPHAEL (dit, d'après)	Incendie du Borgo Vecchio	peinture à l'huile ; toile	H. : 52 ; L. : 64	1794	
RO 387	SANTI Raffaello (d'après), RAPHAEL (dit, d'après)	La Transfiguration	peinture à l'huile ; toile	H. : 76 ; L. : 51	1794	
RO 386	SANTI Raffaello (d'après), RAPHAEL (dit, d'après)	Le Miracle de Bolséna	peinture à l'huile ; toile	H. : 54 ; L. : 74	1794	
RO 380	SANTI Raffaello (d'après), RAPHAEL (dit, d'après)	Le Parnasse	peinture à l'huile ; toile	H. : 52 ; L. : 74	1794	
RO 381	SANTI Raffaello (d'après), RAPHAEL (dit, d'après)	L'Ecole d'Athènes	peinture à l'huile ; toile	H. : 52 ; L. : 74	1794	
RO 844	SANTI Raffaello (d'après), RAPHAEL (dit, d'après)	L'Ecole d'Athènes	peinture à l'huile ; toile	H. : 124 ; L. : 174	1794	
RO 382	SANTI Raffaello (d'après), RAPHAEL (dit, d'après)	Saint Pierre délivré de prison	peinture à l'huile ; toile	H. : 52 ; L. : 74	1794	
RO 258	SAUVAGE Pieter Joseph, SAUVAGE Piat (dit)	Cortège bachique, bas-relief en grisaille	grisaille ; peinture à l'huile ; toile	H. : 48 ; L. : 64,5	1794	
INV 49 6 113	SCHEFFAUER Philipp Jakob	Méléagre	terre cuite	H. : 97 ; L. : 41 ; P. : 31	1794	
RO 482	SIBERECHTS Jan (attribué)	Scène pastorale	peinture à l'huile ; bois	H. : 36, 7 ; L. : 41,5	1794	
RO 279	SUBLEYRAS Pierre	Fantaisie d'artiste ; nature morte symbolique	peinture à l'huile ; toile	H. : 76 ; L. : 100	1794	
RO 271	SUBLEYRAS Pierre	Joseph expliquant les songes du Pharaon	peinture à l'huile ; toile	H. : 260 ; L. : 185	1794	
RO 274	SUBLEYRAS Pierre	La Circoncision	peinture à l'huile ; toile	H. : 260 ; L. : 186	1794	
RO 272	SUBLEYRAS Pierre	L'Annonciation	peinture à l'huile ; toile	H. : 260 ; L. : 195	1794	
RO 270	SUBLEYRAS Pierre	Le Sacre de Louis XV	peinture à l'huile ; toile	H. : 205 ; L. : 255	1794	
RO 273	SUBLEYRAS Pierre	Le Songe de saint Joseph	peinture à l'huile ; toile	H. : 260 ; L. : 186	1794	
RO 276	SUBLEYRAS Pierre	Saint-Joseph tenant l'Enfant Jésus	peinture à l'huile ; toile	H. : 219 ; L. : 173	1794	
RO 275	SUBLEYRAS Pierre	Saint-Pierre guérissant un paralytique	peinture à l'huile ; toile	H. : 260 ; L. : 186	1794	
RO 391	TEMPESTA Antonio (attribué)	Combat de cavalerie	peinture à l'huile ; toile	H. : 51 ; L. : 77	1799	
RO 847-2	TEMPESTA Antonio (attribué)	Combat de cavalerie	peinture à l'huile ; toile	H. : 35 ; L. : 62	1794	
RO 847-1	TEMPESTA Antonio (attribué)	L'Attaque d'un pont	peinture à l'huile ; toile	H. : 35 ; L. : 62	1794	

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEP	NOTES
RO 641	TIERCE Jean-Baptiste, THIERS Jean-Baptiste	Ruines de Paestum	peinture à l'huile ; toile	H. : 60 ; L. : 96	1794	
RO 642	TIERCE Jean-Baptiste, THIERS Jean-Baptiste	Une tempête	peinture à l'huile ; toile	H. : 60 ; L. : 96	1794	
RO 394	TIZIANO Vecellio (d'après), TITIEN (dit, d'après)	Les Quatre âges de l'homme	peinture à l'huile ; toile	H. : 122 ; L. : 160	1794	
RO 727	TOURNIER Nicolas	La Bataille des Roches-Rouges	peinture à l'huile ; toile	H. : 260 ; L. : 550	1794	
RO 282	TOURNIER Nicolas	La Vierge et l'Enfant	peinture à l'huile ; toile	H. : 117 ; L. : 106	1794	
RO 283	TOURNIER Nicolas	Le Christ descendu de la Croix	peinture à l'huile ; toile	H. : 238 ; L. : 183	1794	
RO 284	TOURNIER Nicolas	Le Christ porté au tombeau	peinture à l'huile ; toile	H. : 314 ; L. : 166	1794	
RO 142	TROY François de (attribué à) ; LARGILLIERE Nicolas de (ancienne attribution)	Portrait de Marie-Anne de Bourbon, princesse de Conti	peinture à l'huile ; toile	H. : 116 ; L. : 89,5	1794	
RO 286	TROY Jean de	La Conception de la Vierge	peinture à l'huile ; toile	H. : 2H. : 44 ; L. : 157	1795	
RO 288	TROY Jean de	Le Songe de saint Joseph	peinture à l'huile ; toile	H. : 272 ; L. : 200	1794	
RO 287	TROY Jean de (attribué)	Sainte Madeleine avec des anges musiciens	peinture à l'huile ; toile	H. : 218 ; L. : 317	1794	
RO 301 ; RO 731	VAN LOO Jules César Denis	Campagne romaine	peinture à l'huile ; toile	H. : 72,5 ; L. : 126,5	1794	
RO 303	VAN LOO Jules César Denis	La Fontaine d'Acqua Acetosa ; campagne romaine	peinture à l'huile ; toile	H. : 58 ; L. : 93	1794	
RO 298	VAN LOO Jules César Denis	Paysage : route de Tivoli à Subiaco	peinture à l'huile ; toile	H. : 28 ; L. : 44	1794	
RO 299	VAN LOO Jules César Denis	Site d'Italie	peinture à l'huile ; toile	H. : 30 ; L. : 45	1794	
RO 300	VAN LOO Jules César Denis	Vue de Ponte Molle	peinture à l'huile ; toile	H. : 58 ; L. : 93	1794	
RO 484	VERBEECK Pieter Cornelisz	Cheval d'amazone	peinture à l'huile ; bois	H. : 31 ; L. : 24,4	1794	
RO 798	VERDUSSEN Jan Peeter (?)	Bataille	peinture à l'huile ; toile	H. : 87 ; L. : 107	1794	
RO 799	VERDUSSEN Jan Peeter (?)	Bataille	peinture à l'huile ; toile	H. : 87 ; L. : 107	1794	
RO 397	VERRIO Antonio	Le Mariage de la Vierge	peinture à l'huile ; toile	H. : 351 ; L. : 237	1794	
RO 398	VERRIO Antonio	Saint Félix de Cantalice	peinture à l'huile ; toile	H. : 214 ; L. : 173	1794	
RO 306	VIEN Joseph-Marie	Académie	peinture à l'huile ; toile	H. : 86 ; L. : 69	1794	
RA 899	VIGAN Pierre	Buste de François Philippe Antoine Garipuy (? -1782), directeur des travaux publics de la province de Languedoc, membre de l'académie des sciences	taille ; marbre	H. : 58,5 ; L. : 49 ; P. : 37 ; H. : 13,5 (socle)	1794	

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEP	NOTES
RO 316	VLEUGELS Nicolas	Vulcain livrant à Vénus les armes d'Enée	peinture à l'huile ; cuivré	H. : 15 ; L. : 19	1794	
RO 312	VOLAIRE Pierre Jacques, LE CHEVALIER VOLAIRE (dit)	Eruption nocturne du Vésuve	peinture à l'huile ; toile	H. : 76 ; L. : 160	1794	
RO 315	VOUET Simon	Le Serpent d'airain	peinture à l'huile ; toile	H. : 290 ; L. : 619	1794	
RO 314	VOUET Simon	L'Invention de la vraie Croix	peinture à l'huile ; toile	H. : 300 ; L. : 658	1794	
RO 399	ZAMPIERI Domenico (d'après), LE DOMINQUIN (dit, d'après)	Sainte Cécile	peinture à l'huile ; toile	H. : 168 ; L. : 121	1800	
RO 344	ZUCCHI Jacopo (attribué)	La Sainte Famille	peinture à l'huile ; cuivre	H. : 43 ; L. : 36	1794	

Envois du Consulat et de l'Empire

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEP	NOTES
RO 340 ; D 1812-8	ALLEGRI Antonio (d'après), Le CORREGE (dit, d'après)	Le Mariage mystique de sainte Catherine d'Alexandrie	peinture à l'huile ; toile	H. : 107 ; L. : 103	1811	
RO 269 ; D 1803 4	anonyme	Communion de Saint-Pierre	peinture à l'huile ; toile	H. : 167 ; L. : 91	1803	
RO 6 ; D 1803.19	anonyme	Jacob retourne dans la terre de Canaan	peinture à l'huile ; toile	H. : 95 ; L. : 128	1803	
RO 766 ; D 1961-11	anonyme	Sacrifice de Noé au sortir de l'arche	peinture à l'huile ; toile	H. : 100 ; L. : 130	1803	
RO 200 ; D 1812.24	anonyme (France, XVIIe) ; POUSSIN (ancienne attribution) ; BOURDON Sébastien (ancienne attribution)	Saint Jean-Baptiste désignant le Christ	peinture à l'huile ; toile	H. : 65 ; L. : 50	1811	
RO 373-1 ; D 1812.11	BAGLIONE Giovanni (attribué)	Sainte-Madeleine méditant sur la couronne d'épines	peinture à l'huile ; bois	H. : 65 ; L. : 48	1811	
RO 351 ; D 1812-3	BONONI Carlo	Apparition de Notre-Dame de Lorette	peinture à l'huile ; toile	H. : 259 ; L. : 170	1811	
RO 297 ; D 1812 28	BOULOGNE Valentin de, VALENTIN (dit)	Judith	peinture à l'huile ; toile	H. : 97 ; L. : 74	1811	
RO 31 ; D 1805.13	BOURDON Sébastien	Le Martyre de saint André	peinture à l'huile ; toile	H. : 97 ; L. : 74	1805	
RO 437	BRIL Paul (attribué)	Vénus et Adonis	peinture à l'huile ; toile	H. : 144 ; L. : 196	1803	
RO 353 ; D 1803-15	CARRACCI Annibale (d'après)	Le Christ mort	peinture à l'huile ; cuivré	H. : 38 ; L. : 29	1803	
RO 39 ; D 1812.5	CAZES Pierre-Jacques	La Vierge et l'Enfant Jésus	peinture à l'huile ; toile	H. : 336 ; L. : 180	1811	
RO 44 ; D 1803.8	CHAMPAIGNE Philippe de	L'Annonciation	peinture à l'huile ; toile	H. : 123 ; L. : 158	1803	

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEP	NOTES
D 1805.1	CHAMPAIGNE Philippe de	Le Christ descendu de la Croix		H. : 132 ; L. : 200	1805	
RO 46 ; D 1812.6	CHAMPAIGNE Philippe de	Réception d'Henri d'Orléans, duc de Longueville, dans l'ordre du Saint-Esprit, par le roi Louis XIII le 15 mai 1633	peinture à l'huile ; toile	H. : 293 ; L. : 400	1811	
RO 453 ; D 1812-15	COEBERGERHER Wenzel	Le Christ présenté au peuple	peinture à l'huile ; bois	H. : 133 ; L. : 169	1811	
RO 473 ; D 1812-7	CORNELISZ Cornélis, Cornélis VAN HAARLEM (dit)	Avant le Déluge	peinture à l'huile ; bois	H. : 112 ; L. : 155	1811	
RO 438	CRAYER Gaspard de	Job dans l'adversité ; Job sur son fumier	peinture à l'huile ; toile	H. : 268 ; L. : 196	1803	
RO 358 ; D 1812-9	CRESPI Giuseppe Maria, SPAGNUOLO LO (dit)	Démocrite et Héraclite	peinture à l'huile ; toile	H. : 143 ; L. : 116	1811	
RO 439 ; D 1803-11	DYCK Antoon Van	Le Christ aux anges	peinture à l'huile ; toile	H. : 139 ; L. : 106	1803	
RO 440 ; D 1805-3	DYCK Antoon Van	Le Miracle de la mule (légende de saint Antoine de Padoue)	peinture à l'huile ; toile	H. : 326 ; L. : 191	1805	
RO 441 ; D 1803-20	DYCK Antoon Van (d'après)	Achille reconnu par Ulysse à la cour de Lycomède	peinture à l'huile ; toile	H. : 89 ; L. : 107	1803	
RO 675 ; D 1803.23	FAVRAY Antoine, chevalier de	Femmes maltaises	peinture à l'huile ; toile	H. : 93 ; L. : 124	1803	
RO 674 ; D 1803.22	FAVRAY Antoine, chevalier de	Femmes turques	peinture à l'huile ; toile	H. : 93 ; L. : 124	1803	
RO 478 ; D 1812-16	FLEMALLE Bertholet (attribué)	La Conversion de Saint Paul	peinture à l'huile ; toile	H. : 463 ; L. : 266	1811	
RO 477 ; D 1803-7	FLEMALLE Bertholet (attribué)	Le Christ en croix	peinture à l'huile ; toile	H. : 118 ; L. : 113	1803	
RO 369 ; D 1812-25	FRANCESCO DEL CAIRO	Le Mariage mystique de sainte Catherine	peinture à l'huile ; toile	H. : 299 ; L. : 225	1811	
RO 342 ; D 1805.2	GUERCHIN LE (dit), BARBIERI Giovanni Francesco	La Gloire de tous les saints protecteurs de la ville de Modène	peinture à l'huile ; toile	H. : 364 ; L. : 208	1805	
RO 343 ; D 1812.1	GUERCHIN LE (dit, d'après), BARBIERI Giovanni Francesco (d'après)	Le Martyre de Saint-Jean et Saint-Paul	peinture à l'huile ; toile	H. : 305 ; L. : 208	1811	
RO 121 ; D 1812.12	HENNEQUIN Philippe-Auguste	La Bataille de Quiberon	peinture à l'huile ; toile	H. : 391 ; L. : 708	1811	
RO 449 ; D 1812-14	JANSSENS Jan (attribué)	Le Couronnement d'épines	peinture à l'huile ; toile	H. : 185 ; L. : 154	1811	
RO 140 ; D 1812.17	LARGILLIERE Nicolas de (attribué)	Portrait de l'auteur	peinture à l'huile ; toile	H. : 81 ; L. : 64	1811	
RO 364	LAURI Filippo (attribué)	La Lapidation de Saint-Etienne	peinture à l'huile ; toile	H. : 46 ; L. : 64	1803	
RO 159 ; D 1805 7	LE SUEUR Eustache	Sacrifice à Manue ; Voeu de Gédéon	peinture à l'huile ; toile	H. : 118 ; L. : 84	1805	
RO 479 ; D 1812-19	MARSEUS VAN SCHRIECK Otto	Serpent, grenouille et papillons	peinture à l'huile ; toile	H. : 67,5 ; L. : 56,3	1811	
RO 480 ; D 1812-22	MIEREVELT Michiel Jansz Van	Portrait d'homme	peinture à l'huile ; bois	H. : 67,5 ; L. : 56,3	1811	

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEP	NOTES
RO 173 ; D 1812 21	MIGNARD Pierre	Le Christ au roseau	peinture à l'huile ; toile	H. : 115 ; L. : 88	1811	
RO 174 ; D 1805 11	MIGNARD Pierre	Trois muses ; allégorie	peinture à l'huile ; toile	H. : 195 ; L. : 290	1805	
RO 346 ; D 1812-2	MOLA Pier Francesco (attribué)	Moïse foulant aux pieds la couronne du pharaon	peinture à l'huile ; toile	H. : 212 ; L. : 142	1811	
RO 867 ; D 1961-12	MOMPER Josse II de (attribué)	Scène de brigandage	peinture à l'huile ; toile	H. : 155 ; L. : 220	1803	
RO 374 ; D 1803-18	MUTTONI Pietro (attribué), DELLA VECCHIA Pietro (dit, attribué) ; ROSA Salvatore (d'après)	Neptune menaçant les vents	peinture à l'huile ; toile	H. : 100 ; L. : 75,5	1803	
RO 182 ; D 1812 23	OUDRY Jean-Baptiste	Louis XV chassant le cerf dans la forêt de Saint-Germain	peinture à l'huile ; toile	H. : 211 ; L. : 387	1811	
RO 783 ; D 1961-13	PIPPI Giulio, Giulio ROMANO (dit)	Triomphe	peinture à l'huile ; toile	H. : 136 ; L. : 230	1811	
RO 201 ; D 1803 26	POUSSIN Nicolas (d'après)	Le Repos de la Sainte Famille	peinture à l'huile ; toile	H. : 38 ; L. : 48	1803	
RO 457 ; D 1803-13	QUELLINUS Erasmus	Le Martyre de Saint Laurent	peinture à l'huile ; bois	H. : 64 ; L. : 82	1803	
RO 456 ; D 1803-12	QUELLINUS Erasmus	Sainte Catherine au mont Sinai	peinture à l'huile ; bois	H. : 65 ; L. : 81	1803	
RO 372 ; D 1803-6	RENI Guido (d'après), LE GUIDE (dit, d'après)	David et Abigail	peinture à l'huile ; toile	H. : 160 ; L. : 160	1803	
RO 370 ; D 1805-4	RENI Guido, LE GUIDE (dit)	Apollon écorchant Marsyas	peinture à l'huile ; toile	H. : 220 ; L. : 167	1805	
RO 371 ; D 1803-5	RENI Guido, LE GUIDE (dit)	Le Christ tenant sa croix	peinture à l'huile ; bois	H. : 39 ; L. : 25,5	1803	
RO 375 ; D 1805-8	ROSSELLI Matteo	Le Triomphe de Judith	peinture à l'huile ; toile	H. : 230 ; L. : 292	1805	
RO 458 ; D 1805-6	RUBENS Peter-Paul, RUBENS Pierre-Paul (dit)	Le Christ entre les deux larrons	peinture à l'huile ; bois	H. : 295 ; L. : 190	1805	
RO 376 ; D 1803-14	SANTI Raffaello (d'après, ?) ; RAPHAEL (dit, d'après, ?)	Tête de femme	peinture à l'huile ; toile	H. : 49 ; L. : 40	1803	
RO 264 ; D 1803-24	SEVIN Claude	Alexandre et Diogène	peinture à l'huile ; toile	H. : 142 ; L. : 112	1803	
RO 463 ; D 1803-17	SNAYERS Pieter	Portrait d'un évêque	peinture à l'huile ; toile	H. : 94 ; L. : 69	1803	
RO 390 ; D 1805-10	SOLIMENA Francesco, ABBATE Ciccio (dit)	Portrait de femme	peinture à l'huile ; toile	H. : 219 ; L. : 100	1805	
RO 267 ; D 1812 27	STELLA Jacques	Le Mariage de la Vierge	peinture à l'huile ; toile	H. : 360 ; L. : 450	1811	
RO 462 ; D 1812-26	STOMER Mathias	L'Adoration des mages	peinture à l'huile ; toile	H. : 235 ; L. : 181	1811	
RO 775 ; D 1803-27	TARDIEU Jean Charles, TARDIEU-COCHIN (dit)	La Justification de Suzanne	peinture à l'huile ; toile	H. : 107 ; L. : 146	1803	

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEP	NOTES
RO 409 ; D 1803-21	TINTORET Jacopo Robusti , IL TINTORETTO (dit, école, attribué)	Portrait d'un noble vénitien	peinture à l'huile ; toile	D. : 110	1803	
RO 392 ; D 1812-29	VANNI Francesco	La Vierge aux anges	peinture à l'huile ; bois	H. : 77 ; L. : 56	1811	
RO 393 ; D 1803-10	VANNUCCI Pietro, IL PERUGINO, PERUGIN (dit)	Saint Jean l'évangéliste (?) et saint Augustin	peinture à l'huile ; bois	H. : 173 ; L. : 92	1803	
RO 485 ; D 1961-16	VERELST Pieter	Tête de vieillard	peinture à l'huile ; bois	H. : 72,3 ; L. : 55	1811	
RO 313 ; D 1805 9	VOUET Aubin	La Délivrance de Saint-Pierre	peinture à l'huile ; toile	H. : 327 ; L. : 237	1805	
RO 445 ; D 1812-18	WILLEBOIRTS Thomas, BOSSCHAERT Thomas (dit)	Le Martyre de Saint-Jacques (titre récent) ; Martyre d'un chrétien (titre ancien)	peinture à l'huile ; toile	H. : 393 ; L. : 306	1811	
RO 422 ; D 1812-30	WITTEL Gaspar Van, VANVITELLI (dit)	La Place Saint-Pierre à Rome	peinture à l'huile ; toile	H. : 49 ; L. : 97	1811	

Concessions de la Restauration

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEP	NOTES
RO 389 ; D 1819-5	SANTI Raffaello (d'après), RAPHAEL (dit, d'après)	La Vierge à la chaise	peinture à l'huile ; toile	D. : 71	1819	
B 106	STELLA Jacques	Le Repos de la Sainte Famille	peinture à l'huile ; toile	H. : 90 ; L. : 79,5	1819	
RO 324 ; D 1819 4	anonyme	Construction d'un monastère avec l'apparition de Saint-François	peinture à l'huile ; bois	H. : 94 ; L. : 51	1819	

Collection Campana, peintures, envoi de 1863

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEP	NOTES
RO 333 ; D 1865 5	FONTANA Prospero (ancienne attribution)	Portrait d'un religieux	peinture à l'huile ; toile	H. : 59 ; L. : 48	1863	
D 1865-3	GHERARDI Cristoforo	La Visitation	peinture à l'huile ; toile	H. : 250 ; L. : 274	1863	
RO 396 ; D 1865-4	VECELLIO Orazio (attribué)	La Sainte Famille	peinture à l'huile ; toile	H. : 82 ; L. : 101	1863	

Musée du Louvre, département des peintures

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEP	NOTES
INV 2193	ABEL DE PUJOL Alexandre-Denis	Les Protoétides changées en rocher	peinture à l'huile ; toile	H. : 130,5 ; L. : L. : 185	1891	
INV 2852	BRENET Nicolas Guy	L'agriculteur romain Caius Furius Cressinus accusé de sortilège	peinture à l'huile ; toile	H. : 324 ; L. : 326	1872	
INV 3282	COGNIET Léon	Marius sur les ruines de Carthage	peinture à l'huile ; toile	H. : 310 ; L. : 420	1872	
INV 439	PORTA Giuseppe, SALVIATI le Jeune (dit)	Adam et Eve chassés du Paradis	peinture à l'huile ; toile	H. : 221 ; L. : 174	1872	
INV 764bis	TIZIANO Vecellio (d'après), TITIEN (dit, d'après)	Vénus et deux Amours	peinture à l'huile ; toile	H. : 113 ; L. : 111	1872	
INV 8226	TROY Jean-François de	Jason, après avoir lancé les dents du serpent et se voyant attaqué par les soldats qu'elles avaient fait naître, lance une pierre qui fait tourner contre eux leurs armes	peinture à l'huile ; toile	H. : 330 ; L. : 450	1873	
INV 8224	TROY Jean-François de	La Mort de Creusse	peinture à l'huile ; toile	H. : 343 ; 400	1873	
INV 8244	VALENCIENNES Pierre Henri de	Paysage historique ; colloque d'Archélaos et de Sylla	peinture à l'huile ; toile	H. : 100 ; L. : 163	1872	
INV 8425 ; MR 2662	VIEN Joseph-Marie	L'amour fuyant l'esclavage	peinture à l'huile ; toile	H. : 22 ; L. : 31	1876	

Musée du Louvre, département des antiquités grecques, étrusques et romaines

INV ETAT	INV MUS	TITR	MAT	DIMS	DEPOS	OBS
n° d'envoi Campana : 2	26585	Oenochœ	terre cuite	H. : 28,5	1863	
n° d'envoi Campana : 3 ?	26618	Oenochœ	terre cuite	H. : 26,5	1863	
n° d'envoi Campana : 4	26616	Oenochœ	terre cuite	H. : 23,5	1863	
n° d'envoi Campana : 5 ou 8	26584	Oenochœ	terre cuite	H. : 20,5	1863	
n° d'envoi Campana : 6	26619	Oenochœ	terre cuite	H. : 22,3	1863	
n° d'envoi Campana : 7	26587	Oenochœ	terre cuite	H. : 24,5	1863	
n° d'envoi Campana : 8 ou 5	26614	Oenochœ/ olpé	terre cuite	H. : 15,1	1863	
n° d'envoi Campana : 9	26588	Oenochœ	terre cuite	H. : 14	1863	
n° d'envoi Campana : 10	26576	Amphore	terre cuite	H. : 28,2	1863	
n° d'envoi Campana : 11	26594	Amphore	terre cuite	H.	1863	
n° d'envoi Campana : 12	26602	Coupe en calice	terre cuite	H. : 16,8 ; D. : 15,4	1863	

INV ETAT	INV MUS	TITR	MAT	DIMS	DEPOS	OBS
n° d'envoi Campana : 13	26573	Calice à haut pied	terre cuite	D. : 17	1863	
n° d'envoi Campana : 14	26548	Calice à haut pied	terre cuite	H. : 15,7 ; D. : 15,3	1863	
n° d'envoi Campana : 15	26577	Calice à haut pied	terre cuite	H.	1863	A
n° d'envoi Campana : 16	26574	Calice à haut pied	terre cuite	D. : 15,2	1863	A
n° d'envoi Campana : 17	26572	Calice à haut pied	terre cuite	H. : 13,4	1863	A
n° d'envoi Campana : 18 ?	26601	Olpé	terre cuite	H. : 18	1863	A
n° d'envoi Campana : 19	26610	Olpé	terre cuite	H. : 16,7	1863	A
n° d'envoi Campana : 20	26613	Olpé	terre cuite	H. : 14	1863	A
n° d'envoi Campana : 21	26575	Canthare	terre cuite	H. : 14,2	1863	A
n° d'envoi Campana : 22 ?	26566	Canthare	terre cuite	H. : 12	1863	A
n° d'envoi Campana : 23	26595	Kyathos	terre cuite	D. : 14,8	1863	A
n° d'envoi Campana : 24	26455	Coupe	terre cuite	D. : 13,2	1863	A
n° d'envoi Campana : 25	26457	Coupe à deux anses	terre cuite	D. : 10,9	1863	A
n° d'envoi Campana : 26	26612	Skyphos	terre cuite	H. : 11,7 ; D. : 11,4	1863	A
n° d'envoi Campana : 27	26518	Skyphos	terre cuite	H. : 9 ; D. : 9,5	1863	A
n° d'envoi Campana : 28	26606	Oenochœ	terre cuite	H. : 29,3	1863	A
n° d'envoi Campana : 29	26607	Oenochœ	terre cuite	H. : 30,4	1863	A
n° d'envoi Campana : 30	26509	Oenochœ	terre cuite	H. : 28,2	1863	A
n° d'envoi Campana : 31	26608	Oenochœ	terre cuite	H.	1863	A
n° d'envoi Campana : 32	26382	Petit plat	terre cuite	H.	1863	A
n° d'envoi Campana : 33?	26419	Couvercle de lékanè	terre cuite	D. : 11,8	1863	A
n° d'envoi Campana : 34 ?	26273?	coupe	terre cuite	H.	1863	A
n° d'envoi Campana : 35	26059	Pithos miniature	terre cuite	H. : 11,2	1863	A
n° d'envoi Campana : 36	26142	Coupe à rebord courbé	terre cuite	D. : 10,3	1863	A
n° d'envoi Campana : 37	26003	Alabastre	terre cuite	H. : 21	1863	A
n° d'envoi Campana : 38 ?	26087	Alabastre	terre cuite	H.	1863	A
n° d'envoi Campana : 39	26018	Alabastre	terre cuite	H. : 12,8	1863	A
n° d'envoi Campana : 40	26050	Alabastre	terre cuite	H. : 9,7	1863	A

INV ETAT	INV MUS	TITR	MAT	DIMS	DEPOS	OBS
n° d'envoi Campana : 41	26020	Alabastre	terre cuite	H. : 10	1863	A
n° d'envoi Campana : 42	26017	Alabastre	terre cuite	H. : 8,5	1863	A
n° d'envoi Campana : 43	26009	Alabastre	terre cuite	H. : 7,5	1863	A
n° d'envoi Campana : 45	26012	Alabastre long	terre cuite	H. : 15,5	1863	A
n° d'envoi Campana : 46	26045	Alabastre	terre cuite	H. : 15,5	1863	A
n° d'envoi Campana : 47	26026	Aryballe	terre cuite	H. : 8,2	1863	A
n° d'envoi Campana : 49	26041	Aryballe	terre cuite	H. : 6	1863	A
n° d'envoi Campana : 50	26289	Aryballe globulaire	terre cuite	H. : 7	1863	A
n° d'envoi Campana : 53	26011	Aryballe	terre cuite	H. : 10,7	1863	A
n° d'envoi Campana : 54	26043	Aryballe	terre cuite	H. : 9,4	1863	A
n° d'envoi Campana : 55	26022	Aryballe	terre cuite	H. : 8,6	1863	A
n° d'envoi Campana : 56	26016	Aryballe	terre cuite	H. : 8,8	1863	A
n° d'envoi Campana : 57	26021	Aryballe	terre cuite	H. : 7,8	1863	A
n° d'envoi Campana : 58	26097	Amphore	terre cuite	H. : 41 ; D. : 29	1863	A
n° d'envoi Campana : 59	26080	Olpé	terre cuite	H. : 23,5	1863	A
n° d'envoi Campana : 60	26111	oenochœ	terre cuite	D. : 21,3	1863	A
n° d'envoi Campana : 61 ?	26082	Lécythe	terre cuite	H. : 25	1863	A
n° d'envoi Campana : 62	26088	Coupe à pied	terre cuite	D. : 20,7	1863	A
n° d'envoi Campana : 63	26126	Coupe	terre cuite	H. : 28,6	1863	A
n° d'envoi Campana : 64	26369	Glaux-skyphos	terre cuite	H. : 7,1 ; D. : 13,8	1863	A
n° d'envoi Campana : 65	26621	Cratère	terre cuite	H. : 32	1863	A
n° d'envoi Campana : 66	26593	Oenochœ	terre cuite	H. : 25	1863	A
n° d'envoi Campana : 67	26583	Olpé	terre cuite	H. : 17	1863	A
n° d'envoi Campana : 68	26146	Oenochœ	terre cuite	H. : 19,8	1863	A
n° d'envoi Campana : 69	26592	Oenochœ	terre cuite	H. : 12	1863	A
n° d'envoi Campana : 70	26260	Oenochœ	terre cuite	H. : 9	1863	A
n° d'envoi Campana : 71	26532	Lécythe miniature	terre cuite	H. : 7,6	1863	A
n° d'envoi Campana : 72	26081	Epichysis	terre cuite	H. : 14,2	1863	A

INV ETAT	INV MUS	TITR	MAT	DIMS	DEPOS	OBS
n° d'envoi Campana : 73 ou 74	26182	Crateriskos	terre cuite	H. : 10	1863	A
n° d'envoi Campana : 75	26600	Lampe à bec	terre cuite orangée	H. : 7,9	1863	A
n° d'envoi Campana : 77	26565	Plat	terre cuite	D. : 28,2	1863	A
n° d'envoi Campana : 78	26466	Assiette	terre cuite	D. : 20	1863	A
n° d'envoi Campana : 80	26300	Assiette	terre cuite	H. : 22	1863	A
n° d'envoi Campana : 83	25965 a	Urne cinéraire	terre cuite orangée	H. : 26	1863	A
n° d'envoi Campana : 83	25965 b	Couvercle d'urne funéraire étrusque	terre cuite orangée	H. : 44 ; L. : 19	1863	A
n° d'envoi Campana : 84 ?	25964	Couvercle d'urne funéraire étrusque	terre cuite orangée	H.	1863	A
n° d'envoi Campana : 84 ?	25963 a	Urne funéraire	terre cuite	H. : 19 ; L. : 30 ; P. : 14	1863	A
n° d'envoi Campana : 85	25946	Plaque dite «Campana»	terre cuite beige	H. : 76 ; L. : 47	1863	A
n° d'envoi Campana : 86	25947	Plaque dite «Campana»	terre cuite beige	H. : 32,5 ; L. : 43	1863	A
n° d'envoi Campana : 87	25960	Tête votive	terre cuite peinte	H. : 20,5	1863	A
n° d'envoi Campana : 89	25962	Tête votive	terre cuite	H. : 12,5	1863	A
n° d'envoi Campana : 90	25963	Tête votive	terre cuite	H. : 11,7	1863	A
n° d'envoi Campana : 91	25968	Figurine féminine	terre cuite	H. : 25,2	1863	A
	26089	Coupe		H. : 7,3 ; D. : 16,3	1863	A
	26095	Skyphos		H. : 8,6 ; D. : 9,8	1863	A
Cp 5086 ?	sans numéro	Fragment de figurine	terre cuite	H. : 6,3	1895	A
RS 360	26719	Fragment de plaque «Campana»	terre cuite	H. : 23 ; L. : 23	1895	A
Cp 4761 (erreur sur l'arrêté C 4760)	25545	Fragment de figurine	terre cuite	H. : 7,5	1895	A
ED 1931 ; N 4889	25967	Couvercle d'urne cinéraire	terre cuite	H. : 15 ; L. : 44,5 ; P. : 20,5	1895	A
ED 596 ; N 2908	26425	Amphore	terre cuite	H. : 39,2 D. : 12	1895	A
Cp 2399	26148	Amphore	terre cuite	H. : 22,8	1895	A
ED 1466 ; N 4321	26620	Pot	terre cuite	H. : 21,8	1895	A
Cp 2615	26237	Oenochœ	terre cuite	H. : 15	1895	A
ED 740 ; N 2259	26495	Oenochœ	terre cuite	H. : 24 ; D. : 14	1895	A
Cp 1688	26349	Kyathos ?	terre cuite	H. : 9,7	1895	A
ED 1449 ; N 4731	26002	Vase à parfum ou à onguent	terre cuite	H. : 27	1895	A
ED 170 ; N 2902	26515	Cratère en cloche	terre cuite	H. : 16,7 ; D. : 18	1895	A
ED 392 ; N 2943	26373	Canthare à haut pied	terre cuite	H. : 17 ; D. : 10,9	1895	A
ED 1111 ; N 3011	26490	Canthare	terre cuite	H. : 15	1895	A

INV ETAT	INV MUS	TITR	MAT	DIMS	DEPOS	OBS
ED 1116 ; N 3029	26440	Canthare	terre cuite	H. : 10,6	1895	A
ED 991 ; N 2158	26491	Skyphos	terre cuite	D. : 8,5	1895	A
N III 3232 (sur l'arrêté : N 3232 par erreur)	26058	Coupe	terre cuite	D. : 15	1895	A
Cp 1148	26384	Plat	terre cuite	D. : 15,6	1895	A
ED 743 ; N 2223	26380	Oenochoé	terre cuite	H. : 18	1895	A
Cp 1217	26079	Oenochoé	terre cuite	H. : 32,5	1895	A
RS 352 ?		Anse de brasero	terre cuite	H. : 11 ; L. : 7	1895	A

Musée d'Orsay

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEP	NOTES
RF 107	ROBERT-FLEURY Joseph-Nicolas	Pillage d'une maison dans la Judecca de Venise au Moyen-Age	peinture à l'huile ; toile	H. : 242 ; L. : 204	1891	
MI 16	VERLAT Charles	Buffle surpris par un tigre	peinture à l'huile ; toile	H. : 200 ; L. : 300	1854	
FNAC 1405 ; MV 7679 ; RF 585	MARTIN Henri	Fête de la Fédération au Champ de Mars, 14 Juillet 1790	peinture à l'huile ; toile	H. : 450 ; L. : 1300	1902	

Délégation aux arts plastiques

FNAC

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEP	NOTES
FNAC 1718	ALLEGRE Raymond	Venise, l'heure calme	peinture à l'huile ; toile	H. : 81 ; L. : 98	1906	
FNAC 776	BADIN Jean Victor	La source dort	plâtre	H. : 151 ; L. : 131 ; P. : 76	1902	
FNAC 759	BASLY Eugène Louis	Buste de Nicolas Dalayrac, compositeur (1753-1809)	moulage ; plâtre	H. : 66 ; L. : 55 ; P. : 36	1891	
FNAC FH 866-38	BENEZET Bernard	Saint-Sébastien jeté dans une mare	peinture à l'huile ; toile	H. : 243 ; L. : 312	1866	
FNAC 2194	BERGES Joseph Paul Louis	Mort de Saint-Tharsal, acolyte et martyr	peinture à l'huile ; toile	H. : 110 ; L. : 146	1909	
FNAC PFH-1753	BERTIN Jean-Victor	Paysage historique ; les habitants des montagnes du Taygète célèbrent une fête dans le temple de Bacchus	peinture à l'huile ; toile	H. : 114 ; L. : 160	1832	
FNAC PFH-1754	BESSON Faustin	L'enfance de Grétry	peinture à l'huile ; toile	H. : 198 ; L. : 397	1858	
FNAC PFH-1755	BISSON Jacques-François	Nature morte	peinture à l'huile ; bois	H. : 32 ; L. : 22	1852	
FNAC PFH-1867	BLANCHARD Constance	Femmes grecques de Souli courant à la mort ; dit autrefois Des femmes grecques réfugiées sous un rocher	peinture à l'huile ; toile	H. : 360 ; L. : 400	1838	

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEP	NOTES
FNAC PFH-1756	BLONDEL Merry-Joseph	La Mort de Louis XII ; Louis XII au lit de mort donnant sa bénédiction à l'héritier de son trône	peinture à l'huile ; toile	H. : 320 ; L. : 385	1817	
FNAC PFH-1757	BOHN German von	Femme du peuple	peinture à l'huile ; toile	H. : 143 ; L. : 100	1846	
FNAC FH 863-31	BOILLY Eugène	Le Christ mort sur la croix	peinture à l'huile ; toile	H. : 160 ; L. : 123	1863	
FNAC 655	BONNEFOY Henry-Arthur	Matinée de septembre ; environ de Boulogne-sur-Mer	peinture à l'huile ; toile	H. : 170 ; L. : 197	1889	
FNAC PFH-1760	BONVIN François	Les Forgerons ; souvenir du Tréport	peinture à l'huile ; toile	H. : 93 ; L. : 74	1857	
FNAC PFH-1758	BOULANGER DE BOISFREMONT Charles	Ulysse sous les traits d'un mendiant ; Ulysse racontant ses aventures à Pénélope	peinture à l'huile ; toile	H. : 250 ; L. : 310	1819	
FNAC 1725	CALBET Antoine	Surprises	peinture à l'huile ; toile	H. : 180 ; L. : 120	1906	
FNAC PFH-1764	CHARDIN Gabriel-Gervais	Un dormoir dans la forêt de Fontainebleau ; Pâturage	peinture à l'huile ; toile	H. : 154 ; L. : 220	1856	
FNAC PFH-1765	CHARPENTIER Julie	Buste de Clémence Isaure (XIV ^e siècle)	taille avec mise aux points ; revers partiellement évidé ; marbre	H. : 74 ; L. : 43 ; P. : 28	1835	
FNAC PFH-1766	COIGNET Jules-Louis-Philippe	Les Ruines de Baalbek	peinture à l'huile ; toile	H. : 94 ; L. : 160	1846	
FNAC PFH-1767	CONSTANT Jean-Joseph-Benjamin, BENJAMIN-CONSTANT (dit)	Entrée de Mohammed II à Constantinople, le 29 mai 1453	peinture à l'huile ; toile	H. : 697 ; L. : 536	1876	
FNAC PFH-1768	CORMON Fernand	La Mort de Ravana	peinture à l'huile ; toile	H. : 180 ; L. : 260	1878	
FNAC PFH-1769	COUTURE Thomas	La Soif de l'or ; dit aussi L'Amour de l'or	peinture à l'huile ; toile	H. : 154 ; L. : 188	1846	
FNAC 1487	DEBAT-PONSAN Edouard-Eugène	Le Christ sur la montagne ; vision	peinture à l'huile ; toile	H. : 330 ; L. : 392	1901	
FNAC PFH-1771	DELACROIX Eugène	Muley-Abd-Er-Rahmann, sultan du Maroc, sortant de son palais de Mequinez, entouré de sa garde et de ses principaux officiers (mars 1832)	peinture à l'huile ; toile	H. : 377 ; L. : 340	1845	
FNAC 1162	DELACROIX-GARNIER Pauline	Quinte et quatorze ; partie de piquet	peinture à l'huile ; toile	H. : 124 ; L. : 169	1898	
FNAC PFH-1871	DESEINE Louis-Pierre	Buste de Winckelmann (1717-1768)	taille ; marbre	H. : 74 ; L. : 55 ; P. : 35,5	1819	
FNAC 186	DESTREM Casimir	La Saint-Roch. Bénédiction des animaux dans la campagne du Languedoc	peinture à l'huile ; toile	H. : 275 ; L. : 440	1879	
FNAC 687	DESTREM Casimir	Un coup de vent	peinture à l'huile ; toile	H. : 72 ; L. : 105	1886	
FNAC 1170	DIDIER-POUGET William	Bruyères en fleurs, plaine de Tarbes	peinture à l'huile ; toile	H. : 148 ; L. : 270	1898	
FNAC 1334	DUMONT Henri-Julien	Orchidées	peinture à l'huile ; bois	H. : 33 ; L. : 24,5	1905	
FNAC 1480	DURENNE Eugène-Antoine	Nature morte	peinture à l'huile ; toile	H. : 50 ; L. : 62	1905	
FNAC PFH-1777	DUVEAU Louis-Jean-Noël	L'Abdication du doge Foscari	peinture à l'huile ; toile	H. : 325 ; L. : 250	1851	

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEP	NOTES
FNAC 844	ETCHEVERRY Hubert-Denis	Les Nounous ; Ariégeoises et Bretonnes	peinture à l'huile ; toile	H. : 198 ; L. : 118	1899	
FNAC 506	FALGUIERE Jean-Alexandre-Joseph	Le sphinx	peinture à l'huile ; toile	H. : 130 ; L. : 180	1884	
FNAC PFH-1780	GARIPUY Jules	Invasion des Cimbres. Défaite des Ambro-Teutons par Marius à Pourrières (Campi Putridi) sur la rivière de l'Arc, près d'Aix-en-Provence	peinture à l'huile ; toile	H. : 235 ; L. : 402	1860	
FNAC FH 869-167	GARIPUY Jules	Le pantin de bébé	peinture à l'huile ; toile	H. : 137,5 ; L. : 98	1869	
FNAC FH-864-135	GENDRON Auguste-Ernest	Les nymphes au tombeau d'Adonis	peinture à l'huile ; toile	H. : 85 ; L. : 150	1864	
FNAC PFH-1782	GEROME Jean-Léon	Anacréon, Bacchus et l'Amour	peinture à l'huile ; toile	H. : 134 ; L. : 203	1849	
FNAC 1426	GERVAIS Paul-Jean	Coenus Flumen	peinture à l'huile ; toile	H. : 177 ; L. : 227	1889	
FNAC 1174	GERVAIS Paul-Jean	La Folie de Titania	peinture à l'huile ; toile	H. : 350 ; L. : 520	1905	
FNAC FH 869-172	GIDE Théophile	Intérieur d'une église de couvent ; choeur de la chapelle du couvent des Capucins de Rome	peinture à l'huile ; toile	H. : 75 ; L. : 94	1869	
FNAC 1457	GILBERT René	Le Critique	pastel ; papier maroufflé sur toile	H. : 112 ; L. : 90	1905	
FNAC PFH-773	GIROUX André	Vue prise aux grottes de La Cervara, catacombes de Rome, sur l'ancienne route de Tivoli	peinture à l'huile ; toile	H. : 170 ; L. : 243	1833	
FNAC 353	GOSSIN Louis	Amo	plâtre	H. : 180 ; L. : 59 ; P. : 44	1889	
FNAC PFH-1783	GREVENICH (copie)	Portrait du roi Louis Philippe	peinture à l'huile ; toile	H. : 260 ; L. : 195	1841	
FNAC 771	GUAY Gabriel	La Dernière Dryade	peinture à l'huile ; toile	H. : 272 ; L. : 136	1902	
FNAC 2102	GUILLEMET Antoine	La Falaise d'Equihen	peinture à l'huile ; toile	H. : 90 ; L. : 125	1907	
FNAC PFH-1784	GUIZARD Clémence de, DUFRESNE Clémence (née)	Sainte Affre, martyre, patronne d'Augsbourg	peinture à l'huile ; toile	H. : 104 ; L. : 67	1853	
FNAC 883	GUY Hippolyte	La Prière	peinture à l'huile ; toile	H. : 160 ; L. : 104	1902	
FNAC PFH-1774	HARDIVILLIER Charles-Achille d'	Portrait de Charles X	peinture à l'huile ; toile	H. : 258 ; L. : 182	1827	
FNAC PFH-1869	HEDOUIN Edmond	Femmes à la fontaine (vallée d'Ossau, Basses-Pyrénées)	peinture à l'huile ; toile	H. : 78 ; L. : 106	1851	
FNAC PFH-557	ISABEY Eugène	Vue du port de Boulogne, prise de la mer	peinture à l'huile ; toile	H. : 163 ; L. : 260	1843	
FNAC FH 865-150	JACQUESSON DE LA CHEVREUSE Louis	Orphée aux enfers	peinture à l'huile ; toile	H. : 115 ; L. : 145	1868	
FNAC 1384	JEANNIOT Pierre-Georges	La Grand-mère	peinture à l'huile ; toile	H. : 75 ; L. : 96	1905	
FNAC 1499	JUSTE René-Camille, René-JUST (dit)	Verge au printemps	peinture à l'huile ; carton	H. : 46 ; L. : 60	1905	

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEP	NOTES
FNAC 665 ; FNAC 975	LA PORTE Alexandre Gabriel	Tircis	moulage ; plâtre	H. : 145 ; L. : 108 ; P. : 78	1890	
FNAC 1220	LABATUT Jules-Jacques	Enfant martyr	plâtre	H. : 121 ; L. : 59 ; P. : 65	1905	
FNAC 1664	LABATUT Jules-Jacques	Pendule : les heures	fonte ; bronze ; onyx	H. : 121 ; L. : 76 ; P. : 42	1903	
FNAC PFH-1868	LANGLOIS Jean Charles	Bataille de Polotsk (18 août 1812)	peinture à l'huile ; toile	H. : 160 ; L. : 247	1844	
FNAC PFH-1787	LANGLOIS Jérôme-Martin	Générosité d'Alexandre ; Alexandre cède Campaspe, sa maîtresse, à Apelle	peinture à l'huile ; toile	H. : 257 ; L. : 318	1820	
FNAC 1221	LARROUX Antonin	Buste de jeune mendiant	bois	H. : 61 ; L. : 38 ; P. : 36	1905	
FNAC 1170	LATENAY Gaston de	Dernier rayon	peinture à l'huile ; toile	H. : 52 ; L. : 71	1903	
FNAC?	LATIL François Vincent Mathieu	Un jeune voyageur assassiné et dépouillé par des brigands	peinture à l'huile ; toile	H. : 355 ; L. : 296	1831	
FNAC PFH-1788	LAURENS Jean-Paul	La Piscine de Bethesda à Jérusalem	peinture à l'huile ; toile	H. : 307 ; L. : 245	1874	
FNAC 141	LAURENS Jean-Paul	Saint Jean Chrysostome et l'impératrice Eudoxie	peinture à l'huile ; toile	H. : 127 ; L. : 160	1894	
FNAC 1995	LAURENS Jean-Pierre	Portrait de mes parents	peinture à l'huile ; toile	H. : 167 ; L. : 186	1909	
FNAC 649	LAURENS Paul-Albert	L'Automne ; hymne à Cérès	peinture à l'huile ; toile	H. : 148 ; L. : 210	1898	
FNAC 984	LAURENS Paul-Albert	Le Christ mort pleuré par les Saintes Femmes	peinture à l'huile ; toile	H. : 106 ; L. : 147	1895	
FNAC FH 867-177	LAZERGES Jean-Raymond-Hippolyte	Le Christ après la flagellation	peinture à l'huile ; toile	H. : 199 ; L. : 137	1868	
FNAC 1866	LEMAITRE Claire	Fleurs d'automne	pastel ; papier	H. : 146 ; L. : 76	1892	
FNAC FH 865-185	LEYGUE Eugène	Les orphelins	peinture à l'huile ; toile	H. : 192 ; L. : 145	1865	
FNAC PFH-1791	LONG Augustin	Ugolin, comte de la Gherardesca ; La mort d'Ugolin	peinture à l'huile ; toile	H. : 228 ; L. : 167	1839	
FNAC PFH-1792	LOYEUX Charles-Antoine-Joseph ; WINTERHALTER Franz-Xaver (d'après)	Portrait en pied de Louis-Philippe	peinture à l'huile ; toile	H. : 215 ; L. : 165	1846	
FNAC 113	MARQUESTE Laurent Honoré	Velleda	marbre	H. : 140 ; L. : 72 ; P. : 163	1879	
FNAC 256 ; FNAC 493	MARQUESTE Laurent-Honoré	Persée et la Gorgone	plâtre	H. : 191 ; L. : 170 ; P. : 130	1905	
FNAC 1974	MARTIN Henri-Jean-Guillaume	L'Homme entre le vice et la vertu	peinture à l'huile ; toile	H. : 345 ; L. : 496	1896	
FNAC 1564	MENARD Emile-René	Temps calme	peinture à l'huile ; toile	H. : 76 ; L. : 106	1904	
FNAC 1617	MENGUE Jean-Marie	La Vallée du Lys	plâtre	H. : 220 ; L. : 84 ; P. : 70	1904	
FNAC 895	MERCIE Marius-Jean-Antonin	Colère d'amour	peinture à l'huile ; toile	H. : 230 ; L. : 142	1902	
FNAC 90	MERCIE Marius-Jean-Antonin	David vainqueur de Goliath	moulage ; plâtre	H. : 190 ; L. : 80 ; P. : 85	1874	
FNAC 1115	MERCIE Marius-Jean-Antonin	La Paresse	peinture à l'huile ; toile	H. : 85 ; L. : 151	1903	

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEP	NOTES
FNAC 53	PONSIN-ANDARAHY Charles	Conteur arabe	plâtre	H. : 125 ; L. : 60 ; P. : 95	1879	
FNAC PFH-1819	PRADIER Jean-Jacques, PRADIER James (dit)	Chloris caressée par le zéphir Flore ; Le printemps	taille ; marbre	H. : 165 ; L. : 67 ; P. : 40	1850	
FNAC PFH-19	PREAULT Antoine-Augustin ; CHARNOD D. et fils (fondeur)	Vitellius	Bas-relief ; fonte ; bronze	D. : 75	1872	
FNAC PFH-1818	PRIOU Louis	La Coupe et la lyre	peinture à l'huile ; toile	H. : 189 ; L. : 256	1874	
FNAC FH 864-260	PROTAIS Paul-Alexandre	La fin de la halte	peinture à l'huile ; toile	H. : 123 ; L. : 200	1864	
FNAC FH 867-431	PROUHA Pierre-Bernard	Psyché	taille avec mise aux points ; marbre	H. : 163 ; L. : 72 ; P. : 50	1868	
FNAC 1423	PRUNIER Gaston	La Pointe du Raz	aquarelle	H. : 50 ; L. : 65	1905	
FNAC 69	RACHOU Henri	Méditation	peinture à l'huile ; toile	H. : 120 ; L. : 170	1896	
FNAC 1454	RAVANNE Léon-Gustave	Marine au large ; Au large, le soir	peinture à l'huile ; toile	H. : 130 ; L. : 195	1905	
FNAC PFH-1817	REGNIER Auguste-Jacques	Une Chartreuse en Auvergne	peinture à l'huile ; toile	H. : 170 ; L. : 203	1830	
FNAC PFH-1816	RENOIR Joseph-Alexandre	Horace enfant	taille ; marbre	H. : 67 ; L. : 140 ; P. : 57	1851	
FNAC PFH-1815	RICHARD Alexandre-L.- Marie-Théodore	Vue du Pic du Midi de Pau et de la forêt de Gabas (Basses-Pyrénées)	peinture à l'huile ; toile	H. : 147 ; L. : 192	1835	
FNAC PFH-107	RIXENS Jean-André	La Mort de Cléopâtre	peinture à l'huile ; toile	H. : 200 ; L. : 290	1875	
FNAC 1695	RIXENS Jean-André	Le Philosophe	peinture à l'huile ; toile	H. : 60 ; L. : 49	1906	
FNAC 839	RIXENS Jean-André	Vieux paysan espagnol en prière ; Mendiant espagnol en prière	peinture à l'huile ; toile	H. : 65 ; L. : 55	1885	
FNAC 1161	ROUSSEAU Jean-Jacques	L'Approche de l'orage	peinture à l'huile ; toile	H. : 250 ; L. : 320	1903	
FNAC PFH-1872	SCHOPIN Frédéric Henri	Jacob demandant à Laban sa fille Rachel en mariage	peinture à l'huile ; toile	H. : 382 ; L. : 260	1840	
FNAC 1162	SEGOFFIN Victor	David vainqueur de Goliath est amené à Saül	plâtre	H. : 171 ; L. : 126 ; L. : 40	1904	
FNAC 750	SEYSSSES Auguste	Le Retour	taille ; marbre	H. : 200 ; L. : 97 ; P. : 97	1902	
FNAC 2201	TOURTE Frédéric-Pierre-Marc	Buste de Jules Garipuy (1711-1782)	moulage ; plâtre	H. : 60 ; L. : 40 ; P. : 40	1909	
FNAC 1160	TRUCHET Abel, ABEL-TRUCHET (dit)	La Valse	peinture à l'huile ; toile	H. : 97 ; L. : 130 ; P. : 170	1903	
FNAC 366	TURCAN Jean	Buste du sculpteur Jean-Antoine-Marie Idrac	moulage ; plâtre	H. : 60 ; L. : 62 ; P. : 34	1891	
FNAC 243 ; FNAC 868	TURCAN Jean	Buste du sculpteur Jean-Antoine-Marie Idrac	taille ; revers travaillé ; marbre	H. : 60 ; L. : 62 ; P. : 34	1885	

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEP	NOTES
FNAC PFH-1810	VILLAIN Eugène	Attributs de musique	peinture à l'huile ; toile	H. : 120 ; L. : 91	1871	
FNAC PFH-1940	VILLEMSSENS Jean Blaise	Les Inondés de Tounis, ou La Barque de secours	peinture à l'huile ; toile	H. : 196 ; L. : 267	1842	
FNAC PFH-2503	VINCENT François-André	Guillaume Tell renversant la barque par laquelle le gouverneur Gessler traversait le lac de Lucerne	peinture à l'huile ; toile	H. : 318 ; L. : 418	1806	

Direction du Patrimoine

Objets provenant de la séparation des églises et de l'Etat

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPO	NOTES
RO 836	anonyme (France, XVIIIe)	Sujet biblique		H. : 140 ; L. : 175	1909	
RO 805	anonyme (France, XVIIIe)	Vision de saint Bruno	peinture à l'huile ; toile	H. : 74 ; L. : 53	1909	
INV 49. 6. 40	HERSENT Louis (d'après)	Portrait du cardinal de Clermont-Tonnerre, archevêque de Toulouse (1820-1830)	peinture à l'huile ; toile	H. : 73, 2 ; L. : 59, 5	1909	

Objets provenant de fouilles sur domaines de l'Etat

INV MUS	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPO	NOTES
RA 409 A	Anonyme	Couvercle de sarcophage	Bas-relief ; taille ; pierre	H. : 42 ; L. : 202,5 ; P. : 78,5	1910	

Dérogations au délai vidéo

Liste des dérogations au délai prévu par l'article 89 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (conformément au décret n° 2000-1137 du 24 novembre 2000) accordées depuis le mois de janvier 2004 à des œuvres cinématographiques par le ministre chargé de la culture.

Titre	N° du visa	Editeur	Date de dérogation
HULK	108 292	UNIVERSAL	02/01/04
EN SURSIS (Cradle 2 the grave)	108 114	WARNER HV	06/01/04
A LA PETITE SEMAINE	103 042	STUDIOCANAL	07/01/04
LES ENFANTS DE LA PLUIE	87 525	MK2	07/01/04
LIVRAISON A DOMICILE	105 969	M6 INTERACTIONS	07/01/04
TERREUR POINT COM (Feardotcom)	108 394	COLUMBIA TRISTAR HV	07/01/04
7 ANS DE MARIAGE	101 882	TF1 VIDEO	09/01/04
NOS ENFANTS CHERIS	99771	TF1 VIDEO	09/01/04
SINBAD, LA LEGENDE DES 7 MERS	108 433	UNIVERSAL	09/01/04
CE JOUR-LA	105 567	GEMINI FILMS	13/01/04
CUBE 2 : HYPERCUBE	108 304	METROPOLITAN FILMEXPORT ..	13/01/04
DARKNESS	103 244	WILD SIDE VIDEO	14 /01/04
TRAVAIL D'ARABE	106 045	WILD SIDE VIDEO	14/01/04
MARIEES MAIS PAS TROP	104 951	FTD	15/01/04
2 FAST 2 FURIOUS	108 319	UNIVERSAL	18/01/04
CHARLIE'S ANGELS :	108 257	COLUMBIA TRISTAR HV	20/01/04
LES ANGES SE DECHAINENT			
BANGKOK DANGEROUS	107 978	EUROPACORP DIFFUSION	21/01/04
POUR LE MEILLEUR ET POUR	107 689	FOX PATHE EUROPA	21/01/04
LE RIRE (Just married)			
DEVDA	107 694	DIAPHANA EDITION VIDEO	22/01/04
EQUILIBRIUM	105 414	TF1 VIDEO	23/01/04
L'OUTREMANGEUR	105 964	TF1 VIDEO	23/01/04

DREAMCATCHER	107 748	WARNER HV	28/01/04
KANGOUROU JACK	108 446	WARNER HV	28/01/04
NARC	106 763	H2F	31/01/04
BLUE CRUSH	108 434	UNIVERSAL	03/02/04
3, HISTOIRES DE L'AU DELA (Three) ...	107 885	WILD SIDE VIDEO	04/02/04
LUCKY BREAK	108 604	WILD SIDE VIDEO	04/02/04
LE COUT DE LA VIE	104 582	PATHE VIDEO	04/02/04
JOHNNY ENGLISH	108 564	STUDIOCANAL	04/02/04
RENCONTRE AVEC LE DRAGON	101 018	H2F	06/02/04
TERMINATOR 3:	108 526	COLUMBIA TRISTAR HV	06/02/04
LE SOULEVEMENT DES MACHINES			
UNE EMPLOYEE MODELE	93 828	CDISCOUNT	06/02/04
CE DONT REVENT LES FILLES	108 385	WARNER HV	11/02/04
(What a girl want)			
THE POINT MEN	100 975	M6 INTERACTIONS	11/02/04
ABIMES (Below)	108 601	TF1 VIDEO	13/02/04
NADIA (Birthday girl)	109 345	TF1 VIDEO	13/02/04
LES ENFANTS D'ABRAHAM	107 974	WILD SIDE VIDEO	18/02/04
(El segundo nombre)			
IT'S ALL ABOUT LOVE	106 903	PATHE VIDEO	18/02/04
LE TALISMAN	106 869	PATHE VIDEO	18/02/04
PIRATES DES CARAIBES,	108 377	BVHE	19/02/04
LA MALEDICTION DU BLACK PEARL			
LES EGARES	105 746	WILD SIDE VIDEO	20/02/04
L'HOMME A LA RIVIERA	102 458	TF1 VIDEO	20/02/04
(The good thief)			
PERE ET FILS	105 953	GAUMONT VIDEO	20/02/04
UN HOMME, UN VRAI	102 564	ARTE France DVLPT	20/02/04
8 JOURS ET 8 NUITS A CANCUN	108 593	METROPOLITAN FILMEXPORT ..	20/02/04
(Real Cancun)			
LARA CROFT TOMB RAIDER:	108 619	PARAMOUNT PICTURES	20/02/04
LE BERCEAU DE LA VIE			

MES ENFANTS NE SONT PAS COMME LES AUTRES	104 629	FTD	20/02/04
BRONX A BEL AIR (Bringing down the house)	108 378	BVHE	26/02/04
PHONE GAME (Phone Booth)	107 899	FOX PATHE EUROPA	27/02/04
BIENVENUE AU GITE	104 697	STUDIOCANAL VIDEO	03/03/04
BRUCE TOUT PUISSANT	108 571	BVHE	03/03/04
DOLLS	107 534	CDISCOUNT	08/03/04
LA FORET ENCHANTEE	108 305	CDISCOUNT	08/03/04
DIRTY PRETTY THINGS	108 832	TF1 VIDEO	09/03/04
QUAND JE VOIS LE SOLEIL	104 233	UNIVERSAL PICTURES VIDEO SA	09/03/04
AMOURS SUSPECTES (Unconditionnal Love)	108 560	METROPOLITAN FILMEXPORT ...	09/03/04
DARK BLUE	108 665	METROPOLITAN FILMEXPORT ...	09/03/04
LES LARMES DU SOLEIL (Tears of the sun)	107 513	COLUMBIA TRISTAR HV	10/03/04
POLLOCK	108 786	COLUMBIA TRISTAR HV	10/03/04
THE EYE	108 053	EUROPACORP DIFFUSION	10/03/04
UN AMERICAIN BIEN TRANQUILLE .. (The quiet american)	109 211	WILD SIDE VIDEO	10/03/04
BYE BYE LOVE (Down with love)	108 470	FOX PATHE EUROPA	10/03/04
LES FANTOMES DU TITANIC (Ghosts of the Abyss)	108 482	UGC PH	10/03/04
ESPION AMATEUR (Accidental spy)	108 918	TF1 VIDEO	12/03/04
LES ASSOCIES (Matchstick Men)	108 694	WARNER HV	17/03/04
JEUX D'ENFANTS	97 723	STUDIOCANAL VIDEO	17/03/04
BROWN SUGAR	108 611	FOX PATHE EUROPA	17/03/04
BRAQUAGE A L'ITALIENNE (The italian job)	108 077	PARAMOUNT	18/03/04
RAJA	105 817	FTD	18/03/04
HERO (Ying Xiong)	108 868	UNIVERSAL PICTURE VIDEO SA	24/03/04

IDENTITY	107 810	COLUMBIA TRISTAR HV	24/03/04
LES INVASIONS BARBARES	106 830	CDISCOUNT	24/03/04
PRESIDENT PAR ACCIDENT	108 652	UNIVERSAL PICTURES	24/03/04
(Head of State)		VIDEO SA	
LOVELY RITA	106 424	GAUMONT VIDEO	24/03/04
MAX	108 710	PATHE VIDEO	24/03/04
UNDERWORLD	108 735	M6 INTERACTIONS	24/03/04
PAI (Whale Rider)	108 389	UGC PH	27/03/04



Coupon d'abonnement (1)

Nom, prénom :
(ou service destinataire)

Adresse complète :

Téléphone :

Profession (2) :

Nombre d'abonnements souhaités : x 18,29€ = pour l'année

Date et signature (3).

(1) A retourner au ministère de la culture et de la communication, D A G, Centre de documentation juridique et administrative, 3, rue de Valois, 75001 Paris, accompagné du règlement établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la culture et de la communication.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.